

Iran : la justice étouffe la presse réformatrice

DANS un geste sans précédent, la justice iranienne a décidé, dimanche 23 avril, de « suspendre jusqu'à nouvel ordre » huit quotidiens, un bimensuel et trois hebdomadaires proches des réformateurs et du président Khatami pour avoir « publié des articles contraires aux principes et aux exigences de l'islam ». L'objectif de la justice, contrôlée par les adversaires du changement, est de « dissiper les inquiétudes du peuple, du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et du clergé », ajoute un communiqué officiel. Cette mesure s'inscrit dans la bataille que mènent les conservateurs pour enrayer les succès remportés par les réformateurs lors du premier tour des élections législatives en février dernier. Elle a été précédée de l'arrestation de journalistes.

Lire page 3 et notre éditorial page 10

Comment le Net bouleverse l'entreprise

- Toutes les grandes firmes se convertissent à la nouvelle économie
- Elles en font un argument de promotion auprès de la Bourse et de leurs clients
- Mais Internet transforme brutalement la vie des entreprises
- Elles redoutent la destruction d'activités traditionnelles et d'emplois

BANQUES, distribution, groupes industriels : les grandes entreprises se parent d'atouts Internet. Toutes veulent prouver, notamment à leurs actionnaires et à la Bourse, qu'elles réussissent à concilier an-

cienne et nouvelle économie. Elles développent ainsi, à grand renfort de campagnes de communications, des services de vente en ligne pour leurs clients (« *business to consumers* », B2C) et achètent à leurs

fournisseurs par Internet (« *business to business* », B2B).

Mais, au-delà des effets de mode et d'annonce, les bouleversements de stratégie et de d'organisation sont considérables pour les entre-

prises « classiques ». Il leur faut gérer la crainte de voir une partie de leur activité traditionnelle cannibalisée par Internet. Comment un réseau de magasins attire-t-il les clients si les mêmes produits sont en vente, à distance, sur la Toile ? Autre difficulté : maintenir la cohérence entre les salariés « high tech », rares et chers, et les autres, qui peuvent avoir le sentiment d'être délaissés. Ainsi, pour éviter que certains de leurs employés se sentent abandonnés, Ford, Delta et American Airlines, puis Intel, ont décidé d'offrir des ordinateurs domestiques avec accès Internet à tous leurs salariés.

Lorsque la décision est réellement prise de se lancer dans l'aventure du Net, le dernier défi pour l'entreprise consiste à trouver la bonne organisation. Les grandes firmes doivent réfréner leur désir de tout contrôler, laisser un espace de liberté entre le projet Internet et la maison-mère pour céder la place à l'innovation.

Lire page 12



COURTESY OF GREGORY CRAIG'S OFFICE/AT

CUBA La trêve d'Elian

Pour Fidel Castro, les retrouvailles du petit naufragé de la mer Elian Gonzalez avec son père (photo), samedi 22 avril à Washington, ont marqué le premier « jour de trêve » entre les Etats-Unis et Cuba depuis 1959. Ce dénouement illustre la perte d'influence de la communauté anti-castriste de Miami aux Etats-Unis. L'enfant a été soustrait à la famille qui l'hébergeait, depuis son sauvetage en mer, et remis à son père après une opération musclée de la police américaine. p. 2

M. Le Pen dans l'impasse

LE JOURNAL OFFICIEL du 22 avril publie le décret qui prive Jean-Marie Le Pen de son mandat de député européen. Cette mesure résulte de sa condamnation à un an d'inéligibilité pour avoir agressé la candidate socialiste pendant la campagne des législatives de 1997 à Mantes-la-Jolie. M. Le Pen, qui s'est déjà vu retirer son mandat de conseiller régional, aborde en position de faiblesse le congrès de son parti, du 28 au 30 avril, à Paris. S'il a réduit toute opposition à l'intérieur du Front national, la scission avec les partisans de Bruno Mégret compromet les chances du FN de conserver, en mars 2001, les quatre bastions municipaux qu'il a conquis depuis 1995.

Lire page 5

Comment danser sans se fatiguer dans les boîtes de Berlin

BERLIN
de notre correspondant

C'est l'heure où le soleil caresse les terrasses de ses derniers rayons. L'heure où des gamins attardés courent encore sur les terrains de jeux. L'heure où les bureaux se vident. C'est aussi, à Berlin, l'heure d'aller en boîte de nuit ! Il est à peine 19 h 30, et la foule se presse à L'Oxymoron, restaurant-boîte de nuit du fond des Hackescher Höfe, dans l'ancien quartier juif devenu repère chic et branché. La nuit berlinoise commence en plein jour.

Importé des Etats-Unis et d'Angleterre, le concept des « *after work clubs* » a été lancé à l'automne 1999 à Hambourg, par l'agence Inferno. Depuis, il fait fureur. L'idée d'aller danser à la sortie du boulot, de 18 heures à minuit, sans avoir à attendre l'ouverture des boîtes aux heures habituelles. « *C'est super. On peut sortir, danser, rencontrer des gens après le boulot ou la fac, tout en allant au lit à l'heure. Comme ça on est en forme pour bosser le lendemain matin* », se réjouit Tim, étudiant à Berlin. Pas besoin non plus de prendre un taxi pour rentrer chez soi, les transports en commun fonctionnent

encore. Beaucoup sortent entre collègues, pas toujours sans arrière-pensées. « *On peut plus rapidement tutoyer son chef. Ça ne peut pas faire de mal à la carrière* », confesse une jeune Hambourgeoise dans l'hebdomadaire Spiegel.

L'idée hambourgeoise a bien vite été copiée à Berlin, ville alternative et étudiante peu encline au travail, en passe de devenir aussi ville des yuppies débordés, avec le déménagement de la capitale et l'afflux des lobbyistes de toutes les régions d'Allemagne et du monde entier. A Potsdamerplatz, quartier ultramoderne à cheval sur l'Est et l'Ouest, les salariés de Sony et de Debis se retrouvent les jeudis au Caroshi, tandis que le PrivatClub de Kreuzberg, ancien quartier alternatif de Berlin-Ouest, et l'Oxymoron organisent leurs soirées les mercredis. L'Oxymoron joue sur la pingrerie des clients pour remplir très tôt sa discothèque. Jusqu'à 19 h 30, l'entrée est gratuite. Après, il faut payer 10 marks (35 francs). Ainsi, ce mercredi, la petite foule se presse quelques minutes avant l'heure fatidique. Avant même de se saluer, l'on se précipite dans la boîte pour en ressortir aussitôt avec le précieux tampon sur la

main, qui donne le droit de réintégrer gratuitement. La piste est déjà occupée par quelques danseurs, mais beaucoup préfèrent commencer par boire quelques bières au bar du restaurant. Les uns sont en tenue de bureau, d'autres ont eu le temps d'enfiler leurs vêtements « techno ».

Un petit groupe, entre vingt-cinq et trente-cinq ans, s'est donné rendez-vous par courrier électronique. Petit à petit, la toile se tisse, dans ce nouveau Berlin où l'on débarque, le plus souvent, sans attaches. Chaque semaine, Jobst, jeune avocat, envoie par mail une invitation à une certaine « *d'amis, de connaissances et d'inconnus* » pour « *tester* » boîtes et bistros berlinois. Dans la troupe, une attachée parlementaire bavaroise, un diplomate tchèque, un député chrétien-démocrate, un fonctionnaire parlementaire français, une cantatrice américaine devenue prof d'anglais, une lobbyiste de la Bourse de Francfort, une secrétaire... Ni raton laveur, ni même un seul vrai Berlinois pour aller danser avant la nuit tombée.

Arnaud Leparmentier



AFP

FOOTBALL La victoire des « petits »

Vainqueur de la Coupe de la Ligue aux dépens du PSG, l'équipe du FC Gueugnon (deuxième division) incarne la révolte des « petits » clubs sur les formations fortunées. A l'image des amateurs de Calais, qualifiés pour la finale de la Coupe de France, les joueurs du Charolais (photo) ont prouvé que l'argent ne fait pas tout dans le football moderne. p. 14

La mémoire de Barbara



ARIELLE

LE PRINTEMPS de Bourges est redevenu la fête des musiques actuelles. Du rap au retour des guitares électriques, des nouveaux sons du funk aux mixités tziganes, il y a place pour tous et aussi pour l'émotion : la chanteuse Arielle évoque la mémoire de Barbara qui triomphait dans la même salle en 1967.

Lire page 17

artprice.com
server group

le prix de l'art

www.artprice.com

2 millions de résultats de ventes depuis 1987

170 000 artistes du IV^e siècle à nos jours

Votre artiste préféré bientôt en ventes publiques ? artprice.com vous dit où, quand et à quelle estimation sur 2200 maisons de ventes.

cotée au Nouveau Marché de Paris (7478)

leader mondial de l'information sur le marché de l'art

Les droits de l'homme en panne à l'ONU

QUE RESTE-T-IL des droits de l'homme, que reste-t-il de la commission des Nations unies censée les défendre ? Récurrente, la question se pose désormais ouvertement dans le sillage de la manœuvre de diversion qui a, une fois de plus, permis à la Chine de se soustraire à la moindre réprimande pour ses graves manquements aux libertés fondamentales (Le Monde du 20 avril). Elle risque de prendre une acuité accrue si la Russie parvient à son tour à tirer son épingle du jeu lors du vote, déjà reporté d'une semaine, prévu mardi 25 avril, sur un projet de résolution de l'Union européenne admonestant Moscou pour les excès de ses troupes en Tchétchénie.

En tout cas, dans les milieux concernés, on ne s'y trompe pas : après l'absence de sanction contre la Chine, c'est la crédibilité de la commission elle-même qui est sévèrement atteinte. Amnesty International et Human Rights Watch, deux des principales associations de défense des droits de l'homme, n'ont pas mâché leurs mots pour stigmatiser cette dérive. La première estime que l'adoption, sur instigation de Pékin, de la motion dite de non-action pour couper court au vote sur la résolution pro-

posée par les Etats-Unis « *met en question le but et le fonctionnement de la commission* ». Et de s'interroger : « *Combien de victimes supplémentaires devront être ignorées au nom de la Realpolitik ? Combien de temps le monde va-t-il jouer à ce jeu avec la Chine ?* »

Non moins directe, Human Rights Watch constate que le « *manque de volonté politique* » menace la crédibilité de la commission. Par lâcheté ou par commodité, nombre de délégations à Genève ont tendance à « *détourner les yeux de la dégradation des droits de l'homme en Chine et ailleurs* ». Un autre reproche adressé à la commission porte sur son penchant immodéré pour le consensus au détriment du respect des droits de l'homme. Ce procédé « *donne licence à n'importe quel gouvernement de bloquer une action* », ce qui revient à accorder à chacun des membres « *un droit de veto universel* », estime Human Rights Watch, qui ajoute : « *Rechercher le consensus plutôt que répondre aux atrocités est devenu le but principal des activités de la commission.* »

Jean-Claude Buhner

Lire la suite page 10



A. SUANUVY

ASIE Points chauds et guerre froide

1. Les barbelés de Panmunjom

Les grands affrontements Est-Ouest n'existent plus mais, en Asie, il reste des zones de conflits locaux. Corée, Himalaya, détroit de Formose. Notre envoyé spécial s'est rendu dans ces lieux d'une autre époque. Aujourd'hui : Panmunjom (photo), sur le 38^e parallèle qui sépare les deux Corées. p. 8

| | | | |
|---------------------|----|-----------------------|----|
| International..... | 2 | Aujourd'hui..... | 14 |
| France-Société..... | 5 | Météorologie..... | 16 |
| Horizons..... | 8 | Jeux..... | 16 |
| Carnet..... | 11 | Culture..... | 17 |
| Abonnements..... | 11 | Guide culturel..... | 18 |
| Entreprises..... | 12 | Radio-Télévision..... | 19 |



JUSTICE La police américaine est intervenue, samedi 22 avril, à Miami, pour s'emparer d'Elian Gonzalez et le conduire auprès de son père à Washington dans l'attente d'une dé-

cision judiciaire sur son sort. ● À CUBA, Fidel Castro a considéré qu'il s'agissait « d'une victoire que nous partageons avec le président des Etats-Unis ». « C'est aujourd'hui un

jour de trêve avec les Etats-Unis, peut-être le seul en quarante et un ans », a estimé le dirigeant cubain. ● AUX ÉTATS-UNIS, le président Bill Clinton a expliqué, same-

di depuis la Maison Blanche, qu'« avec l'échec de tous les efforts de négociation, il n'y avait pas d'autre possibilité » que l'intervention policière. Il a ajouté : « la loi a

été appliquée et c'était la bonne chose à faire ». ● ELIAN et son père devraient s'installer à Wye Plantation dans l'attente du jugement de la cour d'appel d'Atlanta.

Jour de détente entre Washington et La Havane à propos d'Elian

L'intervention de la police américaine, qui a permis de soustraire l'enfant à sa famille d'accueil de Miami pour le conduire auprès de son père à Washington, a été saluée par Bill Clinton et Fidel Castro

LA HAVANE

du correspondant d'El Pais

Très tôt samedi, la radio officielle cubaine a interrompu ses programmes habituels pour annoncer la récupération d'Elian Gonzalez à Miami. L'opération a été présentée comme une quasi-victoire politique : « La séquestration d'Elian a pris fin », a commenté Radio-Rebelde. A 145 kilomètres de La Havane, dans le village natal de l'enfant, Cardenas, certains habitants se sont réunis au petit jour devant la maison des Gonzalez. « Nous sommes très contents, nous sommes profondément émus », a balbutié José, l'un des grands-parents de l'enfant. Dans la capitale, la nouvelle a provoqué l'enthousiasme et l'émotion. Dimanche, le gouvernement cubain a cependant demandé à la population de s'abstenir de toute « manifestation publique » et de garder une attitude « sereine, discrète et digne » pour ne pas influencer négativement l'évolution de la situation. Plus tard dans la journée de sa-

medi, à Jagüey Grande, la trente-neuvième commémoration de la victoire contre l'invasion manquée de la baie des Cochons s'est transformée en acte de célébration en l'honneur d'Elian. Devant 40 000 personnes, Fidel Castro a comparé la « victoire » obtenue la veille aux Etats-Unis au triomphe de la baie des Cochons. Il a également révélé que, vendredi, le père d'Elian avait menacé les autorités américaines d'aller chercher son enfant à Miami le lendemain. Les grands-mères d'Elian, Mariela Quintana et Raquel Rodríguez, assistaient à la cérémonie. Le grand-père paternel, Juan Gonzalez, a raconté à la foule la conversation téléphonique qu'il avait eue avec Elian, après que celui-ci eut rejoint son père à Washington.

VICTOIRE PARTAGÉE

Castro a évoqué les retrouvailles de Juan Miguel Gonzalez et de son fils qui venaient d'avoir lieu quelques heures auparavant, après la

fracassante opération pour récupérer Elian menée par les services d'immigration américains (INS). « C'est là une victoire que nous partageons avec le président des Etats-Unis, qui a maintenu une attitude ferme », a-t-il déclaré. Pour La Havane, l'affaire Elian a servi à séparer Washington de la puissante communauté cubaine de Miami. Elle a permis aussi aux Etats-Unis et à la Cuba castriste de faire cause commune pour la première fois.

Le leader communiste, dont le goût prononcé pour l'interprétation symbolique des dates historiques est bien connu, a choisi un lieu très révélateur pour prononcer ces paroles : l'exploitation sucrière Australia, dans ce village de Jagüey Grande, d'où il avait lui-même dirigé les combats, trente-neuf ans auparavant. Castro a fait un parallèle entre cette bataille militaire et celle qui vient d'être livrée au cours des cinq derniers mois pour obtenir le retour d'Elian : « Si à Giron (dans la baie des Cochons) le triomphe nous

revint exclusivement, celui d'aujourd'hui est partagé [...]. Je reconnais volontiers que le ministre de la justice et la directrice de l'INS se sont bien comportés. Et que le président des Etats-Unis a agi de façon méritoire [...]. C'est aujourd'hui un jour de trêve avec les Etats-Unis, peut-être le seul en quarante et un ans ». Après avoir ajouté que la cérémonie ne devait pas être l'occasion de tirer vanité de l'événement, il a pressé Bill Clinton de poursuivre « le travail en commun afin que ce succès partagé se transforme en victoire » débouchant sur le retour d'Elian dans l'île.

Qualifiant l'opération policière de « parfaite », il a justifié l'usage de la force, car, d'après lui, le grand-oncle d'Elian était armé : « Il portait toujours un pistolet dans le dos, il ne s'en séparait jamais, c'est une petite information que nous avons donnée aux Américains. » Suivi par le président du Parlement, Ricardo Alarcon, Fidel Castro a aussi laissé entrevoir que le père d'Elian pourrait à son retour occuper quelque poste poli-

tique, peut-être comme « assesseur » du Parlement, selon la suggestion d'Alarcon.

Au cours de la cérémonie, Fidel Castro s'est montré très irrité envers l'Europe, qui a voté en faveur d'une résolution de la Commission des droits de l'homme de Genève condamnant Cuba, il y a dix jours. Il a évoqué une « mafia européenne qui s'est couverte de fange », en fournissant ainsi des armes à l'exil anti-castriste pour envenimer la situation. « Ceux qui ont voté aux côtés des Etats-Unis ont mis en péril la solution de l'affaire Elian, et cela, nous ne l'oublierons jamais », a-t-il assuré, ce qui explique la décision soudaine de Cuba de suspendre la visite que la tröika de l'Union européenne devait réaliser les 27 et 28 avril dans l'île, afin de renouer le dialogue politique avec La Havane, interrompu en 1996.

Castro, qui a voté hier aux élections municipales visant à désigner 14 686 délégués du « pouvoir populaire » (parmi 31 000 candidats), a

répété que les Etats-Unis doivent autoriser le voyage d'un groupe d'enfants et de médecins cubains pour aider Elian à se réadapter durant le reste de son séjour sur le sol nord-américain. Il a précisé : « C'est un souhait que j'exprime en ce jour de justice de leur part, de justice de notre part, en ce jour de trêve. » Il a aussi affirmé qu'aucune publicité ne sera donnée au retour de l'enfant sur l'île. Son frère, le vice-président Raul Castro, a aussi fait une déclaration sur l'affaire Elian après avoir voté lors de ces élections, où les candidats sont proposés par la population mais dont le Parti communiste contrôle entièrement le processus. « Nous sommes contents, nous espérons que l'enfant reviendra, a déclaré à la télévision le numéro deux cubain. Nous avons pour la première fois partager une grande joie » avec les Etats-Unis.

Mauricio Vicent
(Traduit de l'espagnol
par Carmen Val Julian.)

Deux photos pour une opération policière éclair

WASHINGTON

de notre correspondant

Quand Elian Gonzalez aura retrouvé une vie normale, loin du « cirque médiatique » dénoncé par l'avocat de son père, on se souviendra de l'histoire du « petit Elian » à travers deux photographies. Tout d'abord celle d'un agent fédéral casqué l'arme au poing face au gamin effrayé. Et celle du père et du fils réunis, souriants, diffusée moins de quatre heures plus tard par les autorités américaines et l'avocat du père d'Elian.

C'est samedi 22 avril, vers 5 heures du matin, après l'échec d'ultimes négociations entre le département de la justice et Lazaro Gonzalez – le grand-oncle qui hébergeait le petit rescapé, depuis son sauvetage en mer il y a cinq mois – que huit agents fédéraux ont fait irruption dans la maison du quartier cubain de Little Havana à Miami. Ils ont forcé la porte, bousculé parents, amis et avocats et repris l'enfant, le tout en moins de quatre minutes. Pendant ce temps, une centaine d'autres agents surveillaient les abords et dispersaient, à coups de gaz lacrymogènes, les personnes qui veillaient à l'extérieur. Enveloppé d'une couverture et dans les bras d'une agente fédérale



ALAN DIAZ/AP

parlant l'espagnol, Elian a été aussitôt embarqué dans un véhicule, puis dans un hélicoptère, puis à bord d'un avion en direction de la base aérienne d'Andrews, dans la banlieue de Washington, où son père l'attendait. C'est alors qu'a été prise la seconde photo.

Le père d'Elian, sa seconde femme et leur bébé doivent rester

à Andrews quelques jours, afin de renouer des liens interrompus pendant cinq mois et, selon l'attorney general Janet Reno, « avoir du temps au calme et en privé ». Ni la presse ni la famille de Miami n'ont été admis à l'intérieur malgré leurs récriminations.

En attendant que la cour d'appel d'Atlanta se prononce sur la de-



JUAN MIGUEL GONZALEZ

■ **Intervention fédérale, samedi 22 avril, à Miami, dans la maison du grand-oncle d'Elian. Quatre heures plus tard, les autorités américaines diffusaient le cliché ci-dessus, contesté par la famille d'accueil.**

mande d'asile politique faite par le grand-oncle au nom d'Elian, la famille Gonzalez s'installera à Wye Plantation, lieu des pourparlers de paix israélo-palestiniens en 1998. Symbole du caractère éminemment politique qu'a pris le drame de cette famille déchirée par ses allégeances politiques, les uns ayant fui le régime castriste, les autres

voulant regagner Cuba. « Avec l'échec de tous les efforts de négociation, il n'y avait pas d'autre possibilité », a déclaré Bill Clinton. « La loi a été appliquée et c'était la bonne chose à faire », a ajouté le président, qui parlait samedi devant la presse dans les jardins de la Maison Blanche.

TRAUMATISME

Pleurant de rage et d'émotion, Marisleysis Gonzalez s'est adressée à l'opinion, fustigeant Bill Clinton et Janet Reno pour la brutalité de l'intervention policière. C'était inutile, nous étions prêts à restituer l'enfant, a-t-elle assuré alors que c'est le refus des Gonzalez de Miami de rendre Elian qui a déclenché l'opération : « Ils n'ont jamais cessé de modifier leurs exigences », a dit Mme Reno pour justifier sa décision à l'issue d'une nuit de négociations infructueuses. Ce qu'ont, bien entendu, démenti avec un bel ensemble les avocats anti-castristes.

La jeune femme, qui a pris soin d'Elian après qu'il eût été sauvé des eaux, a brandi la photo du policier armé comme preuve de la violence étatique. Il pointait son arme vers Elian, le doigt sur la gâchette, l'enfant était paniqué, a-t-elle affirmé. Non, il n'avait pas le doigt sur la gâchette et il visait à côté, à répli-

qué l'attorney general, corroborée par le photographe. « Nous disposions d'informations selon lesquelles il y avait des armes peut-être dans la foule, peut-être dans la maison », a ajouté M^{me} Reno. Mensonges, ont répliqué les Cubains de Miami.

Toujours est-il que ce cliché ne pouvait faire bonne impression sur l'opinion. Au contraire de celui du petit garçon avec son papa. Même forme de visage, même sourire, même joie retrouvée et partagée. Il a été pris avec un appareil de photo jetable acheté par Juan Miguel pour immortaliser ce moment, et remis à la presse par son avocat, afin de confirmer que – contrairement aux affirmations des Gonzalez de Miami – l'enfant n'était pas effrayé de revoir son père et que le traumatisme de la nuit avait cédé la place à la joie des retrouvailles. Trucage a répliqué Marisleysis, ce n'est pas le même enfant, il n'a pas la même coupe de cheveux, je le sais, je les lui ai coupés il y a trois jours. Et il ne peut pas avoir l'air heureux puisque je ne suis pas avec lui ! D'autres ont affirmé qu'il avait été drogué par l'administration. Interrogés à la télévision, des spécialistes ont assuré qu'il s'agissait bien du vrai Elian !

P. de B.

152 jours de tractations

● **25 novembre 1999** : Elian Gonzalez, cinq ans, est trouvé par deux pêcheurs accroché à une chambre à air au large de la Floride, après un naufrage dans lequel ont péri sa mère divorcée et neuf autres personnes. Il est recueilli à Miami par un grand-oncle, Lazaro Gonzalez. ● **27 novembre** : le père d'Elian, Juan Miguel Gonzalez, demande au gouvernement cubain que son fils soit renvoyé sur l'île. Trois jours plus tard Elian reçoit un titre de séjour aux Etats-Unis.

● **5 janvier 2000** : les services de l'immigration américaine (INS) annoncent que seul le père d'Elian le représente légalement.

● **21-22 janvier** : les grands-mères d'Elian viennent à New York réclamer leur petit-fils. Elles le rencontrent à Miami.

● **29 mars** : le président Fidel Castro annonce que le père d'Elian est prêt à se rendre aux Etats-Unis pour s'occuper de son fils jusqu'à ce que la justice tranche.

● **3 avril** : Washington accorde des visas au père d'Elian et à cinq proches. Trois jours plus tard le père d'Elian, sa nouvelle épouse et leur bébé arrivent à Washington.

● **14 avril** : l'INS notifie au grand-oncle qu'il n'a plus, juridiquement, la garde temporaire de l'enfant.

● **22 avril** : la police intervient à Miami pour s'emparer d'Elian et le rendre à son père à Washington. – (AFP)

WASHINGTON

de notre correspondant

Après l'opération de police qui a permis à Juan Miguel Gonzalez, au petit matin de samedi 22 avril, de récupérer la garde de son fils Elian, retenu par son grand-oncle à Miami, le conflit va se déplacer vers les tribunaux. C'est le 11 mai que la Cour d'appel fédérale siégeant à Atlanta (Géorgie) devra déterminer si l'enfant peut demander l'asile politique aux Etats-Unis. Entre-temps, l'administration devait présenter ses arguments lundi. L'affaire pourrait bien être close le mois prochain, à moins qu'elle ne s'enlise dans ces procédures sans fin qui caractérisent la justice américaine et font le bonheur de ses avocats.

La première, et la principale conséquence, de cette saga – qui n'aurait été qu'un « soap opera » si le sort d'un enfant n'avait pas été en jeu – devrait être de replacer la communauté cubaine à sa juste place sur l'échiquier politique américain. Les conséquences pourraient s'en faire sentir tout d'abord dans les relations entre Washington et La Havane, longtemps à la merci des leaders populistes de Little Havana, à Miami, et des milieux d'affaires cubains-américains, généreux contributeurs à chaque élection. Mais aussi

Un lourd échec pour la communauté cubaine de Miami

et surtout en politique intérieure. Ceux qui se présentent comme la voix de l'émigration cubaine ont pris en otage des hommes politiques locaux et nationaux qui comptaient sur leur poids électoral. En particulier en Floride. L'ultime exemple de cette complaisance a été l'attitude du vice-président Al Gore qui, pour grappiller quelques votes cubains ou par mauvais calcul politique, a pris leur parti dans la controverse, en opposition au président.

Par leur surenchère permanente et leur mépris des institutions de leur pays d'adoption les Cubains de Floride ont placé l'administration dans une situation impossible. Artiste du compromis, Bill Clinton – suivi par son Attorney General Janet Reno – a temporisé autant qu'il l'a pu afin de ne heurter personne. Mais Little Havana a passé la mesure quand ses élus ont menacé de s'opposer à l'utilisation de leur police pour faire appliquer des décisions de justice et quand le grand-oncle Gonzalez est apparu réfractaire à tout compromis. L'intervention était, dans ces conditions, inévitable. Et si le président Clinton s'en sort plutôt bien, il faut bien rappeler que la pusillanimité de la Maison Blanche face à une réaction violente des Cubains de Miami qui ne

s'est pas produite a été une erreur de jugement : la crise serait close depuis longtemps si Washington était intervenu il y a des mois pour rendre Elian à son père.

RODOMONTADES

Beaucoup d'Américains retiendront sans doute de cette affaire un sentiment d'ingratitude face à des immigrés accueillis à bras ouverts, alors qu'ils fuyaient le goulastrisme. Ils ont été choqués par leur refus de se plier aux institutions et à la règle du droit, auxquels ils sont si attachés, comme par ces images de manifestants arborant des drapeaux américains à l'envers ou de la Bannière étoilée attachée avec un sac poubelle devant la maison des Gonzalez ! Or on sait l'importance que les Américains accordent à leur emblème.

Le succès de ce raid aura montré que les menaces de ceux qui avaient promis de s'opposer par la force à la récupération d'Elian, de former une chaîne humaine, de paralyser Miami et d'être prêts à donner leur vie pour l'empêcher de retourner à Cuba, n'étaient que rododromades. Et les manifestations de samedi n'ont mobilisé que quelques centaines des 800 000 Cubains de Miami. La crédibilité du groupe de pression le plus bruyant des Etats-Unis aura

du mal à s'en relever face à une opinion favorable à ce qui s'est passé samedi. Combien de temps encore pourront-ils s'opposer à l'assouplissement d'un embargo impopulaire – en premier lieu dans les milieux économiques et agricoles généralement pro-républicains – et à l'établissement d'une commission bipartite chargée de réexaminer la politique américaine envers La Havane ?

Leur haine du Commandant risque de se retourner contre les Cubains-Américains. Fidel a réuni derrière Elian une population lasse de quatre décennies de castrisme. Il a paru raisonnable dans ses contacts avec Washington. Et Juan Miguel Gonzalez aura montré – du moins jusqu'à aujourd'hui – que les Cubains ne voulaient pas tous émigrer à Miami. Quoi qu'affirment les immigrés, le père d'Elian – qui est sous la protection des autorités américaines et accompagné de sa famille proche – demeure libre de choisir. Nul doute que l'hostilité qu'a déversée sur lui Little Havana ne représente pas la meilleure incitation à faire défection.

Conscient de ce climat, le monde politique s'est montré prudent. Sentant qu'en s'engageant derrière Little Havana ils risquaient de se mettre en porte-à-

faux avec l'opinion, les républicains ont – à quelques exceptions près – refusé de prendre position. Il leur était difficile de défendre le rôle de la famille aux Etats-Unis tout en s'opposant au droit de Juan Miguel Gonzalez de revoir son fils. Leurs dirigeants n'ont jamais inscrit à l'ordre du jour du Congrès les projets de loi accordant l'asile à Elian. Aujourd'hui, et c'est de bonne guerre en année électorale, ils dénoncent les méthodes employées.

George W. Bush, leur candidat à la présidence, a condamné ce qu'il a appelé un « raid qui fait froid dans le dos, au milieu de la nuit. L'image glaciale d'un enfant enlevé de chez lui à la pointe du fusil défie les valeurs américaines et ne représente pas l'image de liberté que nous voulons montrer au reste du monde ». Il s'est ainsi assuré les votes des Cubains de Miami. Par contre Al Gore, qui a pratiquement pris le parti des manifestants samedi – réclament contre toute réalité « que l'affaire soit tranchée par un tribunal familial et avec la réunion de la famille » – devrait laisser quelques plumes dans cette aventure qui n'a pas rehaussé l'image qu'ont de lui les Américains, bien au contraire.

Patrice de Beer

Iran : une douzaine de publications de la presse réformatrice ont été « suspendues »

Les adversaires du changement sont résolus à aller jusqu'au bout

La presse réformatrice vient d'être victime d'un muselage en bonne et due forme en Iran où le pouvoir judiciaire a ordonné, dimanche 23 avril,

la « suspension » d'une douzaine de publications. Les adversaires du changement viennent ainsi de gravir un nouvel échelon dans le conflit

qui les oppose au président Mohammad Khatami et à ses amis de la mouvance réformatrice. (Lire notre éditorial page 10.)

C'EST à un véritable coup de force contre la liberté d'expression et, à travers elle, au projet de réformes et d'ouverture du président réformateur, Mohammad Khatami, que viennent de procéder les conservateurs iraniens.

Au surlendemain d'un discours du Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, accusant certains journaux réformateurs de saper les principes de l'islam, d'« insulter » les institutions de l'Etat et de provoquer la discorde, le pouvoir judiciaire a en effet décidé, dimanche 23 avril, de fermer jusqu'à nouvel ordre une douzaine de quotidiens et revues de la mouvance réformatrice, proche du président Khatami. L'information a été annoncée par l'agence officielle Irna. La presse avait été, jusqu'à maintenant, la principale bénéficiaire de l'ouverture, de la tolérance et de la transparence prônées par M. Khatami. Elle vient d'essuyer le coup le plus sévère depuis près de trois ans.

Ces publications – huit quotidiens, trois hebdomadaires et un bimensuel – ont été « suspendues » pour avoir « publié des articles contraires aux principes et aux exigences de l'islam », a ajouté l'agence. Dans les kiosques, seuls quatre quotidiens de la mouvance présidentielle étaient en vente (*Akhtar-e-Eqtasad*, *Sobh-e-Emrouz*, *Mosharekat* et *Bayan*) sans que l'on comprenne trop pourquoi ils ont été épargnés.

« Malheureusement, certains journaux sont devenus des bases de l'ennemi », avait déclaré M. Khamenei quelques jours plus tôt. « Ils font le même travail que la BBC, la radio La Voix de l'Amérique, et les télévisions britanniques, américaines et sionistes », avait-il ajouté, déplorant que certains journaux aient laissé entendre que le corps des « gar-

diens de la révolution », la garde prétorienne du régime, était impliqué dans la tentative de meurtre d'un dirigeant réformateur, Saïd Hajarian, en mars, à Téhéran.

Le Guide avait toutefois prévenu qu'il ne tolérerait aucune « action illégale individuelle » de la part de quiconque. Cela signifiait, en clair, qu'il fallait laisser la justice faire ce qu'elle jugeait bon de faire et non se livrer à des actes de violence. Le message s'adressait aux milices des ultras qui prennent toute parole du Guide pour un feu vert à leurs exactions.

LE MONDE « DES OMBRES »

Le pouvoir judiciaire, contrôlé par les conservateurs, ne s'est visiblement pas fait prier. Il a ordonné la fermeture des journaux, quelques heures après avoir jeté en prison deux journalistes. Il s'agit d'Akbar Ganji, l'un des meilleurs éditorialistes à l'heure actuelle, auteur d'articles et d'ouvrages sur ce qu'il appelle le monde « des ombres », qui ne connaissent que le langage de la terreur et de la violence et qu'il tient pour responsable des meurtres d'opposants et

d'intellectuels. L'autre journaliste envoyé en prison est Latif Safari, directeur responsable de feu le quotidien *Neshat* – fermé en 1999 pour pensée politiquement non correcte.

M. Safari avait été condamné en septembre à vingt-sept mois de prison et sa peine vient d'être confirmée en appel. Tous deux ont été conduits à la prison d'Evin où croupissent d'autres journalistes et penseurs réformateurs. Le dernier en date d'entre eux est le rédacteur en chef de *Neshat*, Machaollah Chamsolwaezine, qui avait gardé les mêmes fonctions dans *Asr-é-Azagedan*, le quotidien ayant succédé à *Neshat*. L'équipe Safari-Chamsolwaezine fut avec Hamdi Rida Jalapour, pionnière en matière de liberté d'expression, avec la fondation, quelques mois après l'élection du président Khatami, en mai 1997, du premier journal qui se voulait l'expression de la société civile, *Jamee*.

Samedi, le ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ataollah Mohadjarian, avait reçu les directeurs et rédacteurs en chefs de la presse réformatrice. Il leur aurait

Le ministre de la défense se rend en Arabie saoudite

Ali Chamkhani, le ministre iranien de la défense, était attendu, lundi 24 avril, en visite officielle en Arabie saoudite, a-t-on indiqué officiellement à Téhéran. La visite de M. Chamkhani avait été annoncée pour dimanche, mais le ministre, ainsi que les plus hauts responsables des forces armées iraniennes, devait participer, lundi matin, à un important défilé militaire à Téhéran, qui marque la « journée nationale de l'Armée » ainsi que le 20^e anniversaire de l'échec de l'opération américaine de Tabas (est) pour libérer 49 otages américains. Ce défilé, prévu initialement pour le 17 avril sur la place Azadi, avait été reporté en raison du deuil de Moharram, principal deuil pour les musulmans chiïtes en Iran.

La visite de M. Chamkhani, la première d'un ministre iranien de la défense en royaume saoudien depuis la révolution islamique de 1979, répond à celle de son homologue saoudien, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, en mai 1999 à Téhéran – (AFP)

Le journaliste tunisien Taoufik Ben Brik poursuit sa grève de la faim à l'hôpital

EN GRÈVE DE LA FAIM depuis le 3 avril, le journaliste tunisien Taoufik Ben Brik a déclaré, dimanche, qu'il voulait poursuivre son jeûne à l'hôpital, où il devait être transféré, lundi 24 avril. « Je n'arrêterai pas la grève, car je n'ai rien obtenu. J'ai accepté de rentrer à l'hôpital pour rassurer ma mère, mes amis et tous ceux qui m'accompagnent dans ce combat », a indiqué, à l'Agence France-Presse, le journaliste, visiblement très affaibli. Il avait reçu de nombreux appels de personnalités étrangères, parmi lesquelles le secrétaire général de Reporters sans frontières, Robert Ménard, et Mme Marie-Claire Mendès France.

Agé de 39 ans, Taoufik Ben Brik est le dernier journaliste installé en Tunisie à oser encore critiquer ouvertement dans ses écrits le régime en place. Le 3 avril, jour de sa comparution devant un juge d'instruction, il a commencé une grève de la faim pour que soit mis un terme aux brimades dont il est l'objet depuis près de deux ans : privé de passeport, il lui est interdit de quitter le territoire national ; son téléphone est coupé ; ses proches sont harcelés tandis que lui-même est régulièrement l'objet d'intimidations policières, parfois musclées.

Correspondant en Tunisie du quotidien français *La Croix* et de deux agences de presse,

Taoufik Ben Brik a dénoncé en fin de semaine, sur les ondes de France-Culture, l'Etat français, qu'il juge « complice » des violations des droits de l'homme perpétrées dans son pays. « L'Etat français est au courant de ce qui se passe en Tunisie depuis belle lurette, mais il ferme les yeux, peut-être au nom de la raison d'Etat, peut-être aussi pour vendre sa quincaillerie », a-t-il déclaré.

« UNE ATTENTION BIENVEILLANTE »

Le fait est que la France, principal partenaire économique de la Tunisie, ne peut se désintéresser de ce qui se passe dans son ancienne colonie. Après avoir adopté un profil bas – un porte-parole du Quai d'Orsay s'était contenté d'indiquer, vendredi, que si le journaliste en grève de la faim souhaitait se rendre en France, sa demande serait examinée avec « une attention bienveillante » –, Paris entend afficher désormais une attitude plus énergique. Des instructions ont été données, dimanche après-midi, à l'ambassade de France à Tunis pour qu'un fonctionnaire soit dépêché au chevet de Taoufik Ben Brik. Et une démarche va être entreprise auprès de Carthage, où réside le chef de l'Etat, Zine El Abidine Ben Ali, pour trouver un compromis et éviter un drame.

Cette affaire délicate intervient alors que le chef de l'Etat s'est livré, samedi, à une attaque en règle contre « certains médias français » accusés de mener une « campagne » contre la Tunisie et de s'ériger en « donneurs de leçons ». Plusieurs journaux avaient effectivement relevé la froideur, le manque d'élégance et la brièveté de l'hommage officiel rendu lors des obsèques récentes de Habib Bourguiba, le père de l'indépendance de la Tunisie, écarté par son premier ministre de l'époque, Zine Ben Ali, en novembre 1987.

Cette presse, qui ne faisait que traduire la déception d'une bonne partie de l'opinion publique tunisienne, n'a d'autre objectif que de « nuire à la Tunisie », a lancé le chef de l'Etat dans un bref discours prononcé à l'occasion de la Journée nationale des associations, et retransmis par la radio et la télévision. Et le président d'ajouter à propos de ces organes de presse : « Ils sont dépités de voir ce pays se développer, réaliser sans cesse plus de succès et d'acquis, jour après jour, être maître de ses décisions et s'attacher à préserver son libre arbitre et sa personnalité indépendante, à servir ses propres intérêts et à les défendre. »

Jean-Pierre Tuquoï

Le pape plaide pour un monde sans racisme ni égoïsme

DES TAPIS DE FLEURS et d'arbustes – 50 000 grâce à la générosité d'horticulteurs néerlandais –, des dizaines de milliers de pèlerins pressés aux alentours de la basilique Saint-Pierre, jusque dans la *via della Conciliazione*, et la messe solennelle célébrée en plein air, sur une place noire de monde : à année exceptionnelle – celle du Jubilé de l'an 2000 –, une Pâque exceptionnelle, dimanche 23 avril, a couronné la semaine sainte à Rome.

Après une longue veillée nocturne, où il avait baptisé huit adultes (venant de Chine, du Japon, d'Albanie, etc), Jean Paul II était à pied d'œuvre le dimanche matin de Pâques pour une nouvelle cérémonie de près de deux heures. Le pape – qui aura 80 ans le 18 mai – a donné de nouveaux signes de fatigue, mais en comptant la liturgie du jeudi saint, le chemin de croix au Colisée du vendredi saint et les cérémonies pascales, ce sont au total plus de

vingt heures de célébrations qu'il aura assurées en trois jours.

Son message pascal se résume à une émouvante exhortation pour que « l'humanité du troisième millénaire entre dans une paix juste et durable ». A ce propos, il a cité l'Afrique, l'Amérique latine et le Proche-Orient. Il a prié pour le succès des « dialogues entrepris par des hommes de bonne volonté qui, bien que au milieu de nombreuses perplexités et de nombreuses difficultés, entendent mettre fin aux conflits préoccupants en Afrique, aux combats armés dans certains pays d'Amérique latine, aux tensions persistantes qui meurtrissent le Moyen-Orient, de vastes zones de l'Asie et certaines régions d'Europe ».

Le pape a rappelé sa visite récente au Saint-Sépulcre de Jérusalem qui, pour les chrétiens, est le lieu de la mort et de la Résurrection du Christ et il a lancé aux « nations » un nouvel appel pour

qu'elles parviennent « à dépasser les rivalités anciennes et nouvelles, en rejetant tout sentiment de racisme et de xénophobie ». La Résurrection, a-t-il commenté, est un message d'espérance « vers un monde plus juste et solidaire, où l'égoïsme aveugle de quelques-uns ne l'emporte pas sur le cri de douleur d'un grand nombre, réduisant des populations entières à des conditions de misère avilissante ».

EN SOIXANTE ET UNE LANGUES

C'est aussi un message de vie, « pour que la dureté des cœurs conduise au dépassement des barrières injustifiées et favorise une rencontre féconde entre les peuples et les cultures ». « Que l'image de l'homme nouveau qui resplendit sur le visage du Christ, a ajouté Jean Paul II, pousse tous les hommes à reconnaître la valeur intangible de la vie humaine ; qu'elle suscite des réponses appropriées à l'exigence toujours plus profonde de justice et de

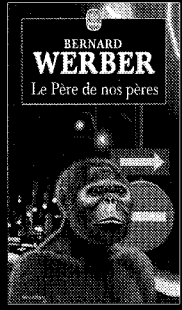
chances égales dans les différents domaines de la vie sociale ; qu'elle engage les individus et les Etats au plein respect des droits essentiels et authentiques ».

Le pape a ensuite adressé ses vœux de Pâques en soixante et une langues, dont l'hébreu, l'arabe, le chinois et l'espéranto. Puis, selon la tradition, il a donné sa bénédiction aux fidèles, venus très nombreux à Rome pour accomplir leur pèlerinage jubilaire. Cette cérémonie était retransmise dans cinquante pays.

De son côté, dans son sermon pascal à Londres, M^r George Carey, primat de l'Eglise d'Angleterre, avait choisi de mettre en garde les chrétiens contre « le pouvoir, la réussite, la renommée et l'argent ». Ajoutant non sans humour : « Ce ne sont que des thèmes éphémères et dérisoires », associés à la « société.com » ! »

Henri Tincq

Avril 2000



Le LIVRE de POCHÉ

LITTÉRATURE GÉNÉRALE

Robert Merle La Gloire et les Périls

Bernard Werber Le Père de nos pères

Fanny Deschamps Pauline de sa jeunesse

Gerald Messadié Moïse-Un prince sans couronne T1

Violaine Vanoyeke Le Pschent royal (La Pharaonne 2)

Pierre Combescot Le Songe de Pharaon

Ismail Kadaré Novembre d'une capitale

Boris Vian Le Loup-garou

Willy Rozenbaum La vie est une maladie sexuellement transmissible constamment mortelle

Raphaële Billetdoux Chère madame, ma fille cadette

Anouar Benmalek Les Amants désunis

Jean-Marc Roberts Une petite femme

Frédéric Tristan Pique-nique chez Tiffany Warton

John Fowles Daniel Martin

Laurence Vidal Les Amants de Grenade

Maryse Batut Un parfum de lavande

Georges Moustaki Les Filles de la mémoire

THRILLERS-POLICIERS

P.D. James Une certaine justice

Agatha Christie Tant que brillera le jour

Michael DiMercurio Coulez le Barracuda !

John Case Genesis

Linda Davies Les Miroirs sauvages

Andrea H. Japp La Raison des femmes

Georges Simenon Maigret et le clochard

BIBLIO-ROMANS

Lawrence Durrell Balthazar Justine

BIBLIO-ESSAIS

Etienne Klein/ Marc Lachièze-Rey La Quête de l'unité

Tzvetan Todorov Le Jardin imparfait

LA POCHOTHÈQUE

Franz Kafka Récits, romans, journaux

Atlas de la chimie Hans Breuer

CLASSIQUES

Victor Hugo Les Orientales suivi de Les Feuilles d'automne

LETTRES GOTHIQUES

Christine de Pizan Le Chemin de longue étude

RÉFÉRENCES

Jérôme Grondeux La France entre en République (1870-1893) inédit

SCIENCE-FICTION

Frank et Brian Herbert L'Homme de deux mondes

Robert Silverberg Tom O'Bedlam

PRATIQUES

Florence et Pierre Pallardy La Grande Forme après 40 ans

Weight Watchers Maigrir au fil des saisons

Jacqueline Desbrosses Mangez bio

Werner Meidinger Les Vertus du citron

Pradarci/Nahmani/Petrovic Votre beauté à moins de 100 F

Réunis à New York, 197 pays constatent les blocages de la non-prolifération nucléaire

Les Etats-Unis, Israël, l'Inde et le Pakistan sont sur la sellette

A New York s'ouvrent, lundi 24 avril, des discussions sur la révision du traité de non-prolifération (TNP) qui date de 1970. Outre le fait que

cette réunion, qui a lieu tous les cinq ans, devrait constater les blocages dans l'exécution du traité actuel, plusieurs pays – les Etats-Unis, Is-

raël, l'Inde et le Pakistan – risquent d'être montrés du doigt du fait de leurs obstructions à réduire leur potentiel nucléaire.

TRENTE ANNÉES après l'entrée en vigueur du traité de non-prolifération (TNP), les cent quatre-vingt-sept pays signataires se retrouvent, lundi 24 avril, à New York, pour participer, durant un mois environ, à la traditionnelle conférence de révision qui, tous les cinq ans, leur permet de faire le point sur le désarmement nucléaire dans le monde. Par rapport à la dernière conférence, en 1995, l'environnement international a beaucoup évolué avec, notamment, les essais nucléaires en 1998 en Inde et au Pakistan, deux pays qui ont refusé d'adhérer au TNP.

Signe des temps : réuni à trois reprises, le comité préparatoire à la conférence de New York n'a pas réussi à formuler des recommandations avant même l'ouverture de l'assemblée plénière, tant les dissensions restent fortes entre puissances nucléaires et Etats non nucléaires.

UN DOUBLE DÉFI

Déjà, lors des cinq précédentes conférences, les travaux sont apparus, malgré l'habileté des présidences successives, comme n'ayant débouché sur rien de spécialement concret à cause de l'obstruction de la majorité des grandes puissances nucléaires. De nombreux participants se sont sentis frustrés, considérant que leur bonne volonté de départ avait été prise en défaut. Depuis son entrée en vigueur en 1970, le TNP repose sur un double défi. D'un côté, les puissances nucléaires se sont engagées à n'aider aucun pays à accéder à la capacité nucléaire : elles sont, dès lors, accusées de vouloir fermer le « club » auquel elles appartiennent et oublier de progresser vers le désarmement. De l'autre, les Etats non nucléaires ont promis de renoncer aux applications militaires du nucléaire : mais Israël, l'Inde, le Pakistan et Cuba, qui ont refusé d'y souscrire, contribuent à fragiliser le TNP en donnant le mauvais exemple à des pays du « seuil », susceptibles de maîtriser l'arme-

ment nucléaire. Or le TNP, constatent les experts de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) à Paris, est, à ce jour, « le principal instrument juridique » qui puisse ralentir, sinon entraver la dissémination nucléaire sur la planète et, donc, faire obstacle à la banalisation d'un armement dont le menace d'emploi n'est pas universellement codifiée.

Depuis la conférence de révision de 1995, date à laquelle le traité a été prorogé pour un temps indéfini après vingt-cinq ans d'exercice, le contexte international s'est sensiblement aggravé. Il y a eu, en 1998, les cinq essais nucléaires souterrains de l'Inde et la réplique, du même niveau, au Pakistan. Ces deux pays étaient déjà suspects de détenir un armement nucléaire. Mais ces explosions venant d'Etats non signataires du TNP, outre qu'elles ont assombri le paysage stratégique en Asie, peuvent donner à croire que New Delhi et Islamabad sont loin de partager, avec les cinq grandes puissances nucléaires, les mêmes règles de la dissuasion. Il y a eu, aussi, en 1999, la décision – après celles de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, de la Corée du Nord et de l'Egypte – du Sénat américain, à majorité républicaine, de ne pas ratifier le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) en dépit des pressions de Bill Clinton.

Les stocks d'armes existants

Sept pays ont admis officiellement détenir des armes nucléaires.

- **Les Etats-Unis.** L'arsenal américain compte 7 960 têtes, dont environ la moitié (exactement 3 780) à bord de sous-marins stratégiques.
- **La Russie.** Le stock russe est de 6 580 têtes, dont plus de la moitié (3 590) arment des missiles sol-sol intercontinentaux, fixes ou mobiles.
- **La Chine.** Elle possède 410 têtes, y compris des obus d'artillerie.

Cette attitude, très vivement critiquée dans le monde, y compris par les alliés des Etats-Unis, porte un coup sévère à la crédibilité de l'actuelle administration démocrate, à Washington, lorsqu'elle tente d'exposer sa politique de désarmement.

Enfin, il y a la ratification – toute récente – par le Parlement russe du traité Start II de désarmement nucléaire, sous la condition que les Etats-Unis renoncent à édifier un réseau national de défense antimissile (NMD) contraire au traité ABM de 1972 entre les deux pays, puis à celui du TICE.

MESURES DE RÉTORSION

Moscou met ainsi la pression sur Washington, qui apparaît comme le mauvais élève du désarmement à quelques semaines d'un voyage en Russie de M. Clinton qui plaidera la révision du traité ABM. Le Sénat américain, dont la majorité soutient le projet NMD, pourrait prendre des mesures de rétorsion en n'approuvant pas les protocoles additionnels de Start II.

Dans ces circonstances, les Etats-Unis risquent d'être en position d'accusé à New York, au motif qu'ils donnent l'impression de faire marche arrière, même s'ils font valoir que, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, ils auraient éliminé 59 % de leurs stocks d'armes nucléaires.

● **La France.** 350 têtes à bord de sous-marins et de bombardiers.

● **Le Royaume-Uni.** L'arsenal britannique, soit 192 têtes, est déployé à bord de sous-marins stratégiques, à l'exclusion de tout autre vecteur.

● **L'Inde et le Pakistan** sont crédités respectivement de 75 et 25 têtes.

Reste le cas d'Israël, qui n'a jamais reconnu détenir un stock d'armes nucléaires, mais auquel les experts attribuent environ 200 têtes.

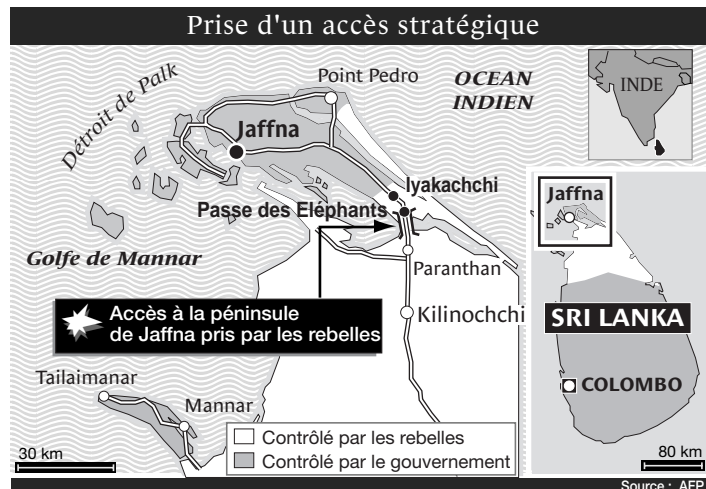
Jacques Isnard

Les « Tigres » tamouls du Sri Lanka s'approchent de Jaffna

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

Les très violents combats qui se déroulent depuis le 26 mars au nord du Sri Lanka ont tourné, samedi 22 avril, à l'avantage du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), qui s'est emparé de la base militaire de la passe des Eléphants, commandant l'entrée de la péninsule de Jaffna.

L'armée sri-lankaise, qui maintient près de 15 000 hommes dans plusieurs camps militaires, a implicitement reconnu cette défaite majeure en affirmant qu'elle s'était repliée sur des lignes de défense plus au nord pour assurer la sécurité de Jaffna. Selon un communiqué du LTTE, « plus de 1 000 soldats ont été tués ». L'armée pour sa part a annoncé 79 morts et plus de 600 blessés, appelant les donateurs de sang à se manifester. « La chute de cette base cruciale à la porte de Jaffna facilitera la libération de Jaffna, but stratégique du LTTE », poursuit le communiqué des Tigres. Jamais, dans la guerre sanglante qui l'oppose depuis 1983 au LTTE – lequel



se bat pour une patrie indépendante pour les 18 % de Tamouls du Sri Lanka –, l'armée à majorité cinghalaise (78 % de la population) n'avait perdu cette région stratégique. Devant la gravité de la situation, la présidente M^{me} Chandrika Kumaratunga, qui se trouvait en France depuis une dizaine de jours, a décidé de regagner le Sri Lanka,

où l'opposition a réclamé la convocation urgente du Parlement.

Le LTTE a dirigé Jaffna, capitale culturelle des Tamouls, de façon quasi indépendante de 1990 à 1995. Depuis qu'il en a été évincé, il n'a eu de cesse de reprendre la péninsule, où habitent environ 500 000 Tamouls. Cette victoire, qui aurait été le fait d'environ 5 000 éléments des Tigres, va permettre au LTTE de renforcer sa pression sur la ville de Jaffna et ses environs, où l'armée ne peut être ravitaillée que par un pont aérien.

Cette victoire des Tigres intervient alors que la Norvège est engagée depuis le 18 février dans une mission de « facilitation » pour l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les Tigres. Un émissaire norvégien a eu plusieurs entretiens séparés avec, d'une part, les Tigres, mais la méfiance entre les deux parties est telle que, pour l'instant, aucune date n'a pu être avancée pour un face-à-face. Les Tigres cherchent visiblement à gagner du terrain pour être en meilleure position de négociation. Le gouvernement, pour sa part, a déjà indiqué qu'il n'était pas question

d'accepter un cessez-le-feu pour ouvrir des négociations.

L'urgence pour le gouvernement est dorénavant de tenir Jaffna. La présidente a, la semaine dernière, ordonné un nouveau remaniement à la tête de l'armée pour tenter de relever le moral de la troupe. Héros de la prise de Jaffna en 1995, le général Janaka Perera a été nommé commandant de toutes les opérations dans le nord du pays, alors que le général Sarath Fonseka, autre vétéran de la lutte contre le LTTE, a été nommé chef de toutes les forces de sécurité à Jaffna. Le général Rohan S. Daluwatte a enfin été nommé chef d'état-major, poste qu'il avait tenu treize jours l'année dernière.

TENSIONS INTERNES

Depuis sa réélection à la tête de l'Etat en décembre 1999, M^{me} Kumaratunga, qui a promis de mettre fin aux hostilités, a tenu six réunions avec son principal opposant, Ranil Wickremesingha, pour tenter de trouver un terrain d'accord sur des réformes constitutionnelles qui donneraient une autonomie accrue aux Tamouls par le biais de l'instauration d'un Etat fédéral. Ces réunions n'ont pas débouché pour le moment. L'influent clergé bouddhiste s'est pour sa part déclaré hostile à toute réforme, ainsi qu'à la médiation de la Norvège, qu'il considère pro-LTTE.

Les développements sur le terrain augurent mal, en tous les cas, de l'ouverture prochaine de négociations. Les tensions internes au sein de la communauté cinghalaise, consécutives aux défaites de l'armée, ne vont pas faciliter un accord sans lequel toute négociation avec le LTTE serait futile. Pour sa part, le LTTE, qui a récupéré une grande quantité d'armes, va sans doute poursuivre son offensive et tenter de s'emparer de Jaffna.

Françoise Chipaux

Les 500 ans du Brésil marqués par de violents incidents

PORTO SEGURO. Les célébrations des 500 ans du Brésil à Porto Seguro (Nordeste), où arriva le navigateur portugais Pedro Alvarez Cabral le 22 avril 1500, ont été marquées, samedi 22 avril, par une violente répression policière contre des Indiens, des Noirs, des sans-terre et des sympathisants de gauche qui manifestaient contre la commémoration officielle. Une marche pacifique de quelque 2 000 manifestants, partie du village de Coroa Vermelha en direction de Porto Seguro (à 15 km), haut lieu des festivités dans l'Etat de Bahia, a été interrompue par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc tirées par quelque 6 000 policiers. Huit chefs indiens parés de plumes et couverts de peintures corporelles ont été blessés et hospitalisés. Auparavant, 140 étudiants avaient été arrêtés. Dans une lettre remise à Sao Paulo aux présidents Fernando Henrique Cardoso du Brésil et Jorge Sampaio du Portugal, les représentants des peuples Xavante et Mehinaku se sont plaints de leur condition. « Nous sommes ici dans toute la vérité de notre tradition. Sans rancoeur, sans colère. Mais nous ne célébrons rien. Ceci n'est pas notre commémoration », ont dit les leaders indiens. – (AFP)

Au Zimbabwe, obsèques dans la colère pour le fermier Martin Olds

HARARE. Les funérailles de Martin Olds, le deuxième fermier tué au cours des occupations de terres, se sont déroulées à Bulawayo, capitale de la province du Matabeland (sud du Zimbabwe). Le pasteur, dans une oraison très politique, a rendu le président Robert Mugabe responsable de la mort de ce fermier et a prédit l'effondrement économique du pays si le mouvement d'occupation des terres devait contraindre les fermiers à quitter le pays. Avant d'être propriétaire terrien, Martin Olds fut manager d'une ferme à tabac et servit dans l'armée rhodésienne. « S'il fallait caractériser Martin d'un mot, ce serait celui de soldat », a déclaré son beau-frère au cours de la cérémonie religieuse. Martin Olds a été tué, mardi 18 avril, par des vétérans qui occupaient sa ferme depuis plus d'un mois. – (Corresp.)

Un sommet israélo-jordanien à Eilat n'a pas fait avancer le processus de paix

EILAT. Une rencontre dans la station balnéaire israélienne d'Eilat entre le premier ministre israélien, Ehoud Barak, et le roi Abdallah II de Jordanie, dimanche 23 avril, s'est achevée sans signe de progrès pour le processus de paix au Proche-Orient. Signes du profil bas observé pour cette première sortie israélienne du souverain, celle-ci ne s'est pas déroulée à Tel Aviv ou Jérusalem, et les ministres des affaires étrangères et des finances en étaient absents. Les Jordaniens ont même fait annuler une réunion prévue d'un forum économique entre les deux pays qui devait discuter de plusieurs projets, dont un port et un aéroport communs dans la région d'Eilat-Aqaba. Le roi a fait remarquer que « la question palestinienne est centrale dans le conflit israélo-arabe, et j'espère beaucoup que cette année nous serons témoins d'une percée qui donnera l'espoir aux Palestiniens en la justice qu'ils cherchent et la sécurité à laquelle aspirent les Israéliens ». Il a également exprimé l'espoir de progrès sur le volet israélo-syrien du processus de paix. – (AFP Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE/TCHÉCHÉNIE : quatre-vingts soldats russes ont été tués**, dimanche 23 avril, dans une embuscade tendue par les indépendantistes tchétchènes, dans la région de Vedeno (sud du pays), a déclaré lundi à l'AFP le principal porte-parole des rebelles, Movladi Oudougov. L'état-major russe en Tchétchénie a confirmé l'embuscade mais n'a reconnu que cinq morts dans l'accrochage. – (AFP)

■ **MALAISIE : des hommes armés ont pris en otage** une vingtaine de personnes, dont plusieurs étrangers, notamment deux Français, dans l'est de la Malaisie, au large de l'Etat du Sabah, ont indiqué les autorités. Selon la police de cet Etat situé à l'extrémité nord de Bornéo, les otages ont été faits prisonniers dimanche soir sur l'île de Sipadan, une station de plongée sous-marine. La Malaisie et l'Indonésie se disputent Sipadan. Selon l'armée philippine, les auteurs de cette prise d'otages pourraient être des rebelles musulmans philippins, ou encore des pirates. – (AFP)

■ **INDE : un fonds de secours aux victimes de la sécheresse** a été lancé par le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, dans un discours radiotélévisé à la nation au cours duquel il a fait appel à la générosité de ses concitoyens pour qu'ils viennent en aide à plus de 50 millions de villageois affectés. La plus grave sécheresse des 100 dernières années touche en particulier les Etats occidentaux du Gujarat et du Rajasthan. – (Corresp.)

■ **Deux nouveaux incidents de violence antichrétienne** ont eu lieu ce week-end dans l'Etat d'Haryana et en Uttar Pradesh. Trois religieuses qui se rendaient à la messe de Pâques ont été attaquées par des inconnus en Haryana. Le Bajrang Dal, groupe apparenté aux extrémistes hindous, a brûlé de la littérature biblique appartenant à un groupe de chrétiens venus d'Hyderabad qu'il accusait de vouloir convertir des villageois contre de l'argent. – (Corresp.)

■ **MAROC : un groupe armé algérien d'une quarantaine de personnes** est entré, jeudi soir 20 avril, en territoire marocain et a « pillé » plusieurs habitations avant de regagner l'Algérie, a rapporté, samedi 22 avril, le quotidien *Al Alam*. Ce groupe a semé la panique parmi les habitants de Jbel Ousfour, à une trentaine de kilomètres au sud d'Oujda. Ceux-ci ont demandé la protection des gardes-frontière marocains, ajoute le journal de l'Istiqlal, un des partis de la coalition gouvernementale. – (AFP)

■ **VENEZUELA : le président Hugo Chavez** devance son principal rival, Francisco Arias Cardenas, de plus de 27 points, à un mois des élections présidentielle et générales du 28 mai, selon un sondage publié par le quotidien *El Universal*. – (AFP)

Le paludisme tue chaque année un million de personnes en Afrique

ABUJA. Dirigeants africains, ministres de la santé et responsables d'organisations humanitaires se réunissent, mardi 25 avril à Abuja, pour un sommet de 24 heures destiné à lutter contre le paludisme, qui tue chaque année plus d'un million d'Africains. Ce sommet est coorganisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et l'objectif est d'engager le continent noir dans un plan d'action destiné à réduire de moitié le nombre de décès dus à cette maladie d'ici à 2010. La pauvreté croissante, mais aussi la négligence des pouvoirs publics, en sont les principales responsables. Les employés du secteur médical sont d'autant plus frustrés que les moyens de combattre le fléau existent. Les stratégies qui seront présentées à Abuja comprennent l'éducation des populations aux causes de la maladie, un meilleur accès aux médicaments, aux moustiquaires imprégnées d'anti-moustiques et à un dépistage rapide et fiable, et la promotion de la recherche en faveur de médicaments abordables. – (AFP)

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassade de Chine

À LA SUITE de la publication de nos articles concernant l'immigration clandestine chinoise dans nos éditions datées du 16 mars, nous avons reçu la mise au point suivante de l'ambassade de Chine en France :

Selon les auteurs, « les autorités de Pékin ferment les yeux. Certains fonctionnaires participent même, moyennant des dessous-de-table, aux réseaux clandestins », « des ambassades de Chine en Occident ont été repérées pour la fourniture de faux papiers ». Ce sont des accusations graves qui ont mis ouvertement en cause le gouverne-

ment chinois et des ambassades de Chine. (...) L'immigration clandestine est un phénomène mondial. Le gouvernement chinois s'oppose fermement à l'émigration illégale et a pris toute une série de mesures efficaces pour la frapper. Ces mesures sont dirigées surtout contre les passeurs, dont certains sont liés à des réseaux basés à l'étranger. Le service consulaire de l'ambassade de Chine en France a coopéré avec les autorités françaises d'une manière constructive pour freiner l'immigration clandestine.

EXTRÊME DROITE Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a été déchu de son mandat de député européen par un décret, signé par le premier ministre, publié

au *Journal officiel* le 22 avril. Cette décision, qui fait suite à sa condamnation à un an d'inéligibilité, prive ainsi M. Le Pen de son dernier mandat électif. ● M. LE PEN aborde ainsi

affaibli le congrès du Front national, qui se réunit à Paris du 28 au 30 avril. S'il a réduit toute opposition interne, le président du FN ne peut plus compter que sur le dernier carré de

ses fidèles. ● LES QUATRE VILLES conquises par l'extrême droite depuis 1995 sont l'objet d'âpres batailles, à droite comme à gauche, un an avant les municipales de 2001. ● CHARLES

PASQUA revendique pour le RPF la tête d'une liste d'union de la droite à Toulon et dans les villes où il est arrivé en tête de la droite aux élections européennes de juin 1999.

Jean-Marie Le Pen privé de mandats et en panne de relève

Le premier ministre a signé le décret retirant au président du Front national son mandat de député européen.

A quelques jours du congrès du FN, son principal dirigeant apparaît affaibli et ne peut guère compter sur les bastions municipaux conquis en 1995

LE ROI est nu. Ou presque. Déjà déchu de son mandat de conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (*Le Monde* du 31 mars), le président du Front national, qui ne répugne pas à se comparer à un monarque, est désormais sous le coup d'un décret qui le prive de son mandat de député au Parlement européen. Le texte a été signé par le premier ministre le 31 mars et vient d'être publié par le *Journal officiel*, le 22 avril. Il constitue l'aboutissement de la procédure judiciaire lancée contre Jean-Marie Le Pen à la suite d'une agression commise lors de la campagne législative de 1997 à l'encontre d'Annette Peulvast-Bergeal, maire socialiste de Mantes-la-Ville (Yvelines) et alors adversaire de Marie-Caroline Le Pen, candidate à Mantes-la-Jolie.

Condamné, le 2 avril 1998, à deux ans de privation des droits civiques pour « violences en réunion » et « injures publiques », le chef du parti d'extrême droite avait vu sa peine d'inéligibilité réduite à un an, le 17 novembre 1998, en appel. La cour avait alors requalifié les faits de « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique à l'occasion de ses fonctions ». Saisie par M. Le Pen, la Cour de cassation a, le 23 no-

vembre 1999, rendu ce jugement d'appel définitif en rejetant le pourvoi. Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a réagi le premier. Le 23 février 2000, il a signé l'arrêté qui a mis fin au mandat de conseiller régional de M. Le Pen. Sollicité par le président du FN, qui contestait l'arrêté, le Conseil d'Etat a, le 29 mars, donné raison au préfet.

Le décret publié le 22 avril privant M. Le Pen de son mandat européen doit, à présent, être transmis à la présidente du Parlement de Strasbourg, la Française Nicole Fontaine, qui à son tour le transmettra à la commission juridique, pour rendre la déchéance effective. Mais, M. Le Pen a d'ores et déjà annoncé qu'il avait « désormais deux mois pour attaquer le décret devant le Conseil d'Etat » et qu'il entendait user de ce droit. Il espère que la commission juridique attendra, pour statuer, que le Conseil d'Etat examine le recours. Il lorgne certainement la date du 23 novembre, date au-delà de laquelle la déchéance prononcée ne serait plus applicable. Un an serait en effet écoulé depuis la décision de la Cour de cassation.

La mesure à l'encontre de M. Le Pen fait indirectement une heureuse : Marie-France Stirbois, qui



piaffe d'impatience de retrouver un siège perdu en 1999. Depuis quelques temps, M^{me} Stirbois ne compte plus les événements heureux. Longtemps ignorée par le président du FN, elle est devenue à présent le centre de ses sollicitudes. M. Le Pen, qui adore diviser pour régner et flatter les ambitions pour mieux les contrecarrer, a en

effet donné son autorisation pour qu'elle s'engage comme tête de liste du FN dans la bataille des élections municipales à Nice. Un honneur qu'elle brigait de longue date. Enfin, il s'apprête à nommer sa plus ancienne amie, Myriam Baekeroot, adjointe au trésorier, Jean-Pierre Reveau. Profondément meurtri par la crise qui a conduit à

la scission du parti, ce dernier souhaite en effet quitter progressivement ses fonctions.

Dimanche 23 avril, le délégué général du parti, Bruno Gollnisch, ironisait en évoquant « les commentateurs officiels qui s'empressent de conclure à l'affaiblissement du Front national ». Pourtant, à quelques jours du congrès organisé du 28 au 30 avril, à Paris, le parti et son chef historique, qui plus que jamais l'incarne, semblent en bien mauvaise posture. Les congrès se suivent et ne se ressemblent pas. En 1997, à Strasbourg, des dizaines de milliers de personnes manifestaient contre un FN qui, aux élections nationales, atteignait les 15 % et qui, après Toulon, Orange et Marignane en 1995, venait de conquérir la ville de Vitrolles. Depuis, lors des élections européennes, le FN n'a recueilli que 5,71 % des suffrages et c'est dans la quasi-indifférence qu'il réunit ses troupes devenues, avec la scission, bien exsangues.

M. Le Pen est aujourd'hui le roi d'un « peuple » moins remuant, mais son royaume est une peau de chagrin. Dernier trublion, souvent utilisé par le président du FN lui-même, Samuel Maréchal a décidé de ne pas se représenter aux élections du comité central et ne figu-

ra donc pas au prochain bureau politique. Gendre de M. Le Pen, il avait été la cheville ouvrière de la « démégrétisation » et avait été rendu responsable de l'échec électoral de juin 1999 en promouvant une campagne d'« ouverture » avec la mise en avant de candidats musulmans ou de couleur et l'arrivée, en deuxième de liste, du petit-fils du général de Gaulle. Il avait déclenché un tollé interne, à l'« université d'été » de 1999, en cherchant à faire reconnaître le caractère « multiconfessionnel » de la France.

Du royaume, il risque, après les élections municipales de 2001, de ne plus rester qu'Orange. M. Le Pen a, en effet, lancé l'ordre d'opposer aux « putschistes » qui ont suivi M. Mégret une liste à Marignane et à Vitrolles et de présenter une liste concurrente tant à celle des mégrétistes qu'à celle de Jean-Marie Le Pen à Toulon. « J'aime mieux un honorable maire de gauche qu'un félon de droite », a-t-il déclaré lors d'un récent déjeuner avec la presse, avant de préciser qu'en ce qui le concerne, « le fait d'être élu à Trucmuche ou à Trifouillis-les-Oies [le] laisse tout à fait indifférent ».

Christiane Chombeau

Les ambitions concurrentes fragilisent la reconquête des villes détenues par l'extrême droite

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A onze mois de l'échéance municipale la situation des oppositions – de gauche comme de droite – reste très confuse dans trois villes d'extrême droite sur les quatre que compte la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Si les principaux candidats se sont déclarés à Toulon – Odette Casanova (PS) pour la gauche, Jean-Charles Marchiani pour le RPF et Hubert Falco (DL) pour le reste de la droite (*lire ci-dessous*) –, les batailles internes à chaque camp font encore rage à Orange (Vaucluse), Marignane et Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

En organisant une négociation spécifique pour les quatre villes dirigées par l'extrême droite, les dirigeants nationaux de la gauche « plurielle » se sont fixé un cadre dangereux. En effet, quelle que soit la configuration retenue, elle va heurter des sections locales et accroître les risques de primaires sauvages. Estimant un peu vite que les municipalités d'extrême droite étaient à bout de forces, les différents partis de gauche ont, en effet, laissé croître des ambitions personnelles concurrentes difficiles à maîtriser.

Le PCF a annoncé que la tête de liste devait lui revenir à Vitrolles, et son candidat, Alain Hayot, s'est déclaré dès octobre 1999 en vantant, notamment, ses excellentes relations avec le « milieu associatif local ». Mais le socialiste Dominique Tichadou, élu conseiller général en 1998 avec 20 % des voix au premier tour contre 14 % à M. Hayot et soutenu par la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, revendique également de conduire la liste et estime qu'aucun accord n'a été signé.

AU NATIONAL DE TRANCHER

A Orange, c'est entre Verts et PS que la concurrence fait rage. L'écologiste Serge Jullien, qui fut longtemps président d'Alerte Orange, groupe créé après la victoire du FN en 1995, se verrait bien en candidat de toute la gauche, mais le socialiste Alain Bérout a une ambition similaire. Enfin, la solution à Orange passe par Marignane, où Verts et PS s'opposent encore. Philippe Gardiol y revendique la tête de liste pour les Verts, mais le socialiste Jean-Louis Perenin ne l'entend pas ainsi... C'est maintenant aux responsables nationaux des partis de trancher ces différends locaux.

A droite non plus, rien n'est simple, car aux oppositions internes aux partis s'ajoute l'incertitude sur la position du RPF et sa capacité à s'imposer dans ces tests locaux. Premier cas : Orange. Dans la ville dirigée par Jacques Bompard, fidèle au FN de Jean-Marie Le Pen et dont la majorité n'a pas explosé, il n'est pas exclu que des dissidents d'extrême droite viennent ôter au maire sortant quelques points. Les opposants de droite devraient être emmenés, eux, par le RPR. Quatre hommes revendiquent cette position avant la primaire interne au parti gaulliste, qui permettra de trancher avant l'été. Alain Agostini, qui vient d'être élu responsable d'Orange de son parti, paraît en position favorable, d'autant qu'il a reçu le soutien du député Thierry Mariani, homme fort du gaullisme local. Celui-ci avance une idée originale pour « chasser » le maire FN : une sorte de « panachage » entre liste de droite et de gauche entre les deux tours. Si la droite était en tête, elle donnerait ainsi quatre ou cinq places à la gauche unie, qui s'engagerait à s'abstenir plus tard sur le budget – et réciproquement. Alain Bérout, secrétaire de la section socialiste et candidat localement adoubé par son parti, n'écartera pas un tel scénario.

A Marignane, la droite classique est minée par des concurrences féroces. Le maire, Daniel Simonpiéri, passé au MNR de Bruno Mégret, a réussi à se faire élire conseiller général aux élections cantonales de 1998, mais il devra probablement affronter un candidat du FN de M. Le Pen. Surtout, la défection de Christian Tarelli, son ex-premier adjoint, révèle un sérieux malaise. M. Tarelli a, en effet, rallié le RPF et a annoncé qu'il se présenterait contre son ancien ami, à qui le lie désormais une haine féroce – et réciproque. Malgré quelques oppositions locales, Guy Martin, conseiller municipal DL, devrait obtenir l'investiture des patrons de la droite départementale, MM. Gaudin et Muselier.

LES ENCHÈRES DU RPF

Mais cela ne clarifie pas la situation car M. Martin jure qu'il ne votera jamais pour M. Tarelli – qui n'a renié publiquement aucune de ses convictions d'extrême droite –, alors que Claude Bertrand, directeur de cabinet de Jean-Claude Gaudin affirme que la droite soutiendrait le candidat du RPF s'il arrivait en tête au premier tour. Pour compliquer encore les choses, Roger Guichard, membre pasquaïen du RPF dans la

ville voisine de Vitrolles, explique que M. Tarelli « n'obtiendra jamais notre investiture, parce que Pasqua refuse que le RPF serve principalement au recyclage du FN ».

A Vitrolles, enfin, la droite républicaine semble mieux unie face à la municipalité dirigée par Catherine Mégret (MNR) et fragilisée par la multiplication de déflections. Christian Rossi (RPR), déjà candidat aux législatives de 1997, devrait sans trop de problème y emmener une liste regroupant la droite traditionnelle. Toutefois, en dépit de sa réputation de « séguiniste », il n'est pas assuré d'éviter une candidature RPF qui diviserait à nouveau la droite locale.

Ces ambitions disparates et ces rodomontades, à gauche comme à droite, démontrent que les oppositions municipales ont souvent été incapables d'imposer des hommes ou des femmes incontestables, armés de projets crédibles pour reconquérir les bastions de l'extrême droite. A moins que ce soient précisément ces carences qui aient permis au FN de s'imposer il y a cinq ans et donnent à quelques-uns de ces maires une chance de renouveler leur bail.

Michel Samson

L'implosion de la majorité municipale clôt la parenthèse frontiste à Toulon

TOULON

de notre correspondant

Au soir du 18 juin 1995, la droite comme la gauche toulonnaises sortaient assommées du scrutin municipal : en l'emportant avec 37,02 % des suffrages dans la préfecture du Var, le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, s'assurait une confortable majorité (41 des 59 sièges) et s'imposait comme le « patron » de la vie politique locale. Odette Casanova, député (PS), vice-présidente du conseil régional et conseillère municipale depuis 1989, le reconnaît aujourd'hui : « La majorité frontiste nous a entraînés sur son terrain. Nous avons dénoncé les dérives de gestion, le népotisme, l'absence de projets et de travaux, mais sans rien pouvoir faire de concret. » Quant à la droite, elle devait assumer une défaite doublée des reliquats d'une gestion des plus contestables incarnée par l'ancien maire et président du conseil général, Maurice Arreckx.

Dans une harmonie factice mais monolithique, le maire FN est parvenu à tenir la barre durant les trois premières années de son mandat, masquant son incompétence derrière quelques grands projets et une bonne dose de po-

pulisme. Très vite, cependant, c'est sur le terrain de la culture que la municipalité démontre ses limites. Dans cette ville qualifiée – y compris par bon nombre de ses élus libéraux – de « désert culturel », la droite se découvre une soudaine et frémissante passion pour la culture. Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général, s'investit dans la lutte contre l'extrême droite en créant une Fête du livre des libertés concurrente de celle du FN – qui cessera en 1999 –, en doublant le budget départemental de la culture et en ouvrant un centre d'art contemporain.

Le préfet de l'époque, Jean-Charles Marchiani, s'engage également sur ce terrain en lançant dans une croisade contre le centre culturel de Châteauevallon. Il s'attire ainsi la sympathie d'un électeur de droite, voire d'extrême droite, qui se reconnaît dans ce « défenseur des valeurs morales et chrétiennes ». Il espère en tirer aujourd'hui le bénéfice, après que la liste du Rassemblement du peuple français (RPF) fut arrivée largement en tête à Toulon lors des élections européennes de juin 1999, avec 20,72 % des suffrages. M. Marchiani admet que « l'affaire NTM fut le facteur déclenchant de

[son] entrée en politique ». C'est l'époque où Jean-Marie Le Pen, Chevalier pense qu'il tient en l'ami de Charles Pasqua un proche.

L'extrême droite ne tenant plus lieu d'exutoire, chacun se prépare à lui succéder aux affaires

En fait, l'ancien préfet du Var ne s'intéressait qu'à son électoral, aux « égarés » des élections municipales de 1995. Il assure désormais que « le RPF est devenu le premier parti du Var et de Toulon » et exige, via Charles Pasqua (*lire ci-contre*), de conduire l'unique liste de droite, pour « faire de la politique autrement [en rupture avec] un système qui a été mis en évidence avec l'assassinat de la députée Yann Piat ».

Sur le fond, M. Falco et la députée (PS) Odette Casanova sont également convaincus que la parenthèse du Front national est sur

le point de se refermer et qu'ils devraient retrouver, en 2001, ceux de leurs électeurs qui, dans un vote de sanction ou de dépit, avaient gonflé le score électoral du FN en 1995. Ils se rejoignent dans leur analyse sur l'érosion des forces d'extrême droite, minées par les dissensions internes et les règlements de comptes.

Depuis quelques mois, en effet, s'est ouverte une nouvelle ère post-frontiste avec l'éclatement de la majorité municipale en quatre courants antagonistes, dont trois devraient être présents au prochain scrutin municipal. L'extrême droite n'étant plus en situation de tenir lieu d'exutoire, chacun se prépare donc à lui succéder aux affaires. M. Falco, qui ne s'est toujours pas officiellement déclaré candidat, veut « rassembler la droite républicaine, hors RPF », en récupérant « les électeurs qui ont zappé à un moment ». A ses yeux, « la sauvegarde de Toulon passe par celle du Var... comme celle de l'assemblée départementale, qui est liée à son éventuel succès sur la ville. Quant à M^{me} Casanova, elle assure que la ville, en dépit de son endettement, doit à tout prix et peut « redémarrer ».

J. Le

TROIS QUESTIONS À...

CHARLES PASQUA

1 Quelle est la position du Rassemblement du peuple français, que vous présidez, pour les élections municipales à Toulon ?

Nous sommes prêts à participer à des listes d'union pour permettre à l'opposition de l'emporter dans les villes détenues par la gauche ou, le cas échéant, par l'extrême droite. Lorsque cela est rendu possible par la présence d'une personnalité de notre camp, nous demandons que les choses s'organisent autour de nous. Nous réclamons la tête de liste dans les villes où nous sommes arrivés largement en tête aux élections européennes. Toutes ces conditions sont réunies à Toulon. En 1995, il y a eu deux listes issues de l'UDF qui ont été incapables de s'entendre et qui ont fait perdre la ville au profit du Front national. Je n'accepterai pas qu'à Toulon l'UDF recommence ce petit jeu.

2 Vous n'envisagez donc pas de rejoindre une liste conduite par Hubert Falco ?

C'est exclu. Quelle est la légitimité d'Hubert Falco à Toulon ? L'UDF a fait perdre la ville. C'est « grâce » à eux qu'il y a le Front national. Il est président du conseil général, qu'il le reste ! Ou il y aura

une liste d'union sous la houlette de Jean-Charles Marchiani, ou il n'y en aura pas, et alors nous ferons notre liste. Quel est l'intérêt de Falco d'être candidat à la mairie de Toulon ? Il serait immédiatement touché par le cumul des mandats. Sa démarche est incohérente.

3 Et si M. Falco maintenant sa liste face à celle du RPF ?

Il y aura la même situation dans d'autres villes. Nous nous présenterons sous nos couleurs partout et nous n'essaierons pas d'avoir quelque accord que ce soit. Ils ne se figurent tout de même pas qu'ils vont se partager les villes entre le RPR, DL et l'UDF sans une sacrée réaction de notre part. Toulon est un cas symbolique. Ailleurs, il y a cent villes de plus de 30 000 habitants où nous sommes arrivés largement en tête à l'occasion des européennes. Quand ces villes sont détenues par quelqu'un de l'opposition actuelle, nous sommes tout à fait d'accord pour nous entendre. S'ils refusent, nous présenterons nos listes. Il sera toujours temps de s'entendre au second tour. Mais, dans les villes qui sont détenues par l'opposition, il nous paraît logique qu'il y ait des listes d'union dès le premier tour.

Propos recueillis par José Lenzini

Consensus sur la création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale

La proposition de loi est soumise le 25 avril aux députés

L'Assemblée nationale doit examiner, mardi 25 avril, la proposition de loi présentée par les Verts, relative à la création de l'Agence française

de sécurité sanitaire environnementale (Afsse) qui sera chargée de recueillir « les données scientifiques » et de « proposer aux autorités

compétentes toute mesure de précaution ou de prévention ». L'idée de cette agence est revendiquée par les Verts, le PS et la droite.

LE DÉBAT sur la création d'une Agence française de sécurité sanitaire environnementale (Afsse), mardi 25 avril, à l'Assemblée nationale, devrait se dérouler dans un climat consensuel. L'actualité récente - naufrage du pétrolier maltais *Erika*, dioxine dans le poulet, saturnisme dû à la présence de plomb dans l'eau, effet de la pollution sur les populations asthmatiques ou polémique sur les OGM - justifie largement en effet la naissance de cette troisième structure, aux côtés de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) et de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps). Le principal différend, pour ainsi dire le seul, porte sur... la paternité de l'idée. La proposition de loi est présentée par les Verts dans leur niche parlementaire et le rapporteur sera un de leurs apparentés, André Aschieri (Alpes-maritimes). Mais Jean-François Mattei (DL, Bouches-du-Rhône) affirme que l'idée est née d'un rapport qu'il avait remis en 1995. « Je revendique la paternité », dit-il.

« Je suis la mère », assure pour sa part Odette Grzegorzulka (PS, Aisne). La députée a été successivement coauteur, avec M. Aschieri d'abord, d'un rapport remis le 16 novembre 1998 à Lionel Jospin et, avec Daniel Chevallier (PS, Hautes-Alpes) ensuite, d'une deuxième proposition de loi concurrente de celle de M. Aschieri, à la suite d'une fâcherie. Pour compléter la chaîne ADN de l'agence, il convient également d'ajouter la proposition de loi de Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis), au contenu très proche.

Cette recherche en filiation a donné lieu à des querelles poli-

tiques et personnelles (*lire ci-dessous*). « *Disons que cette agence est issue d'une famille pluriparentale* », conclut M^{me} Grzegorzulka, pour clore la polémique. Il serait même possible de parler de naissance spontanée tant la multiplication des scandales et la demande pressante d'explications par les citoyens l'ont rendu évidente. La proposition de M. Aschieri, largement amendée lors de son examen en commission des affaires culturelles, familiales et sociales par M. Mattei et M^{me} Grzegorzulka, a donc débouché sur un bref texte en sept articles. L'agence complète le dispositif de la loi de 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire.

La nouvelle venue sera « chargée de la surveillance et de l'expertise des risques sanitaires liés à l'environnement », rôle défini par Lionel Jospin lorsqu'il a annoncé sa création, à l'issue des Etats généraux de la santé, le 30 juin 1999. La proposition de loi précise que « l'agence recueille les données scientifiques » et « propose, en tant que de besoin, aux autorités compétentes toute mesure de précaution ou de prévention ».

L'établissement public sera placé sous la double tutelle des ministères de l'environnement et de la santé. Son directeur général sera nommé en conseil des ministères. Dans l'immédiat, l'agence ne se substituera pas à la foison d'organismes qui assurent déjà de manière éparse les tâches qui lui sont aujourd'hui dévolues. M. Aschieri dénombre pas moins de seize entités : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTBPF), Institut national de l'environne-

ment industriel et des risques (Ineris), etc.

Les conflits ayant émaillé le traitement de la marée noire de l'*Erika* ont démontré la nécessité de fédérer le travail des pouvoirs publics. L'Afsse assurera cette coordination. Le législateur a laissé prudemment au Conseil d'Etat le soin de dessiner les frontières exactes de chacun et de désamorcer les conflits de susceptibilité qui découleront inévitablement de l'intrusion de ce nouvel intervenant.

Dans l'immédiat, l'agence ne se substituera pas à la foison d'organismes qui assurent déjà de manière éparse les tâches qui lui sont aujourd'hui dévolues

L'Afsse ne disposera pas de pouvoir de police. M^{me} Grzegorzulka le regrette mais a accepté ce compromis.

En revanche, la députée déposera un amendement demandant que l'organisme « participe au débat public et à la transmission de l'information », lui conférant ainsi un rôle de communication. Le texte initial prévoit que l'agence doit rendre compte de ses travaux d'abord au gouvernement, même si elle « rend publics ses avis et re-

commandations » et dresse un rapport annuel d'activité. Une autre question n'a pas été totalement tranchée qui concerne la saisine. A l'autosaisine, le texte actuel ajoute que l'agence « peut être saisie par les services de l'Etat, les établissements publics ou les associations agréées », la définition de ces dernières étant à préciser par décret. La proposition initiale de M. Aschieri prévoyait également la possibilité, pour les collectivités territoriales et pour les scientifiques, de faire appel aux services de l'Afsse. L'idée d'une saisine par la population, soit directement, soit via le médiateur de la République, a également été abandonnée.

« La création de cette agence est importante mais pas satisfaisante : ce n'est qu'un premier pas », estime M. Mattei. L'article 6 de la proposition prévoit d'ailleurs un réexamen ultérieur de cette loi ainsi que, plus globalement, de celle de 1998, à des fins correctives. Et ce « d'ici deux à quatre ans », estime M. Mattei. Le député de l'opposition pense qu'il faudra alors se pencher sur l'opportunité de créer une quatrième agence, traitant des questions nucléaires, au caractère bien spécifique. Sera également abordée la question d'intégrer tel ou tel service ou établissement directement au sein de l'Afsse. La plupart des intervenants s'accordent également à penser qu'Afssa, Afssaps et Afsse sont naturellement destinées à être fondues dans une agence unique, sur le modèle américain. La loi n'est pas encore votée que sa modification est unanimement envisagée. Avec de nouveaux conflits de préséance en perspective ?

Benoît Hopquin

Le cadeau fait aux Verts par Lionel Jospin

« **LIONEL JOSPIN** a tranché en faveur des Verts, c'est un signe politique important et on le considère comme tel », se réjouit l'entourage de la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, alors que la proposition de loi sur l'Agence de sécurité sanitaire environnementale doit être discutée à l'Assemblée nationale, mardi 25 avril, en première lecture.

André Aschieri (app. Verts, Alpes-Maritimes), rapporteur du texte, ne cache pas non plus sa satisfaction : « *Ce sera une grande loi pour les Verts, l'aboutissement de trois ans de travail* », dit l'auteur de *La France toxique* (éd. La Découverte), qui raconte ses déboires dans cet ouvrage. Aujourd'hui, il n'a qu'un regret : « *Si l'on avait eu cette agence plus tôt, on se serait évité bien des ennuis dans la gestion du naufrage de l'Erika*. » Il prophétise qu'il y aura « d'autres crises ».

Des crises, il y en a eu aussi au sein du tandem que M. Aschieri a

formé avec la députée socialiste de l'Aisne, Odette Grzegorzulka, pour rédiger le rapport rendu au premier ministre, le 16 novembre 1998, sur le dispositif de sécurité sanitaire environnementale. Matignon avait été amené à demander ce rapport, après le dépôt d'un amendement d'André Aschieri et de Jean-François Mattei (DL, Bouches-du-Rhône) à la loi du 1^{er} juillet 1998 qui crée deux agences de sécurité sanitaire pour les produits de santé et les aliments, mais qui oublie l'environnement. Les deux députés en soulignaient la nécessité.

La collaboration est allée cahin-caha. « *Ma sensibilité me poussait plutôt à mettre en avant l'aspect sanitaire*, estime Odette Grzegorzulka. André Aschieri se précocipait plus d'environnement. » « *Elle était plutôt intéressée par l'économie, j'avais une vision plus large, qu'elle n'a pas facilement acceptée, à tel point que nous avons failli aboutir à deux rapports*. » Les

deux députés de la majorité plurielle revendiquent le soutien de M. Mattei, qui se garde bien de trancher. « *Le tandem a mené son rapport de manière efficace* », juge celui-ci, regrettant simplement qu'il ait fallu autant de temps pour que ce travail débouche sur le terrain législatif. « *Nous avons finalement rédigé un rapport commun, et il aboutit à une bonne loi, c'est cela l'essentiel* », souligne André Aschieri, qui juge le moment venu d'« enterrer la hache de guerre ».

PETITS AFFRONTEMENTS

« *S'il l'enterré, je l'enterré* », accepte Odette Grzegorzulka, qui estime cependant que le texte initial présenté par M. Aschieri était « *confus, peu rigoureux et indigent* ». « *Grâce aux amendements que nous avons déposés en commission avec M. Mattei, on est arrivé à un bon équilibre* », conclut la députée socialiste.

Finalement consensuelle, cette

proposition de loi avait aussi donné lieu à de petits affrontements au sommet, Dominique Voynet se sentant aussi légitime que Dominique Gillot, secrétaire d'Etat à la santé, pour porter ce projet au nom du gouvernement. Mais, à l'unanimité, ceux qui ont travaillé sur ce dossier soulignent qu'il faudrait se garder de faire « *d'une querelle de personnes une querelle de partis* ». « *Ce n'est en rien un affrontement Verts-PS, pas plus qu'un débat de fond* », souligne-t-on de toutes parts.

L'arbitrage en faveur d'une proposition de loi a réglé le problème. « *Le fait que nous ayons inscrit ce texte dans notre niche parlementaire a aussi accéléré les choses* », souligne André Aschieri. Comme, sans doute, le fait que les députés Verts, qui avaient envisagé jusqu'au bout de s'abstenir sur la loi chasse, aient voté, sagement, ce texte.

B. G.

Monique Lang a retrouvé un bureau rue de Grenelle

DÈS LES PREMIERS jours de la nomination de son époux au ministère de l'éducation nationale, Monique Lang a renoué avec ses habitudes. Elle a pris son téléphone pour appeler quelques journalistes. « *C'est juste donner un coup de main à Jack* », s'excuse-t-elle. Quelques jours plus tard, quand elle se joint au petit cocktail donné par M. Lang, au ministère, à l'issue d'une réunion de travail avec les collaborateurs de la Rue de Grenelle et des responsables d'autres administrations de l'éducation nationale, chacun comprend que, pour la troisième fois, l'épouse du ministre est entrée, d'une certaine manière, au gouvernement.

Depuis leurs noces de théâtre, au conservatoire de Nancy, où les jeunes gens jouent Goldoni ou *Caligula*, de Camus, le couple est inséparable. Ensemble, à la fin des années 60, ils créent le Festival de Nancy. Un événement culturel mythique, qui marque toute une génération d'intellectuels du centre à l'extrême gauche, en France et à l'étranger, et leur assure de solides amitiés. Depuis, au Théâtre de Chaillot ou ailleurs, ils travaillent de concert. Rue de Valois, lorsque Jack régnait sur la culture, Monique était officiellement « *chef du secrétariat particulier* ». Elle régnait en maître absolu sur l'agenda et « l'image »

du ministre. Elle continue de l'aider quand il devient ministre de l'éducation nationale, d'avril 1992 à mars 1993. On apprendra un peu plus tard, dans *Le Canard enchaîné*, que l'épouse du ministre a été aussi salariée, de janvier 1993 à mars 1994, par une filiale de la Lyonnaise des eaux, information que M^{me} Lang n'a pas démentie, expliquant toutefois à l'hebdomadaire qu'elle ne s'était jamais rendue au siège de la société (*Le Monde* du 17 avril 1997).

« UN COUP DE MAIN BÉNÉVOLE »

Aujourd'hui, M^{me} Lang dispose de nouveau d'un bureau au ministère de l'éducation nationale. Officiellement, la femme du ministre travaille sous les ordres de Claude Mollard, ancien délégué aux arts plastiques de M. Lang rue de Valois, qui est aujourd'hui chargé de mission auprès du ministre pour les arts et la culture. Sous son autorité, M^{me} Lang s'occupe, sans titre particulier, de l'enseignement artistique. Une secrétaire a été mise à sa disposition.

« *C'est un vrai tandem. ils ont l'habitude de travailler ensemble* », explique Catherine Lawless, chargée de communication du ministre. « *Monique n'est pas salariée, précise-t-elle. Elle ne perçoit aucun avantage en nature,*

elle partage son bureau avec un autre conseiller. Elle donne juste un coup de main bénévole à son mari de temps en temps. Elle est de précieux conseil quand il s'agit, par exemple, de décider s'il faut participer à une émission politique. Elle pourra avoir n'importe quel artiste au téléphone en direct. »

Car sur l'éducation, le couple a quelques idées. Quand il aura réglé la mauvaise humeur des profs et paré aux urgences, M. Lang entend faire de l'enseignement des matières artistiques un axe important de sa politique, et profiter de ses bonnes relations avec les « cultureux » et Catherine Tasca. Symbole : le 13 avril, il était déjà au Louvre, aux côtés de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, pour admirer les arts premiers exposés au pavillon des Sessions.

Le moment venu, pour améliorer les relations avec les professeurs et les élèves et les réconcilier avec le ministère, M^{me} Lang saura à coup sûr imaginer des événements festifs. Pour ceux auxquels cette manière rappellerait des temps trop mitterrandiens, le ministère tient une réponse toute prête : « *Depuis qu'elle est grand-mère, elle s'implique beaucoup moins. Elle est folle de sa petite fille.* »

Ariane Chemin

Le conseil national du Parti communiste s'est doté d'une présidence

Il a mis sur pied une cinquantaine de commissions

« **STIMULANT** ». L'adjectif est revenu, à tout propos, dans la bouche de Robert Hue, pour qualifier, samedi 22 avril, le « *rajeunissement* », la « *mixité* », ou la « *nouvelle façon de travailler* » du conseil national du Parti communiste installé le matin même (*Le Monde* daté 23-24 avril). Le nouvel organe de la mutation du PCF s'est élu, comme prévu, une présidente, Dominique Gradot, et quatre vice-présidents : Michel Deschamps, ancien secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), Manuela Gomez, qui animera au sein du conseil la commission Europe, Fabienne Pourre, élue dans le Val-de-Marne, et Pierre Mathieu dans l'Aube. « *Deux élus et deux non-élus, deux hommes, deux femmes* », faisait-on remarquer Place du Colonel-Fabien.

Cette assemblée de 271 personnes s'est dotée d'une cinquantaine de commissions, certaines étant reliées à des « *projets* ». Ainsi du « *projet de l'élaboration des questions de l'école* », confié à Michel Deschamps et à Yasmina Djerfas, ou du projet « *Services publics, fonction et entreprises publiques* », animé par Nicole Borvo. Le fondateur Patrick Braouezec pilote le projet « *Politique de la ville* », mais l'architecte Roland Castro anime un « *atelier* » concernant « *la question urbaine* ».

Au titre des personnalités qui viennent d'adhérer au PC, Nasser Ramdane, l'ancien leader lycéen, est chargé d'un « *groupe d'initiatives contre l'extrême droite* » tandis que Malika Zediri, de l'Apeis (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires), préside une commission « *Pauvreté-précarité* ». Patrice Cohen-Séat, chargé des intellectuels, prend en charge le projet

« *Pour une République démocratique moderne* ». L'occasion a permis au PCF de réitérer sa volonté de lancer, avec tous les partenaires qui le souhaiteront, un « *mouvement national pour faire reculer les inégalités et construire une société citoyenne de partage* ». Jean-François Gau, rapporteur de ce projet, explique que le PCF prendra contact « *avec les associations, les partis, les syndicats pour explorer toutes les voies d'action commune* ». « *Nous ne vendons rien de ficelé* », se défend-il. Concrètement, le PC est « *bien décidé à participer* » à la mobilisation pour le droit de vote des étrangers, la marche mondiale des femmes, la gay-pride, aux actions contre la précarité ou celles qui seront organisées au moment du procès de José Bové.

POSTURE DIFFICILE

« *Nous ne partageons pas cette sorte de quiétude qu'affiche le gouvernement* », a précisé Jean-François Gau. Conscient de la difficulté de la posture, qui consiste à en appeler à « *la mobilisation populaire* » tout en ayant quatre ministres au gouvernement, le rapporteur a décrété qu'il ne pouvait « *y avoir d'alternative réelle à la logique d'exacerbation des inégalités (...)* par un mouvement qui écarterait le politique, le Parti communiste ».

Robert Hue, pour sa part, a confirmé qu'il voulait rencontrer Ernest-Antoine Seillière, président du Medef (*Le Monde* du 13 avril), à propos de son projet de refondation sociale. L'organisation patronale va, selon lui, « *sans vergogne, bien au-delà de son rôle traditionnel* » et « *se comporte désormais comme un véritable parti politique de droite* ».

Béatrice Gurrey

Un médicament français soupçonné d'effets secondaires graves

LES RESPONSABLES du célèbre *New England Journal of Medicine* ont décidé, vendredi 21 avril, de rendre publics, via Internet, les résultats d'une étude qui devait, à l'origine, être publiée dans l'édition du 15 juin de cet hebdomadaire. Cette étude, dirigée par le professeur Charles L. Bennett (Veterans Affairs Healthcare System), conclut qu'un médicament issu de la recherche du groupe pharmaceutique français Sanofi, utilisé dans la prévention de certaines affections cardio-vasculaires, pouvait être à l'origine d'effets secondaires hémato-logiques graves.

Dix cas ont été observés aux Etats-Unis et un onzième en Allemagne

Présent sur le marché international depuis mars 1998, le Clopidogrel, commercialisé en France sous le nom de Plavix, a pour propriété de s'opposer à la faculté qu'ont les plaquettes sanguines de s'agréger, mécanisme naturel de la coagulation du sang, mais qui, chez les malades souffrant d'athérome, augmente le risque d'accidents cardio-vasculaires. L'antiagrégant Plavix est notamment prescrit chez les personnes ayant déjà été victimes d'un infarctus du myocarde ou d'un accident vasculaire cérébral afin de réduire chez eux le risque de récurrence.

La commercialisation avait été autorisée après une étude conduite auprès de 20 000 personnes et qui avait démontré qu'il avait, dans ce domaine, une efficacité supérieure à celle de l'aspirine (*Le Monde* du 13 novembre 1996).

Les auteurs de la publication américaine expliquent, pour leur part, qu'ils ont recensé onze cas de « *purpura thrombocytopenique thrombotique* » (ou PTT, affection rarissime caractérisée notamment

par de graves troubles hémato-logiques) chez des personnes traitées depuis quelques jours par Plavix. Dix de ces cas ont été observés aux Etats-Unis et le onzième en Allemagne. Ils concernaient des hommes et des femmes d'un âge compris entre 33 et 70 ans. Tous ont dû être traités par des transfusions, parfois massives, de plasma sanguin et, en dépit de cette prise en charge, l'un d'entre eux est décédé.

« *Nous avons parfaitement connaissance de ces onze cas, par l'intermédiaire du système de pharmacovigilance et nous les avons communiqués aux agences américaine et européenne en charge du médicament*, nous ont déclaré Gérard Campas, directeur médical, et Dominique Sallière, responsable de la pharmacovigilance chez Sanofi-Synthelabo. Après analyse des onze dossiers, ces agences ont conclu qu'il fallait compléter la liste des caractéristiques du médicament en mentionnant que des cas de PTT avaient été observés sous Plavix, avec une fréquence très faible, de l'ordre de un cas sur 200 000. Il ne nous a pas été demandé de modifier les indications thérapeutiques ou les précautions d'emploi, pas plus que d'adresser sur ce sujet une lettre aux médecins. »

Auprès de l'Agence européenne du médicament, on confirme la fréquence très faible de cas de PTT survenus sous Plavix, cette molécule ayant, depuis deux ans, été prescrite à plus de 3,5 millions de patients à travers le monde. On estime qu'il s'agit là d'un phénomène « *à prendre en compte* » et qu'il « *mérite d'être suivi* ».

Molécule phare du groupe pharmaceutique Sanofi-Synthelabo, le Plavix avait, dans le groupe des antiagrégants plaquettaires, succédé à la ticlopidine (ou ticlid). L'usage de cette molécule, issue elle aussi de la recherche de Sanofi, de structure voisine, avait également été associé à la survenue, relativement élevée (entre un cas pour 1 600 et un cas pour 5 000) de ce même accident hémato-logique.

Jean-Yves Nau

Françoise de Panafieu propose un débat public au sein du RPR

FRANÇOISE DE PANAFIEU, candidate à l'investiture RPR pour les élections municipales de mars 2001 à Paris, propose, dans un entretien publié par le *Journal du dimanche* du 23 avril, « un débat public face aux Parisiens » avec ses trois concurrents : Jean Tiberi, Philippe Séguin et Edouard Balladur. M^{me} de Panafieu exclut l'éventualité d'un « ticket » avec M. Balladur, estimant qu'« une femme n'est pas un ticket ». La candidate devrait rendre publiques, cette semaine, quinze propositions pour Paris dont elle souhaite faire le « point de départ d'une vraie discussion entre les élus et la population ».

De son côté, le favori des sondages, M. Séguin, a estimé, samedi 22 avril, à l'occasion d'une visite sur le marché de l'avenue Vincent-Auriol, dans le 13^e arrondissement, qu'il faisait « une campagne par anticipation ». « L'exercice est nouveau », a commenté M. Séguin, en déplorant que cette « précampagne » conduise les candidats du RPR « à se regarder en chiens de faïence ». En réponse à une question sur le mode de désignation du candidat RPR, le député des Vosges a déclaré : « Ce que fera M^{me} Alliot-Marie sera bien fait. »

Les cotes de Jacques Chirac et de Lionel Jospin en progression

LES INDICES de satisfaction de Jacques Chirac et de Lionel Jospin sont en hausse pour le mois d'avril, le président de la République devançant de 8 points le premier ministre, selon un sondage IFOP-*Journal du dimanche*. Les Français sont 61 % à être satisfaits de M. Chirac comme président de la République, contre 59 % en mars (et 63 % il y a un an). Le sondage recense 28 % de mécontents, contre 31 % en mars. 53 % des Français déclarent être satisfaits de M. Jospin comme premier ministre, contre 50 % en mars (et 60 % il y a un an). A l'inverse, 39 % s'affirment mécontents, contre 42 % en mars. Ce sondage a été réalisé du 13 au 21 avril sur un échantillon de 1 853 personnes interrogées par téléphone, selon la méthode des quotas.

Les internes poursuivent

leur mouvement de grève des gardes

LES INTERNES des hôpitaux refusent de suspendre la grève des gardes commencée le 17 avril, sans « un engagement ferme du gouvernement » de leur accorder « un repos de sécurité », a indiqué, dimanche 23 avril, le Syndicat national des jeunes médecins généralistes. Le SNJMG, qui représente, notamment, des internes en médecine générale ou « résidents » des hôpitaux, précise que ce « repos de sécurité permettrait aux résidents et aux internes de ne pas travailler au lendemain d'une garde ».

Le syndicat souligne, dans un communiqué, qu'une directive européenne de novembre 1998 prévoit un repos de sécurité pour les médecins en formation. Actuellement, les internes enchaînent leurs gardes de nuit (18 h 30-8 h 30) après une journée complète à l'hôpital, et peuvent poursuivre leur activité à l'hôpital le lendemain. Le SNJMG ainsi que l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (Isnih) et l'Intersyndicale nationale autonome des résidents (Isnar) réclament, par ailleurs, une revalorisation de la rémunération des internes.

Le bilan du glissement de terrain en Guyane s'élève à dix morts

DEUX NOUVEAUX CORPS ont été retrouvés, dimanche 23 avril, par les secours, après l'éboulement d'une colline près de Cayenne, en Guyane. Le glissement de terrain qui a recouvert, le 19 avril, une usine de produits laitiers et une partie de la route nationale reliant Cayenne au port de Degrad des Cannes, a déjà causé la mort de dix personnes. Les deux derniers corps découverts, dimanche, ont été identifiés comme étant ceux d'un retraité et d'un agent de la direction départementale de l'équipement. « Toutes les personnes déclarées disparues ont été retrouvées ou sont rentrées chez elles », a indiqué, dimanche soir, le préfet de région, Henri Masse, après quatre jours de recherches.

Les recherches devraient pourtant se poursuivre quelque temps. « Il reste une partie sensible entre la route et l'usine qui nous amène à prolonger au moins demain les investigations », a précisé M. Masse. L'attention des autorités se concentre désormais sur l'instabilité de la colline, qui menace encore par endroits de s'écrouler.

DEPÊCHES

■ **ATTENTAT** : Denis Hennequin, PDG de McDonald's France, propose, dans une interview au *Figaro* du lundi 24 avril, de verser un million de francs à l'association SOS Attentats, après l'explosion qui, mercredi 19 avril, a coûté la vie à une employée du restaurant McDonald's de Quévert, dans les Côtes-d'Armor. Les obsèques de Laurence Turbec ont eu lieu samedi 22 avril à Léhon, près de Dinan.

■ **NOYADE** : le corps d'une des trois personnes noyées dans la rivière la Cèze (Gard) a été retrouvé, dimanche 23 avril, quarante-huit heures après leur disparition. Il s'agit du grand-père de Sacha, fillette de six ans disparue après avoir glissé accidentellement dans l'eau au cours d'une promenade familiale. Un pompier de Nîmes a également trouvé la mort en portant secours. Les recherches ont repris, lundi matin 24 avril.

■ **AGRICULTURE** : un vétérinaire venu procéder à des vaccinations dans une ferme de Vieux-Mesnil, village proche de Hautmont (Nord), vendredi 21 avril, y a découvert les cadavres d'une cinquantaine de vaches. L'éleveur, dépressif, aurait laissé mourir ses bêtes de faim et de soif. Ses hangars contenaient pourtant suffisamment de nourriture.

Heurts lors de la manifestation près de la centrale du Blayais

DES HEURTS ont opposé plus d'un millier d'écologistes et les forces de l'ordre, dimanche 23 avril, à Braud-et-Saint-Louis (Gironde), à proximité de la centrale nucléaire du Blayais. Les manifestants demandaient l'« arrêt immédiat » de la centrale. Les incidents se sont produits entre manifestants et gardes mobiles, qui ont utilisé des fumigènes pour bloquer la manifestation à quelques centaines de mètres de la centrale.

Les manifestants, parmi lesquels les Verts étaient fortement présents, réclamaient une plus grande transparence dans le nucléaire et souhaitaient notamment qu'un projet de loi soit déposé devant l'Assemblée nationale avant le mois de juin sur ce sujet (*Le Monde* du 22 avril). Le porte-parole des Verts a indiqué, à cette occasion, que « la gauche "plurielle" doit engager définitivement la France dans la voie de la sortie du nucléaire ». Noël Mamère, député (Vert) de la Gironde, a jugé « inacceptable » l'intervention des forces de l'ordre.

Mise en examen de l'adolescent, adepte de films d'horreur, qui a tenté de poignarder ses parents

Il s'était déguisé en tueur de « Scream » pour accomplir un acte qu'il dit avoir prémédité

L'adolescent de 16 ans qui, jeudi 20 avril, déguisé en tueur du film *Scream*, a tenté de poignarder ses parents dans leur appartement de Fontenay-

aux-Roses (Hauts-de-Seine), a été mis en examen, dimanche 23 avril, pour « tentative d'assassinats » et écroué à l'hôpital du centre péniten-

tière de Fresnes (Val-de-Marne). Les psychiatres devront tenter d'éclaircir les raisons d'un geste prémédité, selon ses premières déclarations.

VERSAILLES

de notre correspondant

Dans une chambre de l'hôpital Antoine Bécclère de Clamart (Hauts-de-Seine), le père de Nicolas, blessé grièvement au visage de plusieurs coups de couteau donnés par son fils, se remet lentement de ses blessures. Mais après les souffrances physiques, c'est une nouvelle épreuve, morale cette fois, qui lui a été infligée ce week-end. A quelques dizaines de mètres de sa chambre, Nicolas, hospitalisé lui aussi à la suite d'une chute de trois étages, a avoué, samedi 22 avril, aux enquêteurs venus l'entendre, qu'il n'avait pas agi dans un accès de démence mais qu'il avait envisagé « depuis un certain temps de tuer son père et sa belle-mère ». Un projet mûrement réfléchi, selon les premières déclarations de ce garçon « timide et réservé, fragile psychologiquement », qui n'avait pas d'amis, vivant dans le monde qu'il s'était créé, celui des films d'épouvante et de *Scream* en particulier dont il collectionnait posters, revues et autres vidéos.

C'est d'ailleurs au lendemain de la

sortie du troisième épisode du film qu'il était allé voir dès la première séance qu'il a décidé de passer à l'action. Jeudi 20 avril, vers 17 heures, il quitte le collège des Ormeaux de Fontenay-aux-Roses, où il redouble sa classe de quatrième, pour regagner l'appartement familial situé dans un petit immeuble d'une résidence de standing, proche du centre-ville. Il revêt le costume du tueur du film de Wes Craven, cape noire et masque blanc terrifiant, et ferme un à un les volets du logement. Puis, terré dans l'obscurité, il attend plus d'une heure le retour de son père et de sa belle-mère un couteau de cuisine à la main.

DIX MÈTRES DE CHUTE

Vers 18 heures, le couple rentre et en quelques secondes l'adolescent bondit sur la jeune femme et la frappe de plusieurs coups de couteau au dos et aux mains. Son père, qui tente de s'interposer, sera sérieusement blessé de plusieurs estafilades au visage. Alors qu'il s'effondre et que son épouse hurle pour donner l'alerte, le jeune homme se

débarrasse prestement de son accoutrement, ouvre une fenêtre, l'enjambe et reste un moment sur le rebord, se tenant d'une main, avant de lâcher prise. Que s'est-il alors passé ? A-t-il tenté de fuir rapidement ou, conscient de la gravité de son geste, a-t-il voulu mettre fin à ses jours ?

Les psychiatres de Fresnes devront répondre à ces questions. Aux policiers qui l'interrogeaient, il déclarera se souvenir d'avoir vu les étages défiler puis « plus rien ». Groggy après une chute de près de dix mètres, amortie par une pelouse détrempée, il se relève et part en boitant.

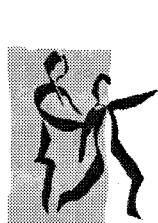
Là aussi ses souvenirs semblent flous, et il a du mal à expliquer comment il est parvenu à la gare Montparnasse à Paris, où il a passé la nuit. A des sans-abri de rencontre, il raconte son geste, puis, toujours aussi mystérieusement, repart vers Fontenay-aux-Roses où, « un peu dans le cirage », il aurait repris « pied avec la réalité » en se rapprochant de son domicile.

C'est non loin de son immeuble qu'il est arrêté, vendredi 21 avril vers

16 heures, après qu'un voisin eut prévenu la police de sa présence. Il ne s'oppose pas à son interpellation et, blessé à la cheville et aux vertèbres, il est placé en garde à vue à l'hôpital de Clamart. C'est là que, dimanche après-midi, un juge d'instruction de Nanterre est venu lui signifier sa mise en examen pour « tentative d'assassinats » avant qu'il ne soit écroué à l'hôpital du centre pénitentiaire de Fresnes.

Outre les soins que nécessite son état de santé, il devrait faire l'objet d'une expertise psychiatrique qui devrait permettre de comprendre pourquoi il a mis à exécution un projet qu'il ruminait depuis de longs mois, et si le film *Scream 3* a pu être le phénomène déclenchant de cette soudaine violence. Les psychiatres devront ainsi éclaircir la démarche criminelle de cet adolescent « triste », selon des témoignages du voisinage, qui ne s'était jusque là jamais montré brutal mais qui n'avait, semble-t-il, pas accepté la séparation de ses parents il y a un an.

Jean-Claude Pierrette



S N A P E I



soutenus par l'UNAPEI et l'UNASEA

Madame Martine Aubry,

Les publics défavorisés ne méritent-ils qu'un encadrement payé au rabais ?

Les associations employeurs du secteur social et médico-social qui accueillent et accompagnent par an plus de 1 200 000 personnes handicapées ou en difficulté, s'indignent du mépris dans lequel elles sont tenues.

Pour remplir leur mission d'intérêt général, elles emploient 180 000 professionnels compétents dont 20 000 cadres.

Depuis 10 ans, les associations employeurs négocient avec les partenaires sociaux des accords de travail afin de reconnaître les compétences et la responsabilité de leur encadrement.

Depuis 10 ans, elles se heurtent toujours à la même réponse négative du ministre en charge des Affaires sociales.

Dans ces conditions que penser, Madame la Ministre, de vos déclarations sur :

- les vertus de la négociation entre les partenaires sociaux ;
- l'importance de l'engagement du Mouvement associatif dans les actions de solidarité ;
- la prise en compte des situations d'exclusions ;
- l'engagement de qualité pour les services offerts aux usagers ?

Tous les efforts de modernisation et d'adaptation des institutions gérées par les associations se heurtent à l'immobilisme de votre administration.

Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

La Fédération des Syndicats Nationaux d'Employeurs
DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR PERSONNES INADAPTEES ET HANDICAPEES
7- 9 rue La Boétie 75008 Paris - Tél. : 01 43 12 19 19 - Fax : 01 43 12 52 94

Des soldats sud-coréens patrouillent le long des barbelés de la DMZ, la zone démilitarisée du 38^e parallèle qui sépare les deux Corées.

LA banlieue de la capitale n'a pas fini de s'étioler dans le paysage que déjà surgit, sur le bord gauche de l'autoroute, l'invention emblématique des conflits du XX^e siècle : le fil de fer barbelé, déroulé en frise méticuleuse au long des kilomètres. Un maillage dense, convaincant, fait pour durer.

Sur le bord droit de la route, une enseigne indique le site d'une exposition florale « mondiale ». Sur la hauteur, tournés vers « l'autre côté », de grands panneaux lumineux, en coréen : « Ici, terre d'opportunités », dit le premier. Des colonnes d'enceintes acoustiques hautes de trois étages sont là pour appuyer le message. Plus loin, un autre slogan, en ampoules rouges dans le paysage : « Nous avons dix millions de voitures. » Dans le pays « d'en face », certains se demandent quand viendra leur prochain repas.

Assise sur deux millions et demi de cadavres tous bords confondus, la « Zone démilitarisée » (DMZ, pour *Demilitarized Zone*) du 38^e parallèle, longue de 248 kilomètres à travers la péninsule coréenne, n'est pas un musée de la guerre froide, mais une réalité tangible. Depuis l'autre côté, les haut-parleurs continuent à clamer parfois : « Nous avons le meilleur système. »

Venant de Séoul, la signalisation routière montre en coréen et en anglais le chemin de Kaesong, la plus proche ville nord-coréenne sur le chemin de Pyongyang, capitale communiste. Cela fait un demi-siècle que cette destination est inaccessible. Une étrange alliance soviéto-chinoise l'a rendue hermétique en 1953, trois ans et un mois après le début du premier conflit armé de la guerre froide. Aujourd'hui, l'URSS est morte. La Chine, encore communiste sur le papier, utilise toujours son allié nord-coréen dans sa guerre des nerfs avec l'Occident. L'endroit reste scellé.

Le soldat de première classe Taylor, jeune Noir américain, officie pour un an au sein de la force internationale des Nations unies en qualité de guide pour visiteurs à l'aire de sécurité conjointe (JSA) de Panmunjom, le village où l'Histoire se figea en Corée le 27 juillet 1953. Il reconnaît, en termes décomplexés, la bizarrerie de la situation. « Cinquante ans [depuis le début de la guerre, le 25 juin 1950] et nous sommes toujours ici ! On aurait pu croire qu'ils se seraient réconciliés depuis tout ce temps... Le seul moyen de vivre dans cette atmosphère est de faire son boulot au quotidien et de ne pas trop penser. » Il a choisi et l'armée et la Corée, histoire de faire un passage militaire dans un pays lointain. Il n'a pas choisi Panmunjom. Son cousin est en Bosnie. « C'est différent ! Ici, c'est plus... stable ! » Et, aussi, c'est tout entier marqué par le grand affrontement idéologique du XX^e siècle. « In front of them all » (« Face à eux tous »), proclame la devise de Camp Bonifas, la dernière installation militaire des Nations unies en Corée du Sud avant d'atteindre la JSA, où se font face et se rencontrent les deux alliances militaires, ou ce qu'il en reste, depuis un demi-siècle.

« Eux tous », c'est-à-dire les communistes en armes de l'après-seconde guerre mondiale : Russes, Chinois et Nord-Coréens, mais aussi Polonais et Tchécoslovaques de l'époque. Dans la croisade, quinze nations, France comprise, se joignent à la contre-offensive américaine sous drapeau onusien. La guerre froide est finie, mais elles sont toujours là. Le moyen d'en sortir ? L'armistice de Corée n'a jamais été suivi d'une paix. L'URSS a eu d'autres chats à fouetter, la Chine n'a jamais vraiment lâché le morceau. Pour l'Amérique, ce fut une tête de pont impérial en Asie. La nature a horreur du vide. Résultat : l'impasse perdure.

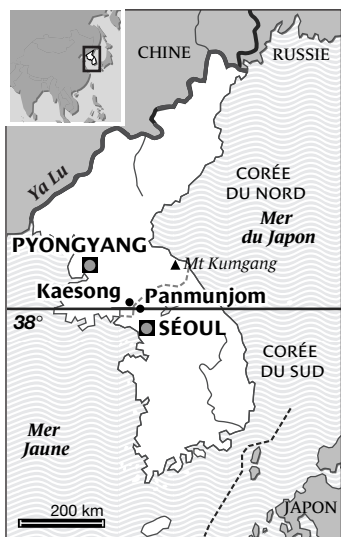
Du haut de Freedom House, bâtiment moderne sud-coréen, au toit en soucoupe, fait pour évoquer l'architecture traditionnelle, le tableau a un peu changé depuis les incidents à répétition qui ont fait craindre, dans le passé, un regain d'affrontements. En face, à une cinquantaine de mètres, le pavillon



A. SUJUNYU

1 ASIE : LES POINTS CHAUDS DE LA GUERRE FROIDE

Les barbelés de Panmunjom



Malgré la disparition de l'URSS, il existe encore en Asie des zones sensibles où la guerre froide perdure. De la frontière coréenne au sud de l'Himalaya en passant par le détroit de Formose, notre envoyé spécial Francis Deron est allé observer ces lieux d'une autre époque

stalino-chinois des années 1950 est toujours gardé par les Nord-Coréens en uniforme vert olive. Mais en bas, entre les deux, les baraquements installés sur la ligne de démarcation sont orphelins d'un des deux occupants d'origine. Il y a bien les « ROK soldats » en casque américain et Ray-Ban, figés dans leur position de taekwondo (art martial coréen), bras et jambes écartés, prêts à l'assaut. Mais devant eux, c'est le néant. Cela fait plus d'un an que les KPA (Korean People's Army) ne descendent plus prendre part au rituel. Crainte d'une défection en un lieu hautement médiatique où, en 1999, ont défilé 110 000 visiteurs officiellement comptabilisés comme « hôtes des Nations unies » ? « Ce n'est pas impossible », estime un sous-officier de l'armée sudiste. Personne ne sait trop ce qui se passe dans l'armée nordiste. Combien de temps se raccrochera-t-elle à ses symboles ?

CEUX-CI ne manquent pas. La statue de Kim Il-sung, le défunt « Grand Leader », 20 mètres de haut, non loin de la DMZ proprement dite. Visible par temps clair depuis un des postes d'observation où se succèdent les groupes de touristes, Japonais en tête. Et, plus visible encore, la tour métallique élevée au-dessus de Kumgang, le village nord-coréen le plus proche, pour faire flotter au vent le drapeau de la République populaire démocratique de Corée, étoile rouge dans un rond jaune sur fond rouge. A 160 mètres d'altitude, c'est le plus haut drapeau national du monde, une réponse de plusieurs dizaines de mètres supérieure au drapeau sudiste élevé peu auparavant dans le « village de la liberté »... Démonstration qui ne convainc guère les jours de pluie :

chargé d'eau, le drapeau du Nord est trop lourd pour être hissé.

« Combien de temps vont durer ces enfantillages ? », demande une universitaire du Sud. Elle ne veut pas être identifiée ; l'atmosphère est désormais bien détendue, mais il y a encore des sujets de conversation « délicats » pour une employée du gouvernement. Voilà deux ans seulement que cinq décennies de dictature ont laissé place, à Séoul, à un régime démocratique. « Pour ma génération, la question de la partition, de la guerre, de la DMZ, ne nous concerne pas au plan quotidien. Nous y pensons quand il y a un grand événement, une défection d'un dirigeant du Nord, une rencontre entre membres des gouvernements, ou un geste médiatisé comme quand le patron du conglomérat Hyundai fait passer un convoi d'aide à destination du Nord à travers Panmunjom. Mais ce n'est pas un sujet de préoccupation de tous les instants. Surtout depuis la crise financière [en 1997-1998], nous nous intéressons bien plus à savoir de quoi l'avenir économique sera fait, et quelle place nous pourrions y trouver. C'est une question d'emploi pour nous. C'est vital. » Alors, démobilisation ? Pas encore. Au Sud, le service militaire est obligatoire, rares sont ceux qui y coupent. Ce n'est pas du pantouflage : le frère de la jeune universitaire va passer trente mois sous les drapeaux, et « ce sera surtout de l'entraînement physique ».

Le premier lieutenant Kang, lui, est un peu atypique : étudiant en littérature, il s'est porté volontaire quand sa petite amie l'a quitté. Depuis, devenu instructeur politique, il a trouvé un sens à sa vie : la réunification coréenne. Son affectation, dit-il, l'a aidé à prendre conscience d'un enjeu. Il sert à la sortie de l'un des tunnels que les militaires du

fond du tunnel humide, se rassemblent pour boire (étape obligée) un gobelet d'eau de source baptisée « eau de la réunification » pour les besoins de la propagande. Dans l'autre sens, cette vieille dame, accompagnée d'une nièce, a fait halte à mi-chemin de la remontée en pente ardue et égrène en silence son chapelet de prières en pensant à son mari tué pendant la guerre.

DE son côté, l'instructeur n'a pas de doute. Son père s'est dit fier de lui quand il a proclamé son choix de l'armée. « Ma mère se demandait si je tiendrais le coup physiquement. Je lui ai dit : "Je peux." Je crois en mon pays, en mon peuple. Je vais travailler pour l'armée pendant dix ans. L'enseigne à la troupe que le Nord et le Sud forment un seul peuple. Je souhaite ardemment l'unification. » Il paraît presque trop en faire, mais bientôt se rattrape : « Le problème est que, maintenant, avec la crise et l'intervention du Fonds monétaire international [en 1998], la plupart des Coréens du Sud ne souhaitent pas tant que cela la réunification... Alors je dis à mes soldats : travaillons dur pour la réunification quand nous sommes sous les drapeaux, mais aussi par la suite. »

Voilà une vingtaine d'années, les plus chauds partisans sud-coréens de cette réunification se recrutaient à l'université de Séoul. Chez les jeunes gauchistes. Aujourd'hui, la plupart des étudiants sont rivés sur Internet et dépolitisés. « Il n'y a plus guère », affirme cet enseignant, qu'à l'université nationale de Séoul que

Assise sur deux millions et demi de cadavres tous bords confondus, la « Zone démilitarisée » du 38^e parallèle n'est pas un musée de la guerre froide, mais une réalité tangible

la rend plausible l'accusation sudiste (il fallait évacuer l'eau dans le processus de forage). Mais pourquoi avoir pris la précaution de noircir les parois à la fumée de charbon de bois ? « Pour prétendre qu'ils cherchaient à creuser dans une vieille mine », répond la propagande sudiste, précisant qu'il n'y a rien à extraire de ce sous-sol. La guerre froide laissera, en ces lieux, des questions sans réponse.

Curieux lieux, d'ailleurs, où se croisent un certain folklore touristique et une mystique de la souffrance individuelle. Un groupe de bruyants voyageurs coréens de Chine déboulent en bavardant au

blèmes. Nous voulons d'abord grandir. On parlera de réunification plus tard. »

A quel horizon ? Les deux universitaires ignorent le problème. Le premier lieutenant espère voir la réunification « durant [sa] vie ». Plus âgé, le chef de l'Etat élu en 1998, l'ex-dissident Kim Dae-jung, qui veut assouplir le Nord par la coopération économique, n'entend surtout pas faire de la réunification un objectif prioritaire. En 1999, quelque 170 000 touristes du Sud ont visité le mont Kumgang, en Corée du Nord, sous haute surveillance des troupes de Pyongyang, par arrangement spécial avec la firme sudiste Hyundai, qui se veut un pionnier dans la transformation en douceur du Nord. Ce sont des gens de la génération de la guerre froide, pour qui cette histoire tient encore une place majeure dans une vie.

Pour l'heure, le même clivage de générations n'apparaît pas du côté nordiste. « Il y a peut-être des désaccords en son sein, mais rien qui menace réellement la structure de commandement au sein du système nord-coréen », dit un haut responsable du ministère de la réunification à Séoul.

Le théâtre de la DMZ paraît appartenir à un autre âge. Le commerce entre les ports du Nord et ceux du Sud commence à prendre corps. Les missiles réduisent la probabilité d'un affrontement terrestre. Pourtant, la tension en surface ne s'est pas évanouie. En juin 1999, une flottille armée du Nord a provoqué un sérieux incident naval sur la côte ouest de la péninsule en franchissant la ligne maritime de démarcation. Le Nord a perdu au moins 30 hommes et un bâtiment de guerre. Pyongyang, qui ne reconnaissait pas cette ligne maritime de démarcation, a lancé, fin mars 2000, un sévère avertissement aux pêcheurs du Sud : ne pas franchir cette ligne.

La Corée du Sud est une des destinations les plus fréquentées du trafic aérien international. Sa carte aérienne montre à elle seule l'ampleur du problème. Dans les pays dont l'espace aérien est ouvert, aucun ne comporte autant de zones d'interdiction que le sud de la péninsule, ces espaces étant à l'usage exclusif des forces militaires coréennes et américaines. Le danger persiste bel et bien.

Francis Deron

PROCHAIN ARTICLE :
Hautes tensions dans l'Himalaya

Le traité Start II et la sécurité européenne

par Igor Ivanov

La ratification du traité Start II et de l'ensemble des accords de 1997 sur la défense antimissile par l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie constitue indubitablement un événement marquant non seulement pour notre pays, mais aussi pour la politique mondiale. Le nouveau président et le Parlement dans sa nouvelle composition ont témoigné sans la moindre ambiguïté de la ligne politique de principe suivie par la Russie et visant à abaisser encore le niveau des armements stratégiques offensifs, russes et américains, à condition que la stabilité stratégique soit maintenue.

La ratification a marqué l'aboutissement de discussions longues et tendues. Que ce soit au sein des structures de l'Etat ou de la société, tous étaient préoccupés par la question suivante : le traité Start II n'allait-il pas porter atteinte à la sécurité nationale de notre pays ? Au cours de l'étape finale, toute une série de facteurs supplémentaires sont venus compliquer encore le dossier. Il suffit de rappeler que la ratification a été mise en échec à deux reprises : par le début des bombardements de l'Irak à la fin de 1998, puis par le déclenchement des opérations militaires contre la Yougoslavie.

Mais l'élément essentiel, ce fut, naturellement, les plans qui ont vu le jour aux Etats-Unis et qui visent à la création d'un système national de défense antimissile. La naissance d'un système de ce type minerait, à notre avis, l'application du traité ABM (sur les missiles antimissile) de 1972 qui, comme cela est reconnu dans le monde entier, sert de base à la stabilité stratégique.

Le déploiement, par une seule partie, d'un système de défense antimissile, ce que ce traité interdit, affaiblirait le facteur de dissuasion dont dispose la partie adverse. Pour l'empêcher, cette dernière sera contrainte de prendre des mesures complémentaires en vue de créer des moyens offensifs nouveaux, plus performants, capables de déjouer n'importe quel système ABM. C'est pourquoi il existe un lien direct entre les traités Start I et II et le traité ABM. C'est ce qu'ont confirmé, une nouvelle fois, les accords russo-américains consacrés aux questions de la défense antimissile, accords conclus à New York en 1997 et prévoyant la création de

certain mécanismes pour parer à tout contournement du traité ABM. Pour la Russie, le traité ABM n'est pas moins important que l'accord sur les armements stratégiques offensifs. C'est bien pourquoi nous avons déclaré, lors de la ratification du traité Start II que, en cas de violation du traité ABM, nous ne serions plus liés, à notre tour, par les limitations découlant du traité Start II. D'ailleurs, les traités Start I et Start II renferment des dispositions particulières qui permettent à leurs membres de sortir de ces accords si les intérêts nationaux suprêmes du pays étaient mis en péril.

Les arguments des Américains en faveur du déploiement d'un système ABM limité nous semblent, eux aussi, peu convaincants. Il est difficile de comprendre les craintes exprimées par une puissance qui est la plus grande sur le plan militaire, nucléaire tout particulièrement, concernant l'éventualité d'une agression par des missiles nucléaires lancés par des pays tiers qui seraient suppo-

Si Washington déploie un système ABM, même limité, mais bien réel, Moscou, naturellement, sera contraint de prendre des mesures en retour. Elles ne seront pas symétriques, mais parfaitement efficaces

sés être en mesure d'acquiescer le potentiel *ad hoc* d'ici une dizaine d'années.

Mais s'il en est réellement ainsi, ce dont nous doutons fortement, il est aussi possible, sans miner le traité ABM, de mobiliser les efforts internationaux, de trouver des moyens efficaces pour faire échec à une menace de cet ordre. Il pourrait s'agir d'une pression sur les « fauteurs de troubles » potentiels exercée par la communauté internationale en usant des mécanismes de l'ONU, par les organisations régionales internationales ou les leviers bilatéraux d'influence et de dissuasion.

En outre, les Etats-Unis et la Russie peuvent, conjointement avec les autres Etats, intensifier leurs efforts en vue d'élaborer ce qu'il est convenu d'appeler un système global de contrôle de la non-dissémination des missiles et des technologies de missiles. Des di-

zaines d'Etats, les grandes puissances européennes détentrices de missiles militaires s'y montrent intéressés.

Mais si les Etats-Unis déploient un système ABM, même limité mais bien réel, la Russie, naturellement, sera contrainte de prendre des mesures en retour. Elles ne seront pas symétriques, mais parfaitement efficaces. Ce ne sera toutefois pas notre choix. La destruction du traité ABM aurait des incidences néfastes pour la stabilité stratégique, et avant tout pour la sécurité européenne.

Premièrement, elle renforcerait considérablement la suspicion et la méfiance dans les relations entre les grandes puissances sur le plan militaire, et donc le caractère imprévisible de leurs initiatives, le risque que surgissent des conflits armés.

Deuxièmement, elle impulserait une nouvelle spirale de la course aux armements. Toute la construction de la stabilité stratégique est faite d'une série d'éléments liés entre eux. L'un d'entre eux est le

traité conclu en 1987 par l'URSS et les Etats-Unis sur les missiles de courte et moyenne portée, qui ont été retirés du territoire des Etats européens.

L'apparition d'une compétition dans le domaine des armements stratégiques offensifs pourrait causer un préjudice irréparable au traité sur les missiles de courte et moyenne portée. Des moyens destructeurs d'emport de charges nucléaires feraient de nouveau leur apparition sur le sol européen.

Troisièmement, la situation instable concernant les armements nucléaires pourrait aussi se refléter de manière funeste dans le domaine des armements conventionnels. Le traité sur les armements conventionnels en Europe pourrait s'en trouver ébranlé, ainsi que le document de Vienne sur les mesures de confiance dans le domaine militaire.

D'un autre côté, la poursuite du

maintien de la stabilité stratégique entre les Etats-Unis et la Russie pourrait signifier pour l'Europe le maintien d'une situation stable et prévisible pour ce qui concerne les moyens nucléaires de moyenne portée et les armes nucléaires tactiques. La vulnérabilité réciproque des territoires des deux pays, garantie par le traité ABM, permet d'exclure le continent européen de la sphère de dissuasion nucléaire et de continuer d'avancer sur la voie de la consolidation des régimes européens de contrôle des armements.

L'entrée en vigueur du traité Start II donnera le feu vert aux négociations sur les Start III, qui prévoient de nouvelles réductions des armements stratégiques offensifs des Etats-Unis et de la Russie. Nous pensons qu'il conviendrait de ramener leur nombre à 1500 charges stratégiques pour chacune des parties, au lieu des 3000-3500 unités autorisées par les Start II.

Une telle réduction des armements stratégiques constituerait une contribution de poids à la solution du problème de la non-prolifération des armements nucléaires à l'échelle universelle. L'intention de la Russie et des Etats-Unis de poursuivre leurs négociations sur la réduction de leurs armements stratégiques offensifs ne peut qu'être approuvée par les participants à la conférence sur l'examen de l'action du traité de non-prolifération, qui se tiendra à la fin du mois d'avril. D'autant plus que les puissances nucléaires se sont engagées en ce sens en vertu de l'article VI de ce traité.

Le traité Start II ayant été approuvé par l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, son entrée en vigueur dépend désormais des Etats-Unis, qui doivent encore accomplir leur bout de chemin au niveau de la ratification. L'opinion des Européens, qui ne peuvent pas ne pas avoir intérêt à soutenir la sécurité et la stabilité sur leur continent et dans le monde en général, revêtira, elle aussi, une grande importance pour l'avenir de ce traité.

Igor Ivanov est ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Traduit du russe par le service d'information de l'ambassade de Russie à Paris.

Veut-on détruire le peuple irakien ?

par Sami Nair

COMBIEN faudra-t-il de temps pour prendre conscience de la destruction du peuple irakien ? En adoptant, le 13 avril, une résolution demandant la levée conditionnelle de l'embargo et condamnant les bombardements que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne infligent aux Irakiens, au mépris de la légalité internationale, le Parlement européen a voulu attirer l'attention sur ce désastre humain. Oui, bientôt dix ans d'embargo ! Dix ans que le peuple irakien est soumis, sous couvert du Conseil de sécurité, à l'impitoyable politique de l'hyperpuissance américaine.

On connaît le tableau de chasse : doublement de la mortalité infantile (l'Unicef évoque un demi-million d'enfants de moins de cinq ans morts des suites de l'embargo) ; développement sans précédent de la malnutrition (quatre enfants sur cinq sont touchés) ; baisse dramatique de la scolarisation (100 % des jeunes étaient scolarisés avant 1991, la moitié aujourd'hui) ; destruction des infrastructures sanitaires, urbaines, industrielles ; isolement culturel tragique du peuple irakien vis-à-vis du reste du monde.

Ce ne sont pas, pourtant, les cris d'alarme qui manquent. Pendant ce temps, les bombardements continuent, sans autorisation du Conseil de sécurité. Bilan : cent soixante-quinze morts civils et plus de cinq cents blessés depuis 1998. Pas plus tard que le 6 avril, la sortie américano-britannique s'est soldée par quatorze morts et dix-neuf blessés. Réagissant immédiatement, Nelson Mandela, Prix Nobel de la paix, a durement condamné ces raids, accusant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de se comporter en « *gendarmes du monde* » et d'introduire « *le chaos dans les affaires internationales* » en se plaçant au-dessus de la légalité de l'ONU (The Guardian du 5 avril). La France, « *consternée* », a qualifié ces bombardements « *d'inutiles et de meurtriers* », ajoutant significativement : « *La persistance de ces tensions ne permet pas d'établir une atmosphère favorable à la mise en œuvre des objectifs du Conseil de sécurité.* »

En effet. Car tout se passe comme si, face au refus de plus en plus ferme de la Chine, de la Russie et de la France d'obtempérer à leur politique au sein du Conseil de sécurité, les deux autres membres cherchaient systématiquement une confrontation sur le terrain pour empêcher un accord politique avec le gouvernement de Bagdad. Plus grave, des observations avertissent que, si les Irakiens refusent le dernier programme d'action de l'Unmovic (Commission de surveillance, de vérification et d'inspection des Nations unies), présenté par Hans Blix, on assiste à une attaque massive contre l'Irak. Les bombardements banalisés de ces derniers mois ne seraient ainsi qu'une préparation psychologique à une guerre plus meurtrière encore.

Le conflit avec le gouvernement irakien est bien sûr très complexe. Les Etats-Unis prétendent que, concernant le désarmement de l'Irak, la résolution 687 n'est pas entièrement satisfaite. Ce n'est pas le point de vue de la plupart des diplomates chargés du dossier à l'ONU, non plus que celui de la Chine et de la Russie. La France soutient qu'on ne pourra jamais parvenir à une certitude absolue sur le désarmement, sachant que l'essentiel a effectivement été détruit et que ni les armes chimiques ni le dispositif nucléaire ne sont plus à la portée des Irakiens.

Il est impossible pour le gouvernement irakien de prouver qu'il dit la vérité sur tout, de même qu'il est impossible, pour les Occidentaux, de prouver qu'il ment lorsqu'il s'agit de détails invérifiables. S'appuyant sur des interprétations toujours renouvelées des termes des diverses résolutions de l'ONU (687, 688, etc.), les Etats-Unis font reculer indéfiniment toute possibilité de négociations directes avec le régime de Bagdad. C'est pourquoi on peut légitimement se demander s'ils n'ont pas, en réalité, confisqué ce

conflit pour en faire un instrument de leur stratégie de domination unipolaire. Il suffit, pour conforter un tel soupçon, de suivre leur attitude à l'égard du programme « *pétrole contre nourriture* ». A travers celui-ci, ils maîtrisent et régulent le marché pétrolier. Ce n'est pas un hasard si la résolution 1293 du Conseil de sécurité, votée le 31 mars, autorise l'Irak à doubler, en pleine période de flambée des prix du pétrole, la somme annuelle allouée à la réparation de son industrie pétrolière. Mieux, ce contrôle ne porte pas seulement sur la production irakienne mais aussi, à travers la menace d'un retour irakien sur le marché pétrolier, sur celles des pays de l'OPEP. On comprend alors pourquoi, lorsque le gouvernement américain a demandé à ceux-ci, fin mars, d'augmenter leur production pour faire baisser les prix, il a obtenu si rapidement satisfaction. On peut parier que, dès que les Etats-Unis auront réussi à imposer leurs conditions pour la gestion future des gisements pétroliers irakiens, ils assoupliront et même lèveront l'embargo.

On peut légitimement se demander si les Etats-Unis n'ont pas confisqué ce conflit pour en faire un instrument de leur stratégie de domination unipolaire

En attendant, la population est châtiée dans l'indifférence, pour un crime qu'elle n'a pas commis. Pourquoi les apologistes des droits de l'homme, les activistes de la bonne conscience, les colporteurs du droit d'ingérence humanitaire, sont-ils si silencieux face à cette tragédie ? Est-ce parce que l'opinion publique, chauffée à blanc par dix ans de propagande, interpréterait toute commiseration pour le peuple irakien comme une coupable complicité avec Saddam Hussein ? Ou est-ce plutôt – je pèse mes mots – parce que la haine pour le monde arabe, proportionnelle au poids du pétrole dans la richesse mondiale depuis plus d'un siècle, est tellement enracinée dans les consciences que la nation irakienne, laïque et moderne, ne mériterait d'autre sort que les bombardements et l'indifférence ? J'avoue ne pas savoir choisir dans ce dilemme macabre.

La colère contre l'Occident est à son comble en Irak, renforçant un pouvoir qu'on prétendait affaiblir. L'intégrisme islamique, soutenu en sous-main par les puissances voisines, se répand insidieusement dans les couches les plus vulnérables de la population. Au Nord, la minorité kurde, après avoir été encouragée par les puissances occidentales au début des années 1990 à se révolter avec les armes, est aujourd'hui abandonnée à son sort. C'est que les « *stratégues* » occidentaux, une fois l'Irak vaincue, découvrent que l'indépendance du Kurdistan irakien peut entraîner une déstabilisation de toute la région.

Enfin, l'opposition démocratique à Saddam Hussein, faible, prise entre la solidarité d'avec les souffrances des populations et la lutte contre le régime, est paralysée. Reste l'action internationale. Le moment est venu de dire clairement que l'alliance conclue pendant la guerre du Golfe n'a plus aucun sens. Elle confine désormais à la complicité dans le crime contre l'humanité. Il faut exiger la levée de l'embargo : c'est la survie de tout un peuple, et non de ses dirigeants, qui est menacée.

Sami Nair est professeur d'université et député européen.

ONU : le diktat des Etats-Unis

par Paul Quilès

JESSIE HELMS, sénateur américain, président de la commission des affaires étrangères, a pris la parole le 18 janvier devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour lui faire connaître à quelles conditions les Etats-Unis étaient prêts à remplir leurs obligations financières à l'égard de l'ONU et, plus largement, à lui apporter leur soutien. Pour M. Helms, ce qui va de soi pour tout autre Etat représenté à l'ONU – remplir de bonne foi les obligations assumées aux termes de la Charte – ne s'applique pas aux Etats-Unis. Il considère que, dans le système juridique américain, la Charte des Nations unies n'a pas plus de valeur qu'une loi simple. Ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire.

Il est surprenant que cet événement, pourtant qualifié de « *sans précédent* », voire d'« *historique* », par la presse américaine, n'ait pas davantage retenu l'attention de l'opinion publique, en France en particulier, et soit pudiquement minimisé par les chancelleries. Peut-être les diplomates veulent-ils se persuader que l'exécutif américain ne tiendra pas compte des injonctions du Congrès. Mais c'est sous-estimer l'équilibre des pouvoirs à Washington. Le président des Etats-Unis n'est pas seul à définir la politique étrangère américaine.

Le Congrès, et tout particulièrement le Sénat, détient en ce domaine de très grands pouvoirs d'influence ou de blocage. Dès lors qu'elles sont en mesure de surmonter le veto du président par une majorité des deux tiers, plus facile à réunir qu'on ne le pense généralement, les Chambres ont le pouvoir de refuser seules tout paiement aux Nations unies. Elles pourraient même provoquer le retrait des Etats-Unis de l'Organisation mon-

diale ; le sénateur Helms en a explicitement agité la menace en invoquant le précédent du rejet américain de la Société des nations (SDN).

Il serait faux de considérer ce pouvoir comme théorique. C'est depuis le milieu des années 1980 que le Congrès a commencé à réduire unilatéralement la contribution des Etats-Unis au budget de l'ONU et c'est depuis cette date que la dette américaine à l'égard des Nations unies ne cesse de croître. Le président Clinton a dû trouver un compromis avec le Congrès pour permettre le paiement de 926 mil-

L'hyperpuissance américaine s'estime en droit d'agir seule, quand elle le veut, comme elle le veut

lions de dollars sur une dette américaine de près de 1,7 milliard de dollars. Mais ce compromis repose sur l'acceptation d'une large part des conditions du Congrès, qui exige, en préalable à tout déboursement, une réduction unilatérale (de 25 à 22 % pour le fonctionnement de l'ONU proprement dit et de 30,4 à 25 % pour les dépenses de maintien de la paix) de la contribution américaine.

Derrière ce débat budgétaire, une difficulté de fond se profile, que M. Helms n'a pas manqué d'énoncer dans toute sa clarté : les Etats-Unis refusent le principe de base de toute organisation mondiale de la sécurité collective, c'est-à-dire la reconnaissance d'une légitimité supérieure à celle des Etats en matière de maintien de la paix et de préven-

tion des conflits. Avec sa franchise habituelle, M. Helms a tout simplement déclaré au Conseil de sécurité que « *le peuple américain n'accepterait jamais la compétence que revendique l'ONU d'être la seule source de légitimité pour l'usage de la force* ». Il a soutenu la thèse d'un pouvoir illimité et incontrôlé d'intervention militaire des Etats et, au premier chef, des Etats-Unis, dès lors qu'ils sont démocratiques et que leur cause est celle de la liberté. Une citation de son discours suffit à montrer tous les risques de cette attitude. « *C'est une idée fantaisiste de croire que les peuples libres ont besoin de rechercher l'approbation d'une organisation internationale (dont certains des membres sont des dictatures totalitaires) pour soutenir des nations qui luttent pour briser les chaînes de la tyrannie et réclamer les droits inaliénables qu'elles tiennent de Dieu.* »

L'hyperpuissance américaine s'estime en droit d'agir seule, quand elle le veut, comme elle le veut. Les autres Etats, lorsqu'ils entendent respecter les règles du jeu de la vie internationale – ce qui est le cas aujourd'hui de la très grande majorité d'entre eux –, acceptent tacitement la situation que la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, présente comme une évidence : les Etats-Unis sont la nation indispensable.

Cet état de choses m'est apparu, ainsi qu'à plusieurs de mes collègues parlementaires, à des chercheurs et à des responsables d'organisations non gouvernementales comme très inquiétant. Le secrétaire général des Nations unies m'a aussi confirmé, lors d'un récent entretien, qu'il était préoccupé. Si nous laissons les choses suivre leur cours, le risque est grand que les Etats-Unis, en cherchant à imposer leur volonté, suscitent de la part de pays comme la Russie ou la Chine,

ou d'autres encore, des attitudes de défiance de plus en plus prononcées. Refus américain de la sécurité collective. Recherche de solutions de force par un nombre croissant d'Etats. Intensification et généralisation des conflits (pensons à Grozny, première ville européenne rasée depuis 1945). Ce scénario ne vous rappelle-t-il pas quelque chose ? N'allons-nous pas revivre le drame de l'impuissance de la SDN ?

L'organisation collective de la sécurité à l'échelle mondiale est un impératif absolu. Le progrès qu'a représenté l'adoption de la Charte des Nations unies, au moment de la victoire sur les régimes de barbarie et de négation de la personne humaine, en vue de préserver « *les générations futures du fléau de la guerre* », ne doit pas être remis en cause. Il devient indispensable de travailler à une réforme de l'ONU, pour la rendre plus représentative, plus transparente, plus efficace. Une mobilisation de l'opinion européenne et, au-delà, mondiale, s'impose pour fixer cette perspective à nos gouvernements. C'est pour cette raison que nous avons proposé, dans une lettre ouverte au secrétaire général des Nations unies, des orientations de réforme. Notre initiative a été relayée à l'Assemblée nationale par une soixantaine de députés, qui ont fondé un groupe d'études sur la prévention des conflits et le maintien de la paix.

Trop de signes inquiétants s'accumulent, même en Europe, que l'on croyait préservée par la mémoire. Il est temps d'agir pour donner à l'ONU les moyens d'arrêter la contagion de la guerre et de tarir les sources de la barbarie.

Paul Quilès est président (PS) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0 803 022 021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Iran en danger

A l'image du pays, vieille terre ethniquement composite, la scène politique iranienne est un puzzle de pouvoirs et contre-pouvoirs aux agencements complexes. Mais la bataille qui se déroule aujourd'hui en Iran est assez simple. Et décisive pour l'avenir de la République islamique.

Elle aligne, d'un côté, les partisans du changement. Ils veulent faire évoluer un pays paralysé par l'héritage – ou l'interprétation qui en est faite – de la révolution islamique, celle qui, en 1979, mit fin au régime du Shah pour lui substituer celui du clergé chiite. En gros, ceux-là se retrouvent derrière le président élu, le réformateur Mohamad Khatami. Ils s'opposent au camp dit des conservateurs, rassemblés derrière le « Guide » spirituel du pays, l'ayatollah Ali Khamenei. D'un côté comme de l'autre, on est, souvent, entre religieux mais, si elle se mène dans un jargon qui sollicite l'islam à tort et à travers, la bataille qu'ils se livrent est purement politique. C'est un affrontement pour le pouvoir qui peut dégénérer à tout moment.

Il est entré dans une phase aiguë. Après avoir obtenu la présidence de la République, les réformateurs ont remporté, le 18 février dernier, une écrasante victoire au premier tour des élections législatives. Ils sont en passe de priver les conservateurs d'un levier de pouvoir essentiel : le Majlis, le Parlement.

Mais les conservateurs refusent le verdict des urnes. Ils multiplient les provocations, comme s'ils tentaient une manière de coup d'Etat rampant contre le choix des électeurs. Ils utilisent la justice, encore largement entre leurs mains. Ces dernières 48 heures, ils ont fait fer-

mer huit quotidiens et au moins cinq périodiques proches du président ou de la mouvance réformatrice. Ils ont fait emprisonner certains des plus talentueux journalistes et des plus courageux directeurs de journaux. Ils veulent écraser une presse écrite, riche et diverse, qui reflète les aspirations d'un pays jeune, dont plus de la moitié des habitants sont nés après la révolution et ne supportent plus l'abrutissant étouffoir qu'une partie de la hiérarchie religieuse impose à l'Iran.

Dans la République islamique, chaque organe de pouvoir a son double. Si le ministère de l'intérieur est tenu par un partisan du président, l'organisation des élections lui échappe largement. Le choix des candidats, la validation des résultats appartiennent à des structures contrôlées par les conservateurs. Ils n'ont cessé ces dernières semaines de les utiliser pour annuler, contester les résultats du premier tour. La date du second tour est repoussée de jour en jour.

Les conservateurs veulent briser net une évolution politique qui, année après année, les marginalise ; elle manifeste leur isolement dans l'Iran d'aujourd'hui. Elle les condamne, à plus ou moins brève échéance. Même en gardant nombre de legs de la révolution, l'Iran veut s'ouvrir, renouer avec l'Ouest, faire sentir le poids d'un pays riche de plus de 60 millions d'habitants, aux talents multiformes et qui bout sous les frustrations accumulées ces dernières années. La situation recèle un potentiel de violences non négligeables. En bloquant le verdict des urnes, les conservateurs prennent le risque d'une explosion.

« UNE HIRONDELLE fait-elle le printemps ? »

Tel est le titre de la dernière livraison de l'*Ukrainian Economics Trends*, un document mensuel rédigé par l'équipe du Centre d'analyses économique et juridique européen-ukrainien, basé à Kiev, qui travaille avec le gouvernement dans le cadre du programme européen Tacis. Pour ces macro-économistes, les évolutions récentes de l'économie ukrainienne confirment l'amélioration du produit intérieur brut (PIB) depuis janvier 1999. Les bons résultats des deux premiers mois de 2000, en croissance de respectivement 3,4 % et 6,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, indiquent un retournement de la tendance observée entre 1995 et 1998. Mais si ces chiffres font espérer la reprise d'une croissance

durable, les autres indicateurs prêtent moins à l'optimisme, notent les experts : le chômage augmente, les salaires réels sont en dessous du niveau de 1999 et les signes observés sur les prix à la consommation sont préoccupants.

L'année 1999 a été marquée par une certaine reprise de la production industrielle (+ 8,3 %), après huit années consécutives de récession. Mais le PIB avait baissé de près de 65 % de 1990 à 1998, le plus mauvais résultat de l'ex-URSS. L'inflation, qui s'est élevée à 19,2 % en glissement annuel, est pratiquement inchangée depuis 1998. La hausse des prix demeure encore très importante, en dépit d'une politique monétaire qui s'est voulue restrictive. Le déficit budgétaire n'a pas dépassé 1,8 % du PIB, selon le ministère ukrainien des finances. Ce

chiffre, qui ne prend pas en compte les arriérés de salaires du secteur public et les retards dans le versement des retraites (dont le total représente 5 % du PIB), sous-estime la gravité de la situation financière. Les impôts impayés correspondent à plus de 17 % des recettes budgétaires programmées.

L'affaiblissement de la monnaie s'est accéléré, après le choc de la crise financière russe de 1998. Il s'est amplifié à partir de l'été 1999 en raison, notamment, des achats de devises convertibles par les compagnies de distribution d'hydrocarbures pour faire face à la hausse du prix du pétrole. Depuis cette date, la Banque centrale a suspendu ses interventions pour soutenir la monnaie qui s'est dépréciée de 34 % par rapport au dollar en 1999 après une chute de 44 % l'année précédente.

Le niveau de vie de la population s'est encore dégradé. Le salaire réel n'a pas dépassé l'équivalent de 28 dollars par mois à la fin 1999, contre 45 dollars en 1998. Selon la Banque mondiale, près des deux tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté. Les conditions de santé et d'hygiène d'une grande partie des ménages se sont détériorées. La croissance démographique est restée négative (la population est à peine supérieure à quarante-huit millions en 1999, contre plus de cinquante et un millions trois ans plus tôt). Le taux de chômage officiel, qui ne dépasse pas 4,2 %, est très inférieur aux estimations proches de 25 %, relevées par les experts internationaux.

ÉCONOMIE SOUTERRAINE

Toutefois, l'économie souterraine a permis de limiter les effets de la récession. Le troc représenterait environ un tiers des échanges interentreprises. La dollarisation de l'économie est frappante : proche de 9 milliards de dollars, soit un quart du PIB. Les échanges commerciaux ont encore chuté par rapport à 1998. Les importations ont diminué en valeur de plus de 30 % et les exportations de près de 19 %, suite notamment au recul des achats réalisés par la Russie, principal partenaire de l'Ukraine. Compte tenu de la faiblesse des rentrées de devises et de l'absence de prêts internationaux, les réserves de change sont particulièrement basses (1,2 milliard de dollars fin 1999) alors que l'Ukraine doit faire face en 2000 et 2001 à de grosses échéances de sa dette extérieure qui s'élève à 12,5 milliards de dollars, soit environ 54 % du PIB.

Pour 2000, le gouvernement s'est fixé un objectif de finances publiques très ambitieux, voté à la mi-février par les députés. Fondé sur une croissance de 1 % et une inflation de 16 %, alors que la hausse des prix a dépassé 25 % au mois de février dernier, il prévoit un budget en équilibre. S'agissant des réformes, le processus de privatisation – il toucherait actuellement, selon la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), 55 % de l'économie – se heurte aux lourdeurs de l'administration et à l'opacité des opérations de cessions d'actifs. Les investissements étrangers en cumul depuis 1991 ne dépassent pas 3 milliards de dollars, contre plus de 21 milliards de dollars dans la Pologne voisine.

Babette Stern

Rêve inavoué par Brian Cronin



Les droits de l'homme en panne à l'ONU

Suite de la première page

L'association rappelle que s'il avait fallu attendre un consensus, nombre de textes fondamentaux des Nations unies n'auraient peut-être jamais vu le jour.

La gageure est peut-être de laisser des Etats, eux-mêmes partie prenante, régler par consensus ou même par vote les atteintes aux droits de l'homme. Lucide, un ambassadeur africain reconnaît que le vote des résolutions est « d'abord une affaire politique, tribulaire de motivations n'ayant souvent pas grand-chose à voir avec les droits de l'homme ». La tentation est grande pour certains d'utiliser ces débats à des fins propres, et la plupart des membres ne s'en privent pas. Par crainte affichée de manipulation ou d'instrumentalisation, d'aucuns préfèrent s'abstenir ou s'absenter.

Plus encore que d'ordinaire, les discussions autour de la Chine ont souligné le malaise et le cynisme des politiques. Dans ces conditions, il n'est guère difficile de concocter d'étranges alliances, où la collusion d'intérêts prend le pas sur toute autre considération. Sinon, comment comprendre une coalition formée notamment par le Burundi, le Congo, Cuba, l'Indonésie, le Maroc, le Nigeria, le Pérou, Qatar, le Soudan, sans oublier le Pakistan ni la Russie, volant au secours de Pékin ? La situation géographique du Népal et du

Bhoutan peut à la rigueur expliquer qu'ils plient devant un trop puissant voisin, tandis que certains – comme l'Argentine, le Chili ou le Mexique – ont choisi de ne pas choisir.

Difficile aussi d'être à la fois juge et partie. Parmi les pays qui ont rejeté la manœuvre chinoise, tous ne sont pas des enfants de cœur : les Etats-Unis, à l'origine de la résolution, traînent la casse-rolle de la peine de mort, mais le Congrès américain s'appête à se prononcer sur l'adhésion de Pékin à l'Organisation mondiale du commerce, et la campagne pour l'élection présidentielle bat son plein. D'où la nécessité de donner quelques gages à une opinion publique qui demande parfois des comptes. Prudent, le président Clinton a brillé par son silence dans cette bataille. Quant à l'Union européenne, elle ne s'est guère engagée, tout en devant admettre les limites de son « dialogue constructif ».

Dans ces petits jeux de coulisse, la cruelle réalité des droits de l'homme bafoués à travers le monde paraît souvent bien loin. Bien sûr, plusieurs régimes autoritaires – l'Afghanistan, la Birmanie, l'Irak, le Burundi ou la Yougoslavie – ont été condamnés, mais de quelle influence disposent-ils ? Tandis que des membres du Conseil de sécurité, comme la Chine, la Russie ou les Etats-Unis, ne manquent pas de moyens pour manœuvrer à leur guise. C'est aussi de ces disparités que pâtissent les travaux de la Commission. Et il aura fallu un rapport d'Amnesty International pour attirer enfin l'attention sur les abus commis en Arabie saoudite. Malgré des témoignages accablants, Ryad a échappé à toute sanction et vient même de faire acte de candidature à la Commission des droits de l'homme.

Mise en cause pour ses opérations en Tchétchénie, la Russie a réussi à temporiser pour s'épargner une résolution trop contraignante.

Déjà Moscou avait pu retarder le débat en autorisant début avril une brève incursion à Grozny de la haut-commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson. Ensuite, la délégation russe avait vivement critiqué les conclusions du rapport de M^{me} Robinson, qui avait réclamé la création d'une commission nationale d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les allégations d'atrocités en Tchétchénie.

ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS

L'idée a été reprise dans le projet de résolution que s'est finalement décidée à déposer l'Union européenne pour faire pression sur Moscou. Alors que la Commission devait se prononcer le 18 avril, le vote a été ajourné d'une semaine, afin d'amener les Russes à accepter une simple déclaration du président de la Commission, qui serait adoptée par consensus, une solution moins embarrassante qu'un vote pour Moscou. Echange de bons procédés, seule la Chine a

ouvertement pris la défense de la Russie, en condamnant « toute ingérence dans les affaires intérieures » et en soutenant « la répression du séparatisme ».

Les carences du fonctionnement de la Commission avaient été évoquées par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dans son discours prononcé le 4 avril en Assemblée plénière. Au-delà des formules d'usage, il avait invité ses auditeurs à « faire davantage et mieux pour combler le fossé qui sépare le droit de la réalité ». Rappelant les membres de l'ONU à leurs obligations, il avait fort opportunément déclaré que « les droits de l'homme sont universels et que leurs violations ne sont plus considérées comme relevant des affaires intérieures des Etats ». Et d'ajouter : « Là où toute opinion dissidente est interdite, où l'expression n'a pas libre cours, où la diffusion des idées et les échanges de vues sont limités par la force, le bien-être humain et la prospérité sont menacés, et les risques de conflits plus fréquents. » Reste à traduire ces fortes paroles dans la réalité...

Jean-Claude Buhner

RECTIFICATIF

MAGISTRATURE

Le directeur des services judiciaires du ministère de la justice est Bernard de Gouttes, et non Régis de Gouttes comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* des 24 mars et 21 avril. Ce dernier est avocat général à la Cour de cassation.

PRÉCISION

ANTHROPOLOGIE

Partie civile ayant obtenu la condamnation pour diffamation de Jacques Guyard, député (PS) et

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Directeur artistique : Dominique Roynet

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon (Editoriaux et analyses) ;

Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ;

Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ;

Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pliatoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;

partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les partisans de l'école libre se mobilisent

DANS quatre villages de l'ouest de la France, Pontmain, Le Folgoët, Saint-Laurent-sur-Sèvre et Châteauneuf-Lavallière, ont eu lieu, dimanche, d'importants rassemblements organisés par les associations de parents d'élèves des écoles libres de l'Ouest.

A Saint-Laurent-sur-Sèvre, « ville sainte » de la Vendée, soixante mille pères et mères de famille, venus en autocar de quatre départements, s'entassent dans un pré au bord de la Sèvre devant une tribune portant la devise : « Justice, Dieu, liberté. » Les évêques de Nantes, de Poitiers, de Luçon, d'Angoulême et d'Angers, et le directeur national de l'enseignement libre étaient présents, approuvant les orateurs qui réclament de l'Etat les moyens financiers d'exercer effectivement la liberté de l'enseignement.

Les dirigeants des parents

d'élèves sont décidés aujourd'hui à passer à l'action : estimant que « si l'Etat ne nous donne pas son argent, nous n'avons qu'à garder le nôtre », ils recommandent aux parents, par la voix du secrétaire général, M. Bouyer, de suspendre le paiement de leurs impôts jusqu'à ce que le gouvernement se décide à chercher sérieusement une solution au problème scolaire.

Le mot de chouannerie vient vite à l'esprit dans ce pays. Aussi les dirigeants des parents d'élèves ont-ils bien pris soin de préciser qu'il ne s'agissait que d'un « solennel avertissement » et se sont-ils abrités derrière la caution du clergé ; elle leur a été donnée de bonne grâce par Mgr Cazaux, évêque de Luçon, qui a précisé que cette décision lui paraissait « légitime ».

N. Jacquemont

(25 avril 1950.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)

ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60

Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

DÉCORATIONS

Alain Decaux est élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur

LES NOMINATIONS, promotions et élévations de Pâques dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au *Journal officiel* du dimanche 23 avril.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* : Jean-Jacques de Bresson, conseiller d'Etat honoraire, président national de l'Association des médaillés de la Résistance française ; Alain Decaux, ancien ministre, historien, membre de l'Académie française ; Jacques Dewarte, universitaire, fondateur de l'association Moderniser sans exclure.

Sont promus *commandeurs* : Jean-Claude Arousseau, préfet honoraire ; Francine Best, née Postaire, présidente d'associations éducatives ; Jacqueline Pineton de Chambrun, née Retournée, membre de la commission consultative des droits de l'homme ; Georges Fraize, vice-président d'un consortium international ; Jacky Weill, conseiller auprès du président d'une société ; Jacques Dermagne, président du Conseil économique et social ; Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française ; Jean Frézal, médecin honoraire des Hôpitaux ; Georges Mathé, praticien hospitalier honoraire, consultant en oncologie ; Pierre Clerget, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; Hélène Ahrweiler, née Glykatzki, professeure des universités honoraire ; Jean-Baptiste Donnet, professeur émérite à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse ; François Scheer, ambassadeur de France ; Stanley Hoffmann, titulaire de la chaire de civilisation française à l'université Harvard (Etats-Unis) ; Jacques Georges, vice-président du comité exécutif de l'Union européenne des associations de football ; Christiane Scrivener, née Fries, ancienne ministre, ancienne commissaire européenne ; Jean Alleaume, ingénieur en chef du génie maritime ; le Père Cordier, président de la Confédération na-

tionale des anciens combattants français évadés de France et des internés en Espagne ; Michel Rousselot, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire ; Evelyne Sullerot, née Hammel, écrivain, cofondatrice du Mouvement français pour le planning familial ; Andrée Chedid, née Saab, écrivain ; Jean Donzier, ancien président d'une entreprise florale ; Amédée Bouquerel, membre honoraire du Parlement ; Robert Savvy, président du conseil régional du Limousin, ancien député de la Haute-Vienne.

Parmi les personnalités promues *officiers*, on relève les noms de Hugues Gall, directeur de l'Opéra

national de Paris ; Claude Mandil, président de l'Institut français du pétrole ; Joëlle Brunerie, épouse Kauffmann, médecin gynécologue ; Maurice Benassayag, conseiller d'Etat ; Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Alain Bombard, ancien ministre, ancien député au Parlement européen, ancien conseiller général du Var ; Jean-Pierre Richer, préfet des Hauts-de-Seine ; Pierre Vidal-Naquet, historien ; Jean Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international ; Gaston Lenôtre, ancien président de sociétés de restauration ; Michelle Bozzuffi, née Cortes, dite Fran-

çoise Fabian, comédienne ; Robert Lamoureux, auteur dramatique, comédien ; Magdeleine Mesplé, dite Mady, cantatrice ; Daniel Toscani du Plantier, président de festivals cinématographiques.

Enfin, dans les nominations comme *chevaliers*, figurent notamment Claire Andrieu, née Postel-Vinay, responsable du groupe de travail sur la spoliation des juifs de France ; Agnès Troublé, dite Agnès B., présidente-directrice générale de sociétés ; Jacques Freidel, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ; Philippe Ladoucette, président-directeur général des Charbonnages

de France ; Catherine Lamour, directrice des documentaires et magazines de Canal Plus ; Jean Rebuffel, délégué général de la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées ; Yvon Robert, maire de Rouen ; Alain Poupidon, praticien hospitalier, ancien député au Parlement européen ; Mgr Michel Saudreau, évêque du Havre ; Anne-Marie Couderc, ancienne ministre ; Nicole Lattès, née Cousin, éditrice ; Jacqueline de Guillemin, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel ; Margaret Leibovici, née Kelly, dite Miss Bluebell, ancienne maîtresse de ballet d'un cabaret ; Henri Loy-

rette, directeur du Musée national d'Orsay ; Mathilde Monnier, épouse Verret, danseuse, chorégraphe ; Jean-Pierre Rioux, historien ; Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; Joël Quiniou, ancien arbitre international de football ; René Sulpice, ancien entraîneur et directeur des équipes de France de ski ; Carolyn Carlson, danseuse et chorégraphe.

★ Nous publions dans notre prochain numéro, daté mercredi 26 avril, la liste complète des élévations, promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marianne et Caroline
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur,

Victoire,
le 22 avril 2000.

Catherine et Jean-François QUEVRIN,
21, rue de la Montagne-de-l'Espérou,
75015 Paris.

Anniversaires de naissance

– Paris. Audierno.

Maïa,
sa sœur adorée.
Et ses parents,
souhaitent beaucoup de bonheur à

Emilie,
25 avril 1982 - 25 avril 2000.

**Vous pouvez
nous transmettre
vos annonces la veille
pour le lendemain
jusqu'à 17 heures
Permanence le samedi
jusqu'à 16 heures**

Décès

– Maria-Gabriella Delort
et ses enfants,
Jean-François et Laura,
ont la douleur de faire part du décès
brutal de

Jean-Jacques DELORT,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de la Valeur militaire,
chevalier des Arts et Lettres,

survenu à New York, le 17 avril 2000.

La cérémonie religieuse aura lieu le
25 avril 2000, à 14 heures, à Paris, en
l'église Saint-Philippe du Roule.

L'inhumation aura lieu à Toulouse, dans
l'intimité familiale.
(*Le Monde* du 22 avril.)

– Sa famille
a la douleur de faire part que

Salomon GATZLER
Sally Gatzler,
ébéniste,

nous a quittés le 19 avril 2000, en sa
quatre-vingt-cinquième année.

Nous nous retrouverons le mercredi
26 avril, à 15 heures, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise.

29, rue des Callais,
95600 Eaubonne,
15, rue du Petit-Musc,
75004 Paris.

– Aix-en-Provence.

M^{me} Monique Payen, née Fortin,
son épouse,
Catherine et Pascal Roy-Payen,
Elisabeth et Alain Rodier,

ses enfants,
Sophie, Julien, Nicolas, Camille
et Marion,
ses petits-enfants,
Les familles Wilhelm, Fortin, Geoffroy,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre PAYEN,
ancien sous-préfet,
trésorier-payeur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 21 avril 2000, à l'âge de quatre-
vingts ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 avril,
à 15 heures, au cimetière central Saint-
Pierre, Aix-en-Provence.

M^{me} Payen,
La Clairière, bât. 4,
17, avenue des Tamaris,
13090 Aix-en-Provence.

*Nos abonnés et nos action-
naires, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions
du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir
nous communiquer leur
numéro de référence.*

– Les familles Khachan et Koudim
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur
mère,

M^{me} Laure KOUDIM,

survenu le 13 avril 2000.

Les obsèques ont eu lieu au Liban.

Les condoléances sont reçues chez
M^{me} Lily Khachan, le jeudi 27 avril, de
17 heures à 20 heures, au 7, rue Forêt-de-
Gastine, La Riche (Indre-et-Loire).

– Lyon.

M^{me} Jean Reynaud,
son épouse
M. et M^{me} Jean-François Reynaud,
M. Pierre Reynaud,
M. et M^{me} Bernard Reynaud,
M. et M^{me} Michel Reynaud,
ses enfants,
ses petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

M. Jean REYNAUD,
avocat général honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1940.

La messe de funérailles aura lieu le mer-
credi 26 avril 2000, à 9 heures, en l'église
de Beynost (Ain), suivie de l'inhumation
au cimetière de la commune.

Yvette SEMARD,
présidente du comité parisien ANACR,
cofondatrice de l'UJFF,
résistante FTP internée La Roquette,
Les Tourelles - Lalande - Gaillon -
Mérignac (évacuée),
membre état-major de Rol-Tanguy

est décédée le 19 avril 2000.

L'inhumation aura lieu au Père-La-
chaise, le mercredi 26 avril, à 15 heures,
entrée rue des Rondeaux.

Sa famille.

Anniversaires de décès

– En ce 25 avril, que ceux qui ont pu ap-
précier sa chaleur humaine, sa compétence
professionnelle, son dévouement aux siens,
à ses amis, à ses malades, aient une pensée
pour le

docteur Thierry BIZARD.

– Lyon-Bron. Agde.

Le 25 avril 1993, au Traysas,

Cédric FAUP

nous quittait tragiquement dans un ac-
cident d'avion, à l'âge de vingt-quatre ans.

« Car tu es, Seigneur, la commune
mesure de l'un et de l'autre. Tu es le
névralgic essentiel d'actes divers. »

Citadelle, CCXIX.
Antoine de Saint-Exupéry.

« Vous savez, il n'y a pas au monde
deux regards pareils. »

Christiane ROCHEFORT,

24 avril 1998.

Les obsèques ont eu lieu au Liban.

Les condoléances sont reçues chez
M^{me} Lily Khachan, le jeudi 27 avril, de
17 heures à 20 heures, au 7, rue Forêt-de-
Gastine, La Riche (Indre-et-Loire).

– Le 25 avril 1990, à Paris,

John H. COLEMAN

nous quittait, après quatre ans de souf-
rances.

Ceux qui l'ont aimé s'uniront aux
messes célébrées le mardi 25 avril, à Paris,
New York et Buenos Aires.

Formations

PARLER EN PUBLIC

Développer l'impact de sa parole.

Méthodes actives
animées par des comédiens formateurs.

Séminaires sur deux week-ends,
les 27, 28 mai et 24, 25 juin.

Renseignements : 01-47-48-18-18

Cours

Candidats au bac, bac français, brevet,

vos révisions intensives en 20 heures,
conduites par un prof à votre domicile,
toutes classes, toutes disciplines, tous niveaux.

Réduction d'impôt :

50 % sur le prix de l'heure.

Aprep Paris-IDF. Tél. : 01-45-04-81-81

Aprep Lyon Rhône-Alpes : 04-78-72-42-42.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
LITTÉRAIRES

Claudiel ou la passion de midi

« La joie est le premier et le dernier
mot de tout Claudel »

Maîtres et valets, le jeu de rôle

Molière, Marivaux, Goldoni, Beaumarchais
ont tous mis en scène maîtres et valets.
Des lectures « politiques » des années 70 aux versions
plus contemporaines : une mise en scène
de ce jeu de rôle perpétuel

**UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

Abonnez-vous en toute liberté

**Vous faites arrêter votre
abonnement quand bon
vous semble**

Votre abonnement est prolongé chaque mois
tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire
arrêter à tout moment en nous envoyant une
simple lettre.

**Vous ne payez rien
d'avance**

Avec le prélèvement automatique, vous ne
payez rien d'avance, puisque le montant
correspondant aux exemplaires servis pendant
un mois n'est prélevé qu'au début du mois
suivant. Cette formule vous permet en outre
d'échelonner votre règlement au lieu
d'effectuer le paiement en une seule fois.

**Vous êtes sûr de ne
manquer aucun numéro**

Après signature de votre autorisation de
prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P.,
vous n'avez plus à vous soucier des
règlements. *Le Monde* s'occupe de tout.
De ce fait, vous ne courez plus aucun risque
de voir votre abonnement suspendu pour
cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté
que je peux
faire suspendre
ou suivre mon
abonnement
pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un
déménagement, un numéro
exclusif : 0 803 022 021
(0,99F TTC/min)

Bulletin d'abonnement

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc
60646 Chantilly Cedex - Tel : 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour
seulement 173 F par mois (26,37€)
par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire
ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 001MQAN2

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] [] Ville :

J'autorise l'établissement teneur de mon
compte à effectuer sur ce dernier les pré-
lèvements pour mon abonnement au journal
Le Monde. Je pourrai suspendre à tout
moment mon service au journal *Le Monde*.

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR ORGANISME CRÉANCIER **Le Monde**

N° 134031 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Établissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

En l'an 2000, devenez Citoyen du Monde



Abonnez-vous pour seulement

173F*
par mois

... Et entrez dans un espace
privilegié d'information et de
réflexion : actualité internationale,
économique et politique,
technologies, médias, sciences,
art et culture... Chaque jour,
passionnez-vous pour *Le Monde*

Le Monde

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2000.

MANAGEMENT Banques, grande distribution, groupes industriels..., les entreprises se parent d'atours Internet. ● TOUTES VEULENT PROUVER, notamment à leurs action-

naires et à la Bourse, qu'elles réussissent à concilier ancienne et nouvelle économie. ● ELLES DÉVELOPPENT, à grand renfort de campagnes de communication, des services de vente

en ligne pour leurs clients (« *business to consumers* », B2C) et achètent à leurs fournisseurs par Internet (« *business to business* », B2B). ● AU-DELÀ DES EFFETS D'ANNONCE, les défis et

les contraintes sont considérables et bouleversent la stratégie et l'organisation des entreprises « classiques ». ● IL LEUR FAUT gérer la crainte de voir une partie de leur activité tradition-

nelle cannibalisée par Internet ; maintenir la cohérence entre salariés « high-tech » et les autres, et enfin se doter de la bonne organisation pour opérer cette mutation.

La dure réalité d'Internet pour les entreprises traditionnelles

Il n'existe plus une grande firme qui ne cherche, aux Etats-Unis mais aussi en Europe et en France, à développer une partie de son activité sur le Web. Mais, au-delà des effets de mode et d'annonce, les bouleversements de stratégie et d'organisation sont considérables et difficiles à gérer

BANQUES, grande distribution, groupes industriels... les cadors de l'ancienne économie se parent d'atours Internet. Accor, le groupe hôtelier, se veut une « *e-compagnie* », Valeo déclare être devenu un « *e-équipementier* ». L'enseigne Fnac se rebaptise Fnac.com. Carrefour lance le supermarché virtuel Ooshop.com. France Télécom scande « *Bienvenue dans la vie.com* ».

Derrière ces annonces, un seul but : faire savoir que l'entreprise est devenue « *click and mortar* » – le « clic » symbolisant Internet et le « béton » les usines, magasins, agences... Par cette expression, les groupes veulent signifier qu'ils réussissent à concilier nouvelle et ancienne économie. Ils développent des services de vente en ligne pour leurs clients (« *Business to consumers* », B2C), ils achètent à leurs fournisseurs par Internet (« *Business to business* », B2B). Un empressément que Louis Gerstner, PDG d'IBM, dans une tribune libre parue dans *Business Week* du 27 mars, attribue autant au désir de paraître à la page face aux marchés financiers qu'à la volonté réelle de développer un « *e-business* ».

RISQUE DE CANNIBALISATION

Que se passe-t-il concrètement derrière ces annonces ? Comment la vie de l'entreprise est-elle modifiée par cette nouvelle stratégie ? Quels que soient les secteurs d'activité, des problématiques identiques se posent : changement d'organisation et de culture, nouveaux fonctionnements à imagi-

ner... Cette mutation pose aux grands groupes de multiples défis.

Premier obstacle à franchir : dépasser la crainte de voir, avec Internet, une partie de son activité cannibalisée. Les interrogations sont immédiates. Que devient notre réseau d'agents d'assurance si certains produits sont disponibles sur le Net ? Que devient un journal papier si une majorité d'informations est accessible en temps réel ? Quels rôles doivent tenir nos agences bancaires si un grand nombre de services sont disponibles en ligne ? Comment un réseau de magasins attire-t-il les clients si les mêmes produits sont en vente sur la Toile ?

Internet « *oblige les grands groupes à se remettre en cause. Ils doivent redéfinir leurs canaux de distribution traditionnels* », affirme Bozidar Djelic, du cabinet de conseil McKinsey. Face à ces problèmes de fond, « *il y a toujours un moment de recul au sein de l'entreprise*, explique-t-il. *Les conséquences ne sont pas forcément positives* ». Cette crainte est d'autant plus légitime qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni des changements drastiques ont déjà eu lieu. En septembre 1996, la chaîne américaine de matériel informatique Egghead software (156 magasins) se lançait dans la vente en ligne en affirmant « *que le risque de cannibalisation* » était nul. Le 31 janvier 1997, elle fermait pourtant 77 magasins. Seize mois plus tard, tous les points de vente aux Etats-Unis ont disparu. Egghead.com est désormais une entreprise à 100 % Internet. Sans aller jusqu'à cette mutation totale,



le banquier britannique Lloyd's TSB a annoncé, en février, la suppression de 3 000 emplois, en partie liée à l'arrivée d'Internet. L'assureur Prudential a supprimé 1 500 emplois et remanié sa force commerciale en avançant la même raison.

DEUX TYPES DE SALARIÉS

Face à ces transformations potentielles, les résistances sont logiquement fortes. Pour qu'Accor décide de se lancer, « *la maturation de la décision a pris plusieurs mois* », raconte Jean-Christophe Defline, directeur de la stratégie Internet, « *il y a eu de longues discussions,*

voire des luttes de pouvoir ». L'argument pour emporter les suffrages est finalement assez simple. « *Chez Promodès, nous nous sommes dit que, si ce n'était pas nous, ce serait de toute façon quelqu'un d'autre qui cannibaliserait notre activité* », explique François Barraud, qui a lancé l'activité en ligne du distributeur, avant de diriger, depuis la fusion avec Carrefour, la filiale Ooshop.com. « *Il y a eu des tiraillements*, se souvient Jean-Christophe Hermann, à la tête de Fnac direct. *Les mathématiques nous ont sauvés. Les magasins prospèrent et la cannibalisation est marginale. 80 % des clients en ligne ne sont pas des*

clients des magasins Fnac. » Deuxième défi pour le grand groupe : conserver une homogénéité. Développer des projets Internet crée, de fait, deux types de salariés : les « *on line* », qui travaillent sur ces projets, et... les autres. « *Pour développer rapidement tous les travaux autour d'Internet, nous avons créé une structure très réactive ayant un accès direct au PDG*, explique le responsable Internet d'un grand groupe. *Nous sommes jeunes, nous avons des budgets importants, nous avons des contacts à très haut niveau que certaines personnes, avec quinze ou vingt ans d'expérience au siège, n'ont toujours pas. Cela n'est pas simple à gérer*. » « *Nous voulons faire embaucher chez un très gros client allemand un jeune de trente ans, il y a des choses sur le Net plus difficiles à appréhender*. L'expérience acquise dans l'ancienne économie ne suffit plus. En bas comme en haut de la hiérarchie, certains se sentent hors du coup.

Pour éviter que des salariés se sentent abandonnés au bord de la « *e-route* », des entreprises américaines, et non des moindres, ont pris les devants. Ford, Delta et American Airlines, puis Intel ont récemment décidé d'offrir – ou de

largement financer – des ordinateurs domestiques avec accès Internet à tous leurs employés. Une façon de les maintenir en contact avec ce nouveau monde.

UNE DISTANCE ACCEPTABLE

Des sociétés anglo-saxonnes ont choisi de partager les retombées financières (sous forme de bonus, de prime, etc.) du Net entre tous leurs salariés. La Fnac réfléchit au principe. « *Tout le monde pourrait être intéressé aux nouveaux développements de l'enseigne* », affirme M. Hermann. Mais cette politique n'est pas également sans poser des problèmes. Ainsi, chez General Electric, plusieurs experts du Net ont voulu recevoir le bénéfice direct de leur travail. Jack Welch, le PDG, a maintenu « *qu'il ne voulait pas créer deux catégories de salariés* ». Ces experts sont partis.

« *Une problématique nouvelle se pose*, prétend M. Barraud, de Ooshop.com. *Dans nos entretiens de recrutement, pour des postes peu élevés, nous voyons arriver des profils qui nous demandent combien ils auront de stock-options. Pour nous, grand distributeur, c'est un choc de culture*. »

Lorsque la décision est réellement prise de se lancer dans l'aventure du Net, l'ultime défi est de choisir la bonne organisation. « *Développer des activités sur Internet, c'est accepter de faire des paris, renoncer à la sécurité de l'analyse*, explique Alain Trinckvel, PDG du cabinet de conseil Internet Quest, spécialisé dans Internet. *Il faut prendre des décisions très rapides, avoir une organisation réactive, des équipes séparées*. » L'éternel problème est pour la grande entreprise de réfréner son désir de contrôle. Il s'agit de laisser une distance acceptable entre le projet Internet et la maison-mère pour que l'approche soit réellement innovante (*lire ci-dessous*). Cet aspect se complique lorsque les activités Internet utilisent des actifs, donc des compétences, de la grande structure.

La « *vie.com* » des grands groupes français va, peu à peu, s'organiser. L'Europe, décalée par rapport aux Etats-Unis, a l'avantage du suiveur : l'observation. Le dirigeant d'IBM, Louis Gerstner, pourtant défenseur de la « *e-économie* », suggère de ne pas céder à l'activisme tous azimuts. « *Certains PDG prennent des décisions assez peu professionnelles. (...) Je conseille à tous de prendre une profonde respiration et de penser fortement aux impacts à long terme de leurs nouveaux plans*. »

L. Be.

Laure Belot

Comment contrôler, mais pas trop, les nouvelles activités

DE NOMBREUX GROUPES traditionnels cherchent à prendre le virage de la nouvelle économie. « *Les entreprises françaises se disent qu'il faut y aller*, note Joël Benzimra, du Boston Consulting Group, *mais nombre d'entre elles ne savent pas vraiment vers quoi*. » Dans les sociétés les plus avancées, les interrogations tournent autour de quelques thèmes-clés.

● **Coordonner les projets.** « *Jusqu'à présent, une multitude de projets se sont développés un peu partout*, raconte-t-on chez Danone. *Nous en sommes au début de la deuxième phase. Une cellule, dépendant directement du PDG Franck Riboud, va coordonner la réflexion*. » Une nécessité de coordination qu'a ressentie Jean-Christophe Defline, recruté par Accor en décembre 1998 pour s'occuper de la stratégie Internet. Il a commencé par « *identifier l'ensemble des initiatives en cours dans le groupe, une dizaine* », et a ensuite « *centralisé puis coordonné toutes les réflexions* ».

● **Choisir la bonne organisation.** Pour

réfléchir au monde Internet, de nombreux groupes, de la BNP à Accor, ont opté pour une cellule centralisée, dépendant de la direction générale. « *Ces cellules doivent être nécessairement pluridisciplinaires*, explique Alain Trinckvel, du cabinet de conseil spécialisé Internet Quest. *De la technologie au marketing, un projet Internet nécessite l'interaction de multiples compétences en même temps. Un bouleversement par rapport à l'organisation de l'entreprise par grandes fonctions*. » Chez Accor, la cellule de réflexion s'est dotée de personnes « *du marketing, de l'informatique, de la distribution, des ventes, de la communication*, explique M. Defline. *Nous devons être rapides. Grâce à cette organisation, nous sommes passés d'un délai d'un mois et demi à quelques jours pour prendre une décision stratégique*. »

● **Se doter de nouveaux talents.** C'est une question-clé. Internet ayant le vent en poupe, de nombreux cadres supérieurs à « *haut potentiel* » cherchent à se placer dans les équipes de réflexion. Cependant, « *tous*

les talents du Net ne sont pas dans l'entreprise », répondent, en substance, les cabinets de conseil. « *Internet nécessite d'inventer des modèles de fonctionnement totalement différents* », précise Michael Keany, un des dirigeants du cabinet de conseil américain Viant, spécialisé dans Internet. Le recrutement externe est largement conseillé. Chez Fnac.com, qui compte 120 salariés, 30 % seulement viennent de la cellule Internet. Comme la chasse aux talents est active, le recrutement n'est pas aisé. Chez Accor, sur les 40 personnes de la cellule Internet, une dizaine viennent de l'entreprise, une dizaine ont été recrutées à l'extérieur. Les vingt restants « *sont des prestataires externes, venant d'agences et ayant des compétences créatives et technologiques* ». Faire appel à des prestataires « *permet d'aller vite et d'ajuster nos effectifs en souplesse. Le brassage de cultures qui en découle est particulièrement productif* ».

● **Trouver la bonne distance entre le grand groupe et le projet naissant.** Une fois les projets bien ficelés (comme la vente

en ligne, ou une plate-forme d'achat par le Net), la question est simple : comment développer au mieux la nouvelle activité. « *La première chose est de se doter d'une autonomie d'action* », explique Jean-Christophe Hermann, à la tête de Fnac direct. Toute la difficulté réside dans la distance à mettre en place entre le grand groupe et la start-up interne. Faut-il, par exemple, la filialiser ? « *Dès le départ, nous avons décidé de nous placer à 500 mètres des locaux du siège*, raconte François Barraud, qui dirige Ooshop.com, la filiale de vente par Internet de Carrefour. *Nous voulions que les personnes soient à 100 % sur ce projet et qu'il n'y ait pas toutes les cinq minutes des gens qui passent la tête à la porte*. » De nombreuses entreprises ont ainsi laissé leurs activités Internet se créer hors les murs. Après quelques mois, les choses évoluent. Tout dépend de l'importance que prend l'activité Net, et des synergies entre grandes et petites structures.

L. Be.

Laure Belot

Une nouvelle manne pour les cabinets de conseil

« **DE L'AIDE** pour développer une stratégie Internet » ! Sous ce titre éloquent, le cabinet de recherche américain Forrester vient de publier une étude sondant les états d'âme de 62 grands groupes des Etats-Unis : plus de 80 % d'entre eux se font aider par un ou plusieurs cabinets pour définir leur stratégie de « *e-business* ». La surprise est que trois sur quatre évitent les traditionnels cabinets de conseil en management. Ils préfèrent, à 76 %, des cabinets plus techniques et se présentant comme des spécialistes d'Internet comme Viant, Sapient, Zefer... Des acteurs encore peu présents en Europe, mais qui envisagent dans les prochains mois de venir s'attaquer aux clients du Vieux Continent.

Face à la problématique Internet, le monde du conseil connaît une véritable mutation. Il y a encore quelques années, on pouvait distinguer le conseil en stratégie et management (McKinsey, Boston Consulting Group, Bain...), le conseil informatique (IBM global services, EDS...), les experts de l'audit comptable (Ernst and Young, PricewaterhouseCoopers...). Ces métiers de base existent toujours.

Cependant tous ces acteurs se veulent, désormais, les interlocuteurs privilégiés des grandes entreprises pour accompagner leur mutation vers la nouvelle économie.

AFFINER SON OFFRE

Les entreprises, elles, cherchent tout à la fois : le conseil stratégique, des idées originales, une expertise informatique pointue. Face à cette demande complexe, plusieurs entreprises sondées reprochent aux classiques cabinets de stratégie « *d'être trop traditionnels dans leur façon de penser* ». Un écueil qu'ont voulu éviter les cabinets « *sur mesure* » créés aux Etats-Unis, comme Viant ou Sapient. Ils se présentent comme des « *e-integrators* », des architectes du Net. Ils se veulent « *des conseillers stratégiques, créatifs et technologiques* », explique Martin Lockett, responsable pour Sapient du bureau de Londres. L'enquête montre que ces nouveaux acteurs sont largement utilisés, mais également critiqués. Ils « *manquent de connaissance profonde de l'industrie* », prétend une entreprise sondée.

Chaque acteur du conseil

cherche désormais à affiner son offre. Les « *e-integrators* » recrutent largement chez les traditionnels McKinsey et Boston Consulting Group (BCG) pour acquérir un peu plus de respectabilité stratégique. Les grands noms du conseil en stratégie cherchent eux à apparaître plus créatifs, plus branchés nouvelle économie. McKinsey a créé @mckinsey pour centraliser toutes les problématiques Internet. « *On passe beaucoup plus de temps en brain storming*, explique Bozidar Djelic, responsable de @mckinsey à Paris. *Avant, nous recrutions des profils très analytiques. Nous cherchons maintenant également de nouvelles compétences*. »

McKinsey, tout comme le BCG et Andersen Consulting, proposent désormais à leurs clients de l'ancienne économie de développer ensemble des start-up Internet. Ils proposent aussi de devenir « *incubateurs* » pour des start-up, moyennant une participation dans leur capital. Le monde du conseil se cherche et veut par tous les moyens récupérer la manne de la nouvelle économie.

L. Be.

La Corée du Sud s'enflamme pour le Net

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Que ce soient les réseaux de militants des mouvements associatifs qui ont pesé d'un poids certain sur les résultats des élections du 13 avril ou telle entreprise diffusant des informations aux investisseurs potentiels en Corée du Nord, tous recourent à Internet. Les Coréens du Sud ont adopté le Net avec une ferveur sans égale dans la région : ils seront 20 millions d'utilisateurs (soit près de la moitié de la population) à la fin de 2000. Au cours de 1999, leur nombre a déjà triplé pour atteindre 11 millions.

Les publicités de sites Internet sont partout : dans les rues, dans les journaux, dans les métros. Et les « *PC rooms* » en ville font salles pleines. Les Coréens dépensent plus par habitant que les Japonais en connexions bien que les tarifs téléphoniques soient meilleur marché. En 1999, la Corée était devenue le second plus important marché d'Asie après le Japon pour le commerce en ligne. Ce secteur a enregistré une augmentation de 50 % du nombre de ses sites (1 200) en quatre mois. Samsung Internet Shopping, qui a 1,2 million de clients, compte dou-

bler ce nombre au cours de l'année. La Corée vient par ailleurs après les Etats-Unis en terme de nombre de visites de sites d'entreprises : six d'entre eux sont parmi les cent plus consultés du monde.

Le Web a enfin déferlé sur la Bourse. Alors qu'il y a deux ans, 3,7 % des transactions s'effectuaient en ligne c'est désormais le cas de 44,6 %. Une trentaine de maisons de titres ont des départements chargés des transactions en ligne et on dénombrait en 1999 1,8 million de comptes sur le Net. Les transactions via Internet sont à l'origine de l'essor (+ 241 % en 1999) du Kosdaq, le marché boursier des start-up.

INITIATIVES INDIVIDUELLES

Les Coréens ont été durement touchés par la crise financière de 1997. Non seulement matériellement (baisse des revenus, montée du chômage) mais aussi psychologiquement. Ils se sont aperçus que les recettes du « *miracle* » des années 60-70 étaient dépassées et que les vieilles méthodes constituaient au contraire des obstacles aux gains de productivité rendus nécessaires par la mondialisation. Les énormes « *pachydermes* » qui sont devenus les

conglomérats évoluent lentement et entravent l'initiative individuelle. Aussi de jeunes employés spécialisés dans les technologies de la communication ont-ils préféré le quitter et lancer de petites entreprises innovantes avec la même énergie que les fondateurs des chaebols des années 60.

La déferlante du Net est en train de changer la société coréenne. Les réseaux en ligne ont été le catalyseur d'une nouvelle forme de démocratie comme l'ont montré les élections du 13 avril : les mouvements de citoyens rassemblés en une alliance pour les élections ont utilisé Internet pour diffuser des listes noires de candidats « *non qualifiés* » à prétendre à la députation : 70 % de ceux qui figuraient sur ces listes ont été battus et plus de 1 million de personnes ont consulté le site de l'Alliance des citoyens le soir des résultats. Internet contribue aussi à modifier la pratique des affaires en permettant aux petites et moyennes entreprises d'avoir accès à des sources de financement jusqu'à présent largement monopolisées par les grands groupes.

Philippe Pons

Le britannique BNFL engage une profonde réforme sur son site de retraitement de Sellafield

La Firme nucléaire connaît la plus grave crise de son histoire

Le groupe public British Nuclear Fuels (BNFL) a annoncé, mardi 18 avril, une profonde réforme de son centre de retraitement nucléaire de Sella-

field, dont la crédibilité et la survie commerciale sont menacées par une série de scandales en matière de sécurité. Les six directeurs respon-

sables du site vont être remplacés d'ici 2001, ainsi que les directeurs financier et des ressources humaines du groupe.

LES DIRECTEURS responsables du site de retraitement nucléaire de Sellafield limogés : le nouveau directeur général de BNFL (British Nuclear Fuels), Norman Askew, a porté le couteau dans la plaie mardi 18 avril, un mois après son arrivée à la tête de l'entreprise anglaise. Ce coup de balai était nécessaire après plus de six mois de crise où le principal concurrent anglais du français Cogema a vu son image s'effondrer.

Tout a commencé en septembre 1999, lorsque le quotidien *The Independent* a révélé que des employés de l'usine de Sellafield avaient falsifié des données relatives au contrôle de qualité du combustible Mox (mélange de plutonium et d'uranium). Il est rapidement apparu que la firme avait de surcroît menti à ses clients japonais en prétendant faussement que le matériel incriminé ne leur avait pas été envoyé. De même, les clients allemands ont eux aussi reçu du Mox accompagné d'une documentation mensongère. Le 18 février, l'autorité britannique de sûreté nucléaire, la NII (Nuclear Installations Inspectorate) confirmait et détaillait les falsifications, concluant qu'elles n'auraient pu advenir « s'il y avait eu une culture de sûreté adéquate dans cette usine ».

Les résultats de ce comportement n'ont pas tardé : la privatisation partielle, que les bons résultats de BNFL laissaient prévoir prochainement (*Le Monde* du 27 juillet 1999), n'est plus envisageable avant au mieux 2002, l'usine expérimentale de fabrication de Mox est fermée depuis septembre, et l'autorisation de démarrer une usine de plus grande capacité (120 tonnes)

est repoussée aux calendes grecques. Il n'y pas jusqu'au retraitement du combustible usé qui ne soit menacé, puisque l'Irlande, à laquelle l'usine de Sellafield fait face, a déposé, en commun avec le Danemark, une proposition officielle d'interdiction de cette activité : elle sera discutée en juin lors de la conférence du traité OSPAR (Convention de Paris pour la protection de l'Atlantique du Nord-Est).

En septembre 1999, la presse a révélé que des employés avaient falsifié des données relatives au contrôle de qualité du Mox

Sur le plan économique, la sanction n'a pas été moins franche : les compagnies japonaises ont suspendu leurs contrats d'approvisionnement en Mox, ainsi que les compagnies allemandes. La centrale d'Unterweser a même été arrêtée afin d'en retirer le combustible Mox fourni par BNFL. Les clients suisses ont suspendu jusqu'à nouvel ordre leurs envois de combustibles usés vers Sellafield. Plus inquiétant encore est peut-être la perte de confiance du département américain de l'énergie, avec qui BNFL est engagé dans d'importants contrats de nettoyage de sites contaminés, ou la possibilité que British Energy

choisisse de ne plus retraiter son combustible usé à Sellafield.

Les difficultés du groupe britannique interviennent alors que l'industrie nucléaire se recompose et se concentre autour de quelques grands acteurs : les français Framatome-Cogema, numéro un mondial, BNFL, et l'américain General Electric allié aux japonais Toshiba et Hitachi. BNFL a ajouté au retraitement du combustible, son métier d'origine, la construction de centrales en acquérant en juin 1998 l'américain Westinghouse. La compagnie de Risley se préparait aussi à reprendre prochainement les activités nucléaires du groupe helvético-suédois ABB.

En France, les pouvoirs publics ont décidé en juillet 1999 de restructurer cette industrie en créant un pôle nucléaire européen. La Cogema, spécialisée dans le retraitement des combustibles usés est devenue l'actionnaire de référence de Framatome, tandis que celui-ci se rapproche de son homologue allemand, Siemens. Ce regroupement au sein d'une société commune sera ratifié en juin, date à laquelle le

projet sera soumis à l'accord des autorités de la concurrence. La société, détenue à 66 % par Framatome et à 34 % par Siemens, s'appellera Framatome ANP (Advanced Nuclear Power).

« Nous regrettons que BNFL ait été affaibli par les problèmes de qualité sur des livraisons de combustible Mox au Japon. C'est d'une certaine façon toute l'industrie nucléaire qui est affaiblie », déplore Dominique Vignon, président de Framatome. Après le renouvellement de la direction de la firme anglaise, M. Vignon se demande si ce groupe « restera un ensemble intégré ou s'il reconsidérera cette stratégie ».

La crise de BNFL pourrait en tout cas se traduire par un transfert des contrats vers ses concurrents. Les Allemands seraient liés jusqu'en 2005 avec les Britanniques, mais les Japonais auraient contacté la Cogema pour savoir si celle-ci pourrait leur fournir du Mox supplémentaire.

Dominique Gallois
et Hervé Kempf

La Bourse de Tokyo a renoué lundi avec la hausse en gagnant 1,25 %

Le dollar restait ferme face à l'euro et au yen

● TOKYO : la Bourse japonaise a fini en hausse de 1,25 %, lundi 24 avril. L'indice Nikkei 225 a gagné 227,47 points, à 18 480,15 points, après avoir abandonné 10,7 % la semaine dernière. Il a perdu, en fin de séance, une partie des gains de la matinée, qu'il avait terminée en hausse de 3,7 %. Les investisseurs ont réservé un bon accueil au remaniement de l'indice Nikkei 225, où les valeurs de la nouvelle économie sont mieux représentées. Parmi les nouveaux entrants, figurent les groupes électroniques Casio et TDK, le fabricant de robots industriels Fanuc ou celui de composants électroniques Kyocera.

Le gouverneur de la Banque du Japon, Masaru Hayami, a indiqué lundi que les inquiétudes concernant les pressions déflationnistes n'avaient pas totalement disparu, mais que la reprise de l'économie nipponne était désormais enclenchée. La deuxième économie mondiale « n'a pas encore atteint un stade où la déflation ne provoque plus d'inquiétude », a déclaré M. Hayami dans un discours.

Pour répondre à cette situation, la Banque du Japon a donc décidé, au cours de sa réunion de politique monétaire du 10 avril, de maintenir sa politique de faibles taux d'intérêt, a-t-il précisé. Le taux au jour le jour est maintenu à zéro depuis février 1999 et le taux d'escompte est également à son plus bas historique, 0,5 %, depuis septembre 1995.

● CHANGES : le dollar restait ferme face à l'euro et au yen, lundi 24 avril, dans un marché des changes atone en Asie, les investisseurs attendant la fin du week-end pascal en Occident. L'euro s'échangeait à 0,9396 dollar, contre 0,9376 dollar vendredi soir. Le billet vert se cotait à 105,63 yens, contre 105,75 yens vendredi soir.

● PÉTROLE : l'envolée des prix du brut a provoqué un doublement des revenus pétroliers de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) au premier trimestre, à 53,6 milliards de dollars, contre 25,7 milliards, a indiqué l'hebdomadaire spécialisé *Pétrostratégies* paru lundi.

Le gouvernement américain souhaite démanteler Microsoft

LE DÉPARTEMENT américain de la justice et les dix-neuf Etats fédérés à l'origine de la plainte contre Microsoft seraient enclins à réclamer un démantèlement du géant du logiciel, ont rapporté lundi 24 avril le *Washington Post* et *USA Today*. La société de Redmond a été déclarée coupable le 3 avril d'abus de position dominante sur les systèmes d'exploitation d'ordinateurs personnels. Les plaignants doivent à présent soumettre par écrit au juge Thomas Penfield Jackson leurs propositions pour remédier aux violations de la loi anti-trust dont Microsoft a été reconnue coupable. Un démantèlement serait une première dans ce genre d'affaires depuis l'issue de la plainte contre le géant des télécommunications AT & T en 1974. Microsoft a annoncé qu'il ferait appel du verdict du 3 avril et un porte-parole de la société cofondée par Bill Gates réaffirme dans les colonnes du *Washington Post* qu'un démantèlement serait disproportionné. Les deux quotidiens affirment que le plan élaboré par le département de la justice avec les Etats fédérés et des responsables du secteur en appelle à une séparation de Microsoft entre la production de son système d'exploitation Windows et ses autres activités.

La société de capital-risque Alchemy sur le point de contrôler Rover

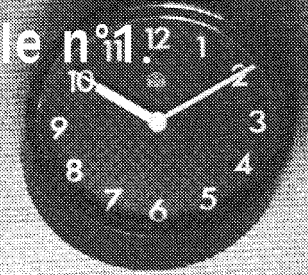
LA TENTATIVE de l'ancien patron de Rover, John Towers, pour soustraire la firme automobile britannique à la société de capital-risque Alchemy Partners, paraît vouée à l'échec, pronostique la presse britannique. L'ancien patron, et son consortium Phoenix ont rencontré la semaine dernière des responsables de BMW AG pour présenter leur alternative. Selon John Hemming, un membre du consortium cité par le *Financial Times* du 24 avril, les discussions avec BMW n'ont pas permis de reporter des négociations au-delà de cette semaine.

M. Towers devrait admettre sa défaite vendredi lorsque BMW rencontrera Alchemy, prévoit le *Sunday Times*. Le constructeur allemand avait annoncé à la mi-mars la vente de la majeure partie de Rover à Alchemy et la cession de la division 4x4, Land Rover, à l'américain Ford.

Le Plan recommande à l'Etat de se comporter en véritable actionnaire

L'ÉTAT doit se comporter « comme un véritable actionnaire soucieux de l'efficacité de ses services », a estimé, jeudi 20 avril, Jean Bergognoux, président d'un groupe de travail du Commissariat du Plan, qui publie un rapport sur les « services publics en réseau : perspectives de concurrence et nouvelles régulations ». Selon l'ancien président de la SNCF et ancien directeur général d'EDF, « il y a encore des efforts à faire » dans des secteurs concurrentiels électrique, gazier, ferroviaire, postal, et l'objectif « n'est pas de protéger les grands opérateurs publics » comme EDF, Gaz de France, SNCF, et La Poste. Le rapport recommande la création de « commissions autonomes, chargées de la régulation » de ces secteurs au quotidien et de « conseils consultatifs » où seraient représentés consommateurs, industriels du secteur, syndicats, autorités concédantes. Selon M. Bergognoux, lorsque l'Etat est à la fois « régulateur, actionnaire, prescripteur, gestionnaire... il y a confusion des genres ».

Au moment d'investir en Bourse sur Internet, comptez plutôt sur le n°1



1 action de
CAC 40 offerte
à l'achat de 100 €
soit 100 euros

* 1 action offerte par foyer fiscal, pour toute ouverture de compte Bourse avant le 31 mai 2000 au Service Bourse de Cortal.

N° VERT : 0 800 10 15 20 / WWW.e-cortal.com

Sur Internet, pour pouvoir gagner en Bourse, il n'y a pas de miracle, mais une solution : e-cortal.com. Aujourd'hui, avec 40% des investisseurs on line en France qui lui font confiance⁽¹⁾, 95% de clients satisfaits⁽²⁾, 9 bourses internationales accessibles en direct et une tarification parmi les plus attractives du marché, Cortal est le n°1 français de la Bourse sur Internet. Vous hésitez encore ?

(1) Source JP Morgan, février 2000. (2) Etude IFOP, octobre 1999. 95% des clients qui ont un compte Bourse chez Cortal sont satisfaits.

Je souhaite recevoir, sans engagement, un dossier d'information sur le Service Bourse de Cortal.

Nom _____
Prénom _____ Date de naissance _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. dom. _____ Tél. bur. _____ E-mail _____

Transmettez vos coordonnées par fax au 01 47 38 96 20, par courrier sans l'affranchir à Cortal, libre réponse 41, 92529 Neuilly-sur-Seine cedex

Suite à cette offre, et par l'intermédiaire de Cortal, vous pouvez être contacté téléphoniquement par Cortal ou être amené à recevoir par courrier des documents et des offres émanant d'autres sociétés. Si vous ne souhaitez pas recevoir de telles propositions, il vous suffit de nous le signaler en indiquant clairement vos nom, prénom et adresse.

CORTAL
PLUS D'OCCASIONS
DE GAGNER PLUS

SPORTS Le FC Gueugnon, club de division 2, a créé la surprise en emportant, samedi 22 avril au Stade de France, la finale de la Coupe de la Ligue aux dépens du Paris-SG (2-0). ● LE

CLUB DU CHAROLAIS s'est imposé en toute logique bien que doté d'un budget relativement modeste (24 millions de francs), comparé à celui de son adversaire (320 millions de francs)

● **GUEUGNON**, qui jouera en Coupe de l'UEFA à partir du mois de septembre, risque de ne pas pouvoir garder certains de ses joueurs, comme le défenseur central Sylvain Distin,

contacté par plusieurs formations françaises et étrangères. ● **DIX JOURS** après l'exploit des amateurs de Calais face à Bordeaux en demi-finales de la Coupe de France, ce premier succès

d'un club de D2 en Coupe de la Ligue illustre à la fois les progrès effectués par les « petits » clubs et la lassitude des équipes de l'élite.

Coupe de la Ligue : la victoire de Gueugnon sonne la révolte des « petits »

Les footballeurs du Charolais ont confirmé la tendance inspirée par Calais : les « cendrillons » se sont imposés en finale face au Paris-SG (2-0). C'est la première fois qu'une équipe de division 2 emporte cette compétition réservée aux clubs professionnels

DANS LA SALLE d'interview du Stade de France, lieu qui voit habituellement défilier les champions du monde dans un show minuté, les joueurs de Gueugnon sont arrivés en short et maillot, les genoux crottés et les cuisses éraflées. Plus à l'aise en habit de footballeur qu'en tenue de ville, ils sont restés aussi longtemps que nécessaire, le verbe fécond et le sourire aux lèvres. Chacun leur tour, ils ont parlé de « club familial », de « solidarité », de « groupe de copains », de « soirées en commun après l'entraînement ». Ils ont répété qu'ils en « voulaient davantage » que leurs adversaires. A l'unisson, ils ont proclamé que « l'argent ne fait pas tout dans le football », une doctrine qui est aussi désormais la leur. Grâce à leur victoire en finale sur le Paris-Saint-Germain (2-0), les joueurs du

salaire à Paris est celui du Nigérian « Jay-Jay » Okocha : 900 000 francs mensuel ; il est de 55 000 francs par mois au sein de l'effectif bourguignon.

Pour importantes qu'elles soient, ces disparités n'ont pesé d'aucun poids samedi soir. Les hommes de l'entraîneur Alex Dupont ont eu la maîtrise du jeu pendant pratiquement toute la rencontre. Ils se sont créé une dizaine d'occasions de but. En toute logique, ils ont ouvert le score par leur attaquant argentin Marcelo Trapasso à la 65^e minute, avant de doubler la mise pendant les arrêts de jeu par le remplaçant Sylvain Flauto, auteur d'une course de 35 mètres au cœur d'une défense parisienne prise en flagrant délit de laisser-aller.

Dans les vestiaires du Stade de France, les vainqueurs ont entonné



La Gueugnonnais Didier Neumann échappe au marquage du Parisien « Jay Jay » Okocha.

Paris-SG en état de choc

Les footballeurs et les dirigeants du Paris-SG n'ont vraiment rien fait pour soigner leur image lors de cette finale de la Coupe de la Ligue. Après la médiocre production de l'équipe, cinq joueurs n'ont pas jugé utile de se présenter à la remise des récompenses. Mis à part l'entraîneur, Philippe Bergeroo, aucun autre responsable du club ne s'est exprimé samedi soir. Le lendemain, le directeur sportif, Jean-Luc Lamarche, a fini par admettre qu'« il y a eu faute professionnelle grave ».

Les relations entre certains joueurs, déjà très tendues depuis le début de l'année, risquent de se dégrader un peu plus. Dans les vestiaires du Stade de France, le meneur de jeu nigérian Augustine « Jay Jay » Okocha ne cachait pas sa consternation. Cet échec retentissant pourrait, par ailleurs, remettre en cause le statut de gardien titulaire promis à Dominique Casagrande pour la saison 2000-2001.

FC Gueugnon sont devenus, samedi 22 avril, les premiers footballeurs de division 2 à emporter la Coupe de la Ligue.

L'exploit est à la hauteur du rapport de forces économiques entre les deux clubs. Le budget du PSG s'élève à 320 millions de francs cette saison ; celui de Gueugnon est de 24 millions de francs. Le plus haut

un chant africain, sous l'autorité de leur capitaine d'origine sénégalaise, Amara Traoré. Ils ont enchaîné avec des chansons du carnaval de Dunkerque sous la direction d'Alex Dupont, Nordiste expatrié. Ils sont ensuite allés danser dans une discothèque des Champs-Élysées jusqu'à 5 heures du matin. Le teint pâle, ils se sont alors rendus sur les

plateaux de télévision pour tenter d'expliquer comment, dix jours après la victoire de Calais face aux Girondins de Bordeaux en demi-finales de la Coupe de France, le football « de clocher » est désormais capable de battre le football des métropoles.

« À TOUT HASARD... »

« Tout comme les Calaisiens, un grand nombre de nos joueurs sont, au départ, des laissés-pour-compte du professionnalisme. Il faut bien le reconnaître », indique Gilles Perrin, ancien joueur devenu le président du club. A moins de naître dans la région, comme le gardien de but Richard Trivino, dont le père, l'oncle et le cousin portèrent avant lui le maillot du club, on ne vient pas

spontanément à Gueugnon, gros bourg de 9 700 habitants connu pour son industrie métallurgique.

Le défenseur Johann Bouzin a posé ses valises dans le Charolais parce que l'AS Beauvais l'avait mis au ban de l'équipe première. Pour des raisons similaires, Cédric Chabert, écarté à Valence, et Didier Neumann, en situation d'échec au FC Metz, ont suivi le même chemin. Quant à David Fanzel, Le Mans l'avait carrément prié d'aller voir ailleurs en début de saison. « J'ai prié mon téléphone et j'ai appelé à Gueugnon pour voir si, à tout hasard, on pouvait avoir besoin d'un vieux joueur de trente-quatre ans comme moi. On m'a dit de venir donner un coup de main. J'y suis allé car je n'avais rien d'autre », raconte-t-il.

Là s'arrête la comparaison avec Calais. A l'inverse du club amateur qui se prépare à affronter Nantes en finale de la Coupe de France, le 7 mai, le FC Gueugnon est une entité reconnue sur la carte du football professionnel hexagonal. Créé en 1940 par les Forges de la ville, le club est en division 2 depuis maintenant trente ans. Champion de D2 en 1979, il se voit alors refuser l'accession à l'échelon supérieur par la Ligue nationale de football, car ses dirigeants refusent d'adopter le statut professionnel. L'ascension se fera finalement en 1995, mais l'équipe des Forgerons ne restera qu'une saison au sommet. « Gueugnon est un club structuré. La meilleure preuve est que nous nous sommes plutôt bien sortis de ce passage en D1 et de la

Prime de 300 000 francs pour chaque joueur

● **Le parcours du FC Gueugnon en Coupe de la Ligue.** En 16^e de finale, Gueugnon s'est imposé (1-0) à Niort (division 2). En 8^e de finale, les Forgerons ont éliminé (1-0) Toulouse (D2). Premier exploit en quarts de finale, avec la victoire (2-0) face au RC Strasbourg (D1). Paradoxalement, c'est en demi-finales, face au Red Star, club de National (l'ex-division 3), que Gueugnon a le plus souffert. A l'issue de la prolongation, le score était de 2-2. Les Bourguignons l'ont finalement emporté à l'issue d'une longue séance de tirs au but (9-8).

● **Dotation et primes.** Le FC Gueugnon va toucher de la Ligue nationale de football une dotation de 20 millions de francs, ce qui représente une somme considérable pour ce club dont le budget pour la saison 1999-2000 est de 24 millions. Le Paris-SG, finaliste, recevra 12 millions de francs pour un budget de 320 millions. Les joueurs du FCG percevront chacun une prime de 300 000 francs. Leurs salaires mensuels s'échelonnent entre 12 000 francs pour le gardien de but Richard Trivino et 55 000 francs pour l'avant-centre Amara Traoré.

● **Le cinquième « petit » club français en coupes d'Europe.** Le FC Gueugnon disputera à partir du mois de septembre la Coupe de l'UEFA. En 1962, Saint-Etienne (alors en D2) avait atteint les 8^e de finale de la Coupe des coupes. En 1994, Marseille (D2) a disputé la Coupe de l'UEFA (élimination en 16^e de finale). En 1997, Nice (D2) a joué la Coupe des coupes (élimination en 8^e de finale). Enfin, le plus gros exploit revient à Nîmes, qui était en division 3 quand il s'est qualifié pour la Coupe des coupes (élimination en 8^e de finale).

Le Charolais attend patiemment ses héros

DANS LA RUE PRINCIPALE de Gueugnon, pavée des couleurs jaune et bleu, plusieurs centaines de personnes ont célébré, dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 avril, la victoire de leur équipe en Coupe de la Ligue. La fête, commencée dans les quelques cafés du centre-ville ouverts samedi soir, s'est prolongée dans la seule discothèque de la commune, le Tacot's, jusqu'au petit matin.

« Gueugnon champion, le reste c'est du bidon », ont chanté les habitants de la ville, qui ont également multiplié les slogans célébrant la victoire des « petits » sur les « Parisiens ». « J'espère qu'ils vont savoir où est Gueugnon, tous ceux qui nous prenaient pour des petits campagnards, des paysans », a indiqué une supportrice.

Alors que le curé a fait sonner les cloches de Pâques un peu plus longtemps dimanche ma-

tin, tout Gueugnon se donnait rendez-vous au stade Jean-Laville. La cité de 9 700 âmes était relativement vide, en effet, ce week-end. Trois trains spéciaux et 43 autocars, sans compter de très nombreuses voitures particulières, avaient amené 13 500 personnes originaires de la région jusqu'au Stade de France.

SAISON PAS TERMINÉE

Les joueurs ne devaient pas être de retour dans le Charolais avant mardi après-midi, ces derniers ayant prévu de prolonger leur séjour à Paris afin de participer, lundi soir à Euro Disney, à la neuvième cérémonie des Oscars du football organisée par Canal+ et l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP).

La saison des Bourguignons n'est pas terminée pour autant. Il reste quatre journées en di-

vision 2, et Gueugnon, qui est classé huitième avec un match en retard, peut encore espérer avec un maximum de réussites obtenir un billet pour la division 1. En attendant de reprendre le chemin de l'entraînement, les vainqueurs de la Coupe de la Ligue savoureront leur statut de nouveaux héros.

Le président de la République les a félicités. « C'est superbe et cela prouve qu'on peut toujours gagner quand on a la détermination et la foi », a déclaré Jacques Chirac, qui s'exprimait à la sortie de la messe de Pâques à laquelle il a assisté à la paroisse Saint-Trophyme à Bormes-les-Mimosas (Var). Leur succès démontre « la capacité d'hommes qu'on n'attendait pas à ce niveau et qui ont su se dépasser », a poursuivi le chef de l'Etat actuellement en séjour privé au fort de Brégançon. - (Avec AFP)

Les dépositaires d'un football à visage humain

PEU IMPORTE que le printemps soit pourri. Pour la France du football, la vie est belle. Elle tient ses nouveaux héros et les célèbre avec gourmandise. Hier encore, elle ignorait tout de ces

ANALYSE

Trop de mercenaires transigent d'un club à l'autre au gré des tractations lucratives de leurs agents

joueurs anonymes, y compris leur localisation géographique. Calais ? Quelque part dans le Nord. Gueugnon ? Joker. Dans l'univers du ballon rond, les histoires enflammées surgissent souvent de l'ombre d'un clocher ou de l'embrasement d'un vestiaire bricolé à la bonne fortune. Les exploits à répétition de Calais en Coupe de France avaient jusque-là voilé les coups d'éclat des Forgerons du FC Gueugnon en Coupe de la Ligue. Les voilà désignés à leur tour, par la vox populi, comme les dépositaires d'un football à visage humain.

Et tant pis si, à l'automne, la participation du néophyte à la Coupe de l'UEFA « s'arrêtera à l'issue du premier tour » de l'aveu même du défenseur David Fanzel. Ce n'est pas à l'aune de leur parcours européen que l'on jugera ces exclus du football-business. Tout leur sera pardonné dès lors qu'« ils conservent leur fraîcheur d'âme », clament les supporteurs.

L'irruption inopinée de deux petits clubs sur la scène nationale n'est pas un fait inédit. En 1986, le Nîmes Olympique, alors en division 3, est parvenu en finale de la Coupe de France face au champion de France, Auxerre, avant de disputer la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe avec une élimination en huitièmes de finale. C'est un contexte particulier qui vaut, aujourd'hui, à Calais et Gueugnon une sympathie qui transcende les clivages régionaux.

Le rejet de l'affairisme, l'inflation indécente des salaires, l'affaire Nicolas Anelka au Real Madrid, ou encore les récents incidents d'OM-Monaco, nourrissent jusqu'à l'écœurement un climat rebutant. Ce sont les images

d'une joie saine dont on aime se rassasier désormais. Et si la folie collective d'un succès inespéré s'empare d'une cité en souffrance, c'est une dimension sociale qui lie acteurs et spectateurs. Symbole par excellence, l'ascension du milieu de terrain gueugnonnais Cédric Chabert, qui était au chômage avant de signer un contrat en juin 1999. L'empressement à magnifier ces cendrillons ne doit pas masquer quelques vérités. A commencer par le statut des joueurs de Gueugnon, tous professionnels et qui ne refuseraient pas – si l'occasion se présente – de rejoindre des équipes plus huppées. Calais, qui évolue en CFA (l'ex-division 4), n'emploie pas de footballeurs à plein temps mais l'entraîneur Ladislav Lozano dirige, en moyenne, quatre ou cinq séances par semaine.

Il n'est pas inutile de rappeler, par ailleurs, que le travail de formation entrepris dans les clubs professionnels depuis plusieurs décennies profite aux clubs des divisions inférieures qui recrutent les stagiaires non retenus par les équipes de l'élite, mais dont les qualités sont très proches des élus. Enfin,

l'exode ininterrompu des meilleurs footballeurs français parachève cette uniformité croissante des valeurs. « Il est avéré que le niveau de notre championnat est en baisse et je ne suis pas sûr que les éléments pour y remédier dans un avenir proche soient réunis », estime Michel Platini.

Ce dont souffre aujourd'hui le football français, ce n'est pas de sa base, comme en témoignent les épopées de Calais et de Gueugnon, ni de son sommet, avec les champions du monde dont à peu près personne ne critique les émoluments de milliardaires et encore moins un plan de carrière habilement mené.

LE PRIX FORT

Sa faiblesse se situe dans la catégorie des joueurs de bon niveau auxquels les supporteurs ne veulent pas s'identifier quand ils ne les sifflent pas. Ces mercenaires, que l'envoie des tarifs a mis très tôt à l'abri du besoin, transigent d'un club à l'autre au gré des tractations lucratives de leurs agents. Le Paris-Saint-Germain, qui en compte un certain nombre dans son effectif, a

descente en D2, qui n'est jamais facile à assumer économiquement », assure Gilles Perrin.

Situé géographiquement entre deux des meilleurs clubs formateurs de France, Auxerre et Lyon, le FC Gueugnon doit sa longévité à la mise en place de solutions alternatives. Son directeur sportif, Georges Bernard, est ainsi devenu l'un des meilleurs connaisseurs des championnats de divisions inférieures – National, CFA et CFA 2 – au sein desquels, chaque année, il part chercher une ou plusieurs perles rares.

DISTIN, LA TROUVAILLE

Sa dernière trouvaille, Sylvain Distin, vingt-deux ans, aura été l'une des révélations de la Coupe de la Ligue. Formé au PSG, transféré à Joué-lès-Tours (CFA) puis à Tours (CFA), ce défenseur central de 1,91 m intéresse aujourd'hui de nombreux clubs français et étrangers (PSG, Saint-Etienne, FC Valence, AS Rome...). Conscients qu'ils ne pourront pas conserver leur joueur, les dirigeants gueugnonnais espèrent le céder contre 20 millions de francs.

Sylvain Distin ne jouera donc probablement pas la Coupe d'Europe de l'UEFA avec le club qui lui a permis de paraître au grand jour. Il ne sera pas le seul dans ce cas. David Fanzel, qu'aucune équipe ne voulait en début de saison, a confirmé samedi soir qu'il mettrait un terme à sa carrière fin 2000. « Je suis heureux d'arrêter là. Coupe de l'UEFA ou pas, cela ne change rien. Les gars feront un tour ou deux en Coupe d'Europe, sans moi. Cela fera connaître Gueugnon », sourit-il. A la rentrée prochaine, David Fanzel ira travailler dans l'agence de location de véhicules utilitaires que possède son beau-père non loin de Toulouse. « Peut-être alors que je prendrai une licence amateur, dit-il, pour continuer à jouer. »

Frédéric Potet



payé le prix fort face à Gueugnon. L'anecdote de ce joueur blessé qui aurait passé une partie de sa convalescence aux Bahamas après avoir annoncé à ses dirigeants qu'il se rendait dans son pays (moins exotique) traduit un regrettable sentiment d'impunité.

Les Girondins de Bordeaux, éliminés en demi-finales de la Coupe de France par Calais, ne sont pas mieux lotis avec leur duo d'attaquants internationaux Sylvain Wiltord-Lilian Laslandes. Le premier, qui veut absolument partir en juin malgré le veto de sa direction, a été refusé de jouer à Sedan, le 7 avril, et a été évincé depuis par son entraîneur. Le second, raillé par son public, a été prié d'adopter un comportement privé plus compatible avec une vie de sportif de haut niveau.

« Il y a un problème de motivation, a diagnostiqué, samedi, Lionel Jospin, avant d'ajouter, acide : Quand on voit Bordeaux et le Paris-Saint-Germain se faire battre par Calais et Gueugnon, on comprend mieux les problèmes de nos clubs en coupes d'Europe. »

Elie Barth

Dopé repent, le vététiste Jérôme Chiotti affronte une tempête de récriminations

Le champion du monde 1996 a avoué avoir utilisé de l'érythropoïétine (EPO)

Le vététiste Jérôme Chiotti, champion du monde 1996, a reconnu dans une interview accordée au magazine « Vélo Vert » qu'il avait eu recours à

l'érythropoïétine pour emporter son titre. Cette révélation jette à nouveau le trouble dans le cyclisme professionnel. L'athlète risque de se voir

lourdement sanctionné par les instances fédérales nationale et internationale qui pourraient, notamment, lui retirer son titre.

GUÉRET, PRÉFECTURE du département de la Creuse, n'en attendait sûrement pas tant. Et le VTT, cette discipline encore mal connue du sport cycliste professionnel, n'escomptait probablement pas une telle publicité pour la première épreuve de la Coupe de France 2000.

Dimanche 23 avril, Jérôme Chiotti s'est présenté au départ, revêtu du maillot de champion de France gagné en juillet 1999 à l'issue d'une compétition truquée, et l'a déposé symboliquement sur la ligne blanche. A vingt-huit ans, le champion du monde de VTT cross-country 1996 a choisi d'en finir avec le mensonge et l'hypocrisie. Deux jours avant, il avait parlé. « Oui, à l'époque, j'ai été champion du monde parce que je prenais de l'EPO », confiait-il au magazine Vélo Vert.

« Qu'est-ce que ça m'aurait rapporté de [le] dire avant ? Je me serais fait allumer par toute la presse nationale, je n'aurais pas eu de contrat l'année d'après, je me serais fait licencier, et puis voilà ! », répliqua-t-il par avance à ceux qui lui reprocheraient d'avoir laissé écouler tant de temps. « Tous le monde sait grosso modo comment ça se passait et comment ça se passe encore », ajouta-t-il. Dans la foulée, Jérôme Chiotti reconnaît avoir triomphé lors des

championnats de France 1999 grâce à une entente illicite avec Miguel Martinez, son rival : « C'était un arrangement à l'amiable entre lui et moi... Son sponsor lui interdisait de porter le maillot de champion de France. »

Erythropoïétine (EPO), hormones de croissance, corticoïdes :

La colère de Daniel Baal

La Fédération française de cyclisme (FFC) n'a jamais cautionné et ne cautionnera jamais des tricheurs, a affirmé son président, Daniel Baal, dimanche 23 avril. Le vététiste Jérôme Chiotti avait estimé que la FFC, en menaçant de le suspendre après ses aveux de dopage et d'entente illicite, cautionnait les tricheurs et laissait comprendre à tous les coureurs « qu'il ne faut pas parler ». « Nous ouvrons la procédure disciplinaire parce que le règlement de l'Union cycliste internationale nous l'impose. Ne pas ouvrir de procédure reviendrait à tolérer a posteriori des agissements que nous avons toujours dénoncés », a déclaré Daniel Baal.

Quant aux menaces de Jérôme Chiotti - « Si on doit me sanctionner, j'accuserai », a déclaré le coureur -, le président de la FFC a répliqué : « Je ne sais pas qui il veut accuser, mais je répète que la position et les actions de la Fédération, depuis longtemps, bien avant 1998, vont toujours dans le même sens. »

la panoplie contenue dans les valises surchargées de trop nombreux cyclistes toutes catégories confondues, comme l'a récemment démontré l'affaire de Perpignan (Le Monde du 22 avril), a accompagné Jérôme Chiotti dans son ascension. Comme il le laissait entendre (Le Monde des 12 et 13 décembre 1999), lui aussi a donc sacrifié au rite de la piqûre. « Ça m'a coûté en-

viron 40 000 francs pour préparer mon championnat du monde », a-t-il précisé.

Ces derniers temps, soutenu par son entraîneur Antoine Vayer, qui est aussi celui de Christophe Bassons, Jérôme avait décidé d'arrêter le dopage et souhaitait poursuivre une carrière démarrée dès l'âge de

il alors. Dimanche matin, dans un gîte rural à Champsanglard (Creuse), il n'en revenait pas. Jamais ce coureur natif de Millau (Aveyron), professionnel sur route entre 1994 et 1998 à Corbeil (Essonne), au Groupement puis chez Festina, n'aurait imaginé que ces déclarations provoqueraient un tel tollé.

« FAIRE AVANCER LES CHOSSES »

« C'est fou, a-t-il confié, si j'avais su, j'aurais davantage réfléchi avant de dire tout ça. » Pourtant, il ne regrette pas son courage et ne renie aucun de ses propos. « J'essaie de faire avancer les choses, a-t-il expliqué. Dans mon cas, il ne s'agit pas d'aveux obtenus sous la pression. Le plus souvent, ceux qui ont parlé avant moi étaient poussés vers la sortie avant leurs déclarations. Pas moi. »

Reste que sa carrière semble désormais largement hypothéquée. Loin d'être félicité pour son honnêteté tardive, le repent à dû, au contraire, faire face à une volée de bois vert. Pas tant pour avoir triché que pour l'avoir confessé. Fidèle à ses habitudes, Hein Verbruggen, le président néerlandais de l'Union cycliste internationale (UCI), a rappelé le règlement : « Si quelqu'un reconnaît avoir utilisé des produits interdits, on peut remonter jusqu'à cinq ans en arrière pour le sanctionner. Là, c'est à la Fédération française de réagir. On peut lui enlever sa victoire. » Daniel Baal, le président de la Fédération française de cyclisme (FFC), s'est déclaré « écœuré » par ces révélations et a affirmé qu'une procédure disciplinaire serait ouverte dès mardi 25 avril.

Jérôme Chiotti aura alors quinze jours pour constituer un dossier et assurer sa défense. Le risque de sanction est double. Poursuivi à la fois pour dopage et collusion, il encourt jusqu'à trois ans de suspension. Prêt à être confronté à ses juges, Jérôme Chiotti espère toutefois un soutien du ministère de la jeunesse et des sports : « Me sanctionner parce que je cesse de mentir ? C'est le monde à l'envers. » Aujourd'hui, Jérôme Chiotti ne souhaite plus qu'une chose : « Qu'on en finisse avec l'hypocrisie ; qu'on n'accorde plus de prime aux menteurs, mais à celui qui dit la vérité ! »

Michel Dalloni

Yves Bordenave

COMMENTAIRE

SILENCE, ON COURT !

Jérôme Chiotti a avoué : son titre de champion du monde de VTT 1996, il le doit à l'érythropoïétine tout autant qu'à son sens de l'équilibre.

Pour avoir triché, il sera puni. C'est la loi sportive. Qu'elle soit appliquée est une bonne nouvelle. On ose toutefois espérer que ce coureur, qui a porté le maillot de l'équipe Festina, sera sanctionné pour usage de produits dopants, et pas pour usage de médias.

La parole des dopés repentis, leurs témoignages, leur présence dans le peloton, est la plus efficace des armes de dissuasion.

Réduire Jérôme Chiotti au silence, l'écartier à tout jamais du milieu cycliste, le discréditer, comme on a tenté de le faire avec Erwan Mentheour, ancien espoir du cyclisme français, auteur du livre *Secret défoncé*, comme on l'a fait avec Gilles Delion ou Christophe Bassons, champions d'un cyclisme propre, c'est encourager le délit. Autoriser la parole, l'encourager, lui faire écho, aidera à comprendre. La stratégie de la répression vient de toucher une de ses limites. Elle ne peut tenir lieu de politique de lutte contre le dopage. Jérôme Chiotti sera sévèrement puni. Et alors ? Un réseau de trafiquants de substances illicites en tout genre a été démantelé à Perpignan. Et

alors ? Le peloton professionnel, celui-là même qui participait à l'Amstel Gold Race ou au Tour de Vendée, samedi 22 et dimanche 23 avril, est-il pour autant débarrassé de ses mauvaises habitudes ? Non.

Et pourtant, à l'entrée de l'été, le soleil et les vacances aidant, on nous proposera d'oublier tout ça, de retourner sur le bord de la route applaudir ceux qui ne parlent pas, ceux qui ont triché, ceux qui continuent de tricher et de nous prendre pour des gogos, ceux qui courent toujours. On nous demandera de ne croire qu'à leurs exploits. Au royaume des sourds-muets, les aveugles sont rois, comme Ubu.

Le doublé des McLaren-Mercedes à Silverstone relance le championnat de F1

EN FRANCHISSANT en vainqueur la ligne d'arrivée du Grand Prix de Grande-Bretagne devant son coéquipier finlandais, Mika Häkkinen, l'Ecossais David Coulthard (McLaren-Mercedes) a mis un terme à l'insolente domination des Ferrari, invaincues depuis le début

de la saison 2000. Avec trois victoires en autant de courses, Michael Schumacher semblait avoir relégué ses adversaires au rang de faire-valoir. Dimanche 23 avril, sur le circuit de Silverstone, le doublé des McLaren n'a pas ébranlé la confiance de l'Allemand mais l'a juste rappelé à un peu plus d'humilité.

Accusant près de 22 secondes de retard sur les voitures de tête après 20 tours de course, à la suite d'un piètre départ qui l'avait relégué en 8^e position, le pilote numéro un de la Scuderia s'est estimé « très heureux d'avoir terminé à la troisième place ». Avec 20 points d'avance sur David Coulthard au classement des pilotes, il s'est présenté sur le podium avec un large sourire et la mine réjouie de celui qui « a limité la casse ».

Un peu plus tard, Mika Häkkinen, pourtant mieux classé, n'a pas dissimulé son désappointement. Après quatre courses, le champion du monde en titre est toujours en quête d'une première victoire cette saison. « Ma voiture n'était pas bien réglée pour la course. Je n'étais pas satisfait de l'équilibre de ma mono-

place en course. Nous avons fait un petit changement lors de mon ravitaillement, et j'ai tout de suite été capable d'aller plus vite, mais il en aurait fallu plus », a-t-il déploré.

PRINCIPE D'ÉGALITÉ

Lors de la remise des trophées, le Finlandais a certainement aussi regretté que le principe d'égalité, garantissant une rivalité inconditionnelle entre les deux pilotes de son écurie, soit instauré de manière aussi drastique chez McLaren. Alors qu'il s'efforçait pied au plancher de revenir sur son coéquipier lors des derniers tours de circuit, Mika Häkkinen a pu constater qu'il n'aurait pas, cette saison non plus, le statut de pilote numéro un au sein de la firme anglaise. « C'est très important pour moi d'avoir emporté cette course... En continuant à gagner, ma cote va remonter », s'est félicité le vainqueur du jour.

En 1999, David Coulthard avait déjà privé Mika Häkkinen de points très précieux dans la lutte pour le titre. C'est seulement lors

de l'ultime course, sur le circuit de Suzuka (Japon), que le champion du monde était parvenu à conserver sa couronne mondiale. Les ambitions dévorantes de son coéquipier, ajoutées au principe d'équité entre pilotes, avait alors fourni à Mika Häkkinen son lot d'inquiétudes et de désillusions. Si le doublé de Silverstone a rassuré le Finlandais sur la fiabilité de sa MP4-15, il lui a aussi apporté une part de regrets. A quelques kilomètres du siège de leur écurie, « les deux rivaux de chez McLaren » ont terminé avec un écart inférieur à une seconde et demie.

Si la stratégie d'un seul ravitaillement s'est révélée particulièrement efficace pour les Flèches d'argent, leur endurance retrouvée a autorisé la victoire. David Coulthard a filé vers le 7^e succès de sa carrière aux alentours de la mi-course, après l'abandon du Brésilien Rubens Barrichello, parti en position de pointe au volant de sa Ferrari et victime de problèmes hydrauliques ayant provoqué une tête-à-queue. « Cela m'a laissé du

temps pour penser ce que je ressentirais en cas de victoire », a expliqué l'Ecossais.

L'Allemand Heintz-Harald Frentzen, autre leader de la course aux commandes de sa Jordan-Mugen Honda, a également été contraint au renoncement sur une défaillance de sa boîte de vitesses, à six tours du drapeau à damier. Les surprenants BMW-Williams de l'Allemand Ralf Schumacher et du prodige anglais Jenson Button (Le Monde daté du dimanche 23-lundi 24 avril) ont pris respectivement les 4^e et 5^e places.

PROST-PEUGEOT : DU MIEUX

La 10^e position de Jean Alesi laisse entrevoir divers motifs de satisfaction pour l'écurie Prost-Peugeot. « Je suis heureux parce que, pour nous, finir une course est déjà un résultat. Maintenant, nous allons regarder précisément les points négatifs et positifs de ce week-end et poursuivre notre travail. J'ai roulé pendant toute la course avec une voiture qui n'était certes pas parfaite et qui glissait un peu de l'arrière, mais, au moins, elle a eu un rendement régulier », a affirmé le pilote.

Avant de se rendre à Barcelone pour le Grand Prix d'Espagne, qui aura lieu le 7 mai, le quadruple champion du monde reconverti en patron d'écurie se veut rassurant : « Il est difficile de finir en bonne position en partant de si loin sur la grille. Nous avons encore connu plusieurs problèmes, mais ils sont de moins en moins nombreux. »

Pierre Lepidi

Cédric Pioline et Mary Pierce en forme avant Roland-Garros

CÉDRIC PIOLINE a remporté le premier titre majeur de sa carrière en s'imposant sur la terre battue de Monte-Carlo, dimanche 23 avril, face au Slovaque Dominik Hrbaty 6-4, 7-6 (7-3), 7-6 (8-6) après 2 heures et 41 minutes d'un match somptueux. Cédric Pioline devient le premier Français à s'imposer en Principauté depuis Pierre Darmon en 1963. « C'est un sentiment merveilleux d'avoir gagné ici. Je voulais connaître cette sensation de terminer un grand tournoi en finissant vainqueur. J'ai l'impression d'avoir 20 ans », a déclaré le Français, qui compte dix ans de plus et qui avait été un finaliste malheureux à Monte-Carlo en 1993 et 1998. Grâce à cette victoire, la cinquième de sa carrière, Cédric Pioline se hisse à la 5^e place du classement mondial, et il fait son apparition dans la liste des favoris pour les Internationaux de France de Roland Garros qui se disputent du 29 mai au 11 juin (Le Monde daté 23-24 avril).

Sur la terre battue de Hilton Head (Caroline du Sud), la Française Mary Pierce s'est adjugée son premier tournoi de l'année et le 14^e de sa carrière en écrasant en finale l'Espagnole Arantxa Sanchez (6-1, 6-0), dimanche 23 avril. A l'endroit même où elle avait effectué ses débuts professionnels en 1989, Mary Pierce, aujourd'hui 4^e joueuse mondiale, n'a pas perdu le moindre set tout au long de la semaine, ne concédant que douze jeux en tout à ses adversaires.

Coupe d'Espagne : le FC Barcelone forfait pour « ne pas être ridicule »

LE FC BARCELONE ne disputera pas sa demi-finale retour de la Coupe d'Espagne de football, qui devait l'opposer à l'Atletico Madrid, lundi 24 avril. « Nous sommes une entité suffisamment sérieuse pour ne rien faire de ridicule et nous n'allons pas le faire », a affirmé, José Luis Nunez, président du club, dimanche à la radio CadenaCOPE. Alléguant ne pas disposer d'un effectif suffisant, l'entraîneur néerlandais Louis Van Gaal réclame l'ajournement du match au 16 mai. Il affirme ne disposer actuellement que de 11 joueurs, dont 2 gardiens. Neuf internationaux du Barça (Reiziger, Frank de Boer, Cocu, Kluijvert, Bogarde, Zenden, Rivaldo, Figo, Litmanen) ont en effet été convoqués par leurs sélections nationales respectives pour les matches amicaux du mercredi 26 avril. En fait, six des internationaux sont Néerlandais, ce qui fait écrire au quotidien As que le Barça n'aurait pas ces problèmes « s'il disputait la Coupe et le championnat néerlandais ». De plus, trois joueurs (dont Ronald de Boer) sont blessés. Les joueurs catalans se présenteront sur le terrain, mais ne joueront pas. Au match aller, le FC Barcelone s'était incliné face à l'Atletico Madrid (3-0).

■ **BASKET-BALL : Strasbourg** est le seul club victorieux à l'extérieur à l'issue des quarts de finale aller du Championnat de France, qui se sont achevés dimanche 23 avril, après sa victoire à Cholet (56-74). Pau-Orthez, Villeurbanne et Limoges ont respectivement battu le PSG-Racing (69-62), Chalons-sur-Saône (72-50) et Le Mans (70-65).

■ **CYCLISME : l'Allemand Erik Zabel**, vainqueur au sprint samedi 22 avril de l'Amstel Gold Race (Pays-Bas), devant le Néerlandais Michael Boogerd (vainqueur en 1999) et le Suisse Markus Zberg, a accru son avance en tête de la Coupe du monde après la 5^e des dix épreuves. Avec 290 points, il devance les Belges Andrei Tchmil (125) et Peter Van Petegem (122).

■ **FOOTBALL : le Bayer Leverkusen**, vainqueur jeudi 20 avril à Brême (1-3), dispose toujours de trois longueurs d'avance sur le Bayern Munich, qui s'est imposé dimanche 23 avril à Dortmund (0-1), lors de la 31^e journée du championnat d'Allemagne.

■ **Manchester United s'est adjugé son 13^e titre** de champion d'Angleterre, le sixième en huit ans, grâce à sa belle victoire à Southampton (3-1), samedi 22 avril. A quatre journées de la fin du championnat, les Mancuniens disposent de 13 joueurs d'avance sur Liverpool, tenu en échec sur le terrain d'Everton (0-0), et ne peuvent donc plus être rejoints.

■ **Le Deportivo La Corogne**, en tête du championnat d'Espagne, a maintenu, grâce à sa victoire dimanche 23 avril face à la Real Sociedad Saint-Sébastien (2-0), son avance de cinq points sur le FC Barcelone, vainqueur du FC Séville (2-0) au cours de la 34^e journée.

■ **La Juventus Turin et le Lazio Rome** mènent toujours le championnat d'Italie, à l'issue de 31^e journée disputée samedi 22 avril après leur victoires respectives contre la Fiorentina (1-0) et à Plaisance (2-0). A trois journées de la fin, la « Juve » compte toujours 5 points d'avance sur sa rivale romaine.

■ **Le PSV Eindhoven a décroché son 15^e titre de champion** des Pays-Bas, grâce à son succès (3-1) à Twente, vendredi 21 avril.

■ **L'international colombien Andrés Estrada a été libéré** par la guérrilla, dimanche 23 avril, après avoir été enlevé dans la nuit de vendredi à samedi à Carmen de Viboral, non loin de Medellín (nord-est de la Colombie). Andrés Estrada faisait partie de la sélection colombienne lors de la Coupe du monde de football 1998.

■ **NATATION : la Japonaise Mai Nakamura a amélioré le record du monde** du 50 m féminin en dos en 28 s 67 (contre 28 s 69) lors des championnats du Japon, dimanche 23 avril à Tokyo.

■ **RALLYE : le Français Jean-Louis Schlesser s'est imposé**, dimanche 23 avril pour la 3^e année consécutive, dans le Rallye de Tunisie au volant de son Buggy. L'épreuve a été endeuillée par la mort du motard belge Marc Beuls lors de la 5^e étape, disputée entre Ksar-Ghilane et Tamerza.

■ **RUGBY : l'équipe de France juniors est devenue championne du monde**, après sa victoire en finale, contre l'Australie (14-0), dimanche 23 avril. La Nouvelle-Zélande a pris la troisième place.

■ **Castres a pris le commandement de la poule 2 du championnat de France**, dimanche 23 avril lors de la 15^e journée après sa victoire contre Biarritz (28-13). Dans la poule 1, le Stade toulousain, auteur d'un net succès face à Auch (25-8), compte toujours cinq points d'avance sur le Stade français, vainqueur contre Perpignan (29-21).

■ **SPORTS ÉQUESTRES : Stéphane Delaveau (Eclipse de la Bar)** a gagné le prix de Fontainebleau, épreuve servant de revue d'effectif des meilleurs cavaliers français, samedi 22 avril. La veille, Olivier Guillon (Dumba) avait remporté le prix des Haras nationaux.

■ **TENNIS DE TABLE : l'équipe de France féminine s'est inclinée (4-1) devant l'Allemagne**, enregistrant sa 5^e défaite dans le groupe A des championnats d'Europe par équipes dimanche 23 avril. Lundi, elles rencontraient l'Angleterre en match de barrage afin d'espérer se maintenir en division I. Vainqueurs des Yougoslaves (4-0), les Français, champions d'Europe en titre, rencontraient la Russie, lundi, pour une place en demi-finale.

■ **LOTTO : tirages n° 33 effectués samedi 22 avril. Premier tirage** : 6, 18, 28, 43, 44, 48 ; numéro complémentaire : 14. Rapports pour 6 numéros : 3 243 600 F (494 483 €) ; 5 numéros et le complémentaire : pas de gagnant ; 5 numéros : 12 420 F (1 893 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 356 F (54,27 €) ; 4 numéros : 178 F (27,13 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €). **Second tirage** : 1, 4, 10, 18, 46, 47 ; numéro complémentaire : 27. Pas de gagnant pour 6 numéros. 5 numéros et le complémentaire : 37 635 F (5 737 €) ; 5 numéros : 4 950 F (754 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 246 F (37,50 €) ; 4 numéros : 123 F (18,75 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 26 F (3,96 €) ; 3 numéros : 13 F (1,98 €).

Nouvelle dégradation par l'ouest

MARDI. Une dépression est centrée sur le pays de Galles et dirige sur notre pays un flux de sud-ouest. Une perturbation circule très lentement sur la moitié ouest de la France. La situation évoluera peu durant les prochains jours.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - En Bretagne, le ciel est nuageux avec des averses. De la Basse-Normandie aux pays de Loire, les pluies faibles du matin laissent place à un ciel variable avec des averses l'après-midi. Il fera de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La nébulosité est très importante avec un ciel très nuageux à couvert. Il pleuvra sur la Haute-Normandie et la Touraine, puis sur les Flandres et la Picardie. Sur le Bassin parisien les pluies sont faibles et éparses. Il fera de 16 à 18 degrés du Nord - Pas-de-Calais à la Picardie, de 19 à 23 de l'Ile-de-France au Centre.

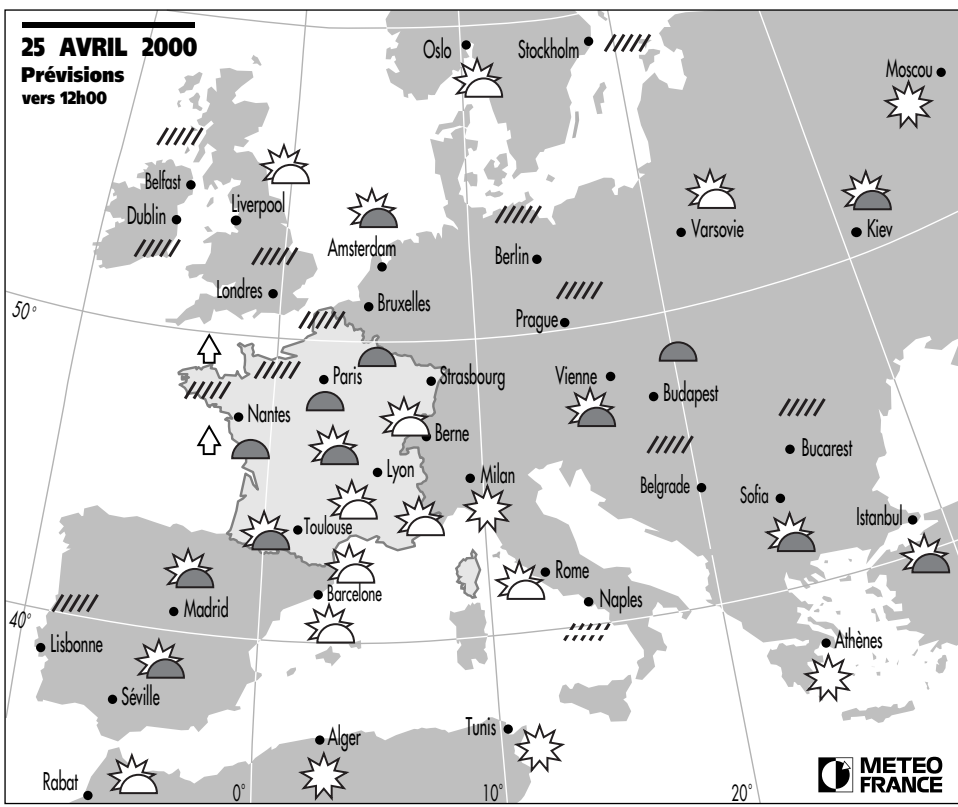
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Alsace et Franche-Comté bénéficie-

ront de belles périodes ensoleillées. Un voile envahit progressivement la Lorraine. Le ciel est de plus en plus chargé sur la Champagne et la Bourgogne. Il fera de 18 à 20 degrés, 22 en Alsace.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel est couvert sur Poitou-Charentes avec des pluies faibles. Les nuages se font de plus nombreux sur l'Aquitaine et des pluies abondent la Gironde l'après-midi. Sur Midi-Pyrénées la journée est agréable, nuageuse l'après-midi. Il fera de 17 à 21 degrés sur le Poitou-Charentes, 21 à 25 dans le Sud-Ouest.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Du Limousin à l'Auvergne un épais voile recouvre le ciel, mais le temps reste sec. Après une matinée ensoleillée, le ciel de Rhône-Alpes devient plus nuageux. Il fera de 18 à 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La journée est agréable avec de belles périodes ensoleillées. Il fera de 18 à 22 degrés.



Publicité

http://www.ebookers.com/fr

Caen
12°C

Bangkok
33°C

ebokers.fr
aujourd'hui ici, demain là-bas

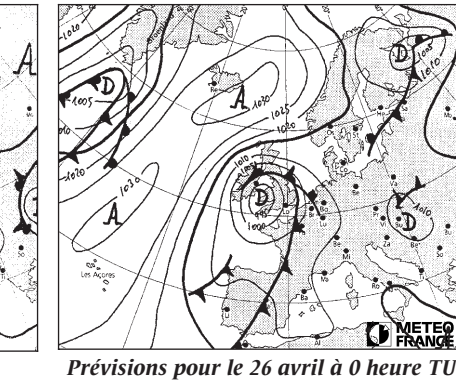
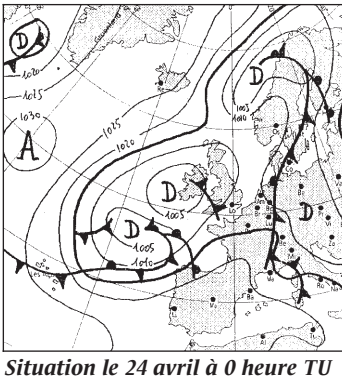
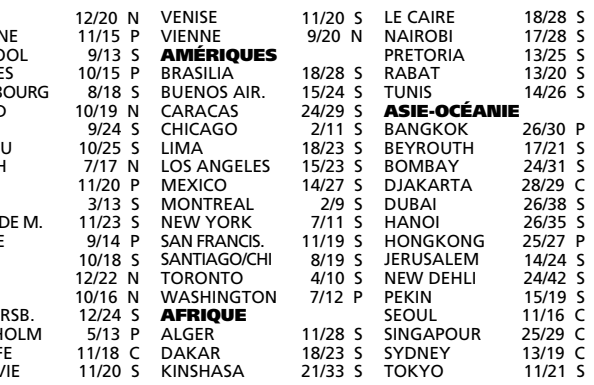
© 2000 ebookers.com plc. Licence L0547701

PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL 2000

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

| FRANCE métropole | | FRANCE outre-mer | |
|------------------|---------|------------------|---------|
| AJACCIO | 8/18 S | NANCY | 4/20 N |
| BIARRITZ | 14/21 C | NANTES | 10/16 P |
| BORDEAUX | 13/22 C | NICE | 11/18 S |
| BOURGES | 10/22 C | PARIS | 10/20 P |
| BREST | 9/13 P | PAU | 9/23 C |
| CAEN | 8/16 P | PERPIGNAN | 10/22 N |
| CHERBOURG | 9/15 P | RENNES | 11/15 P |
| CLERMONT-F. | 7/24 N | ST-ETIENNE | 6/22 N |
| DIJON | 5/21 N | STRASBOURG | 6/21 S |
| GRENOBLE | 5/23 S | TOULOUSE | 10/24 N |
| LILLE | 8/18 P | TOURS | 9/20 C |
| LIMOGES | 10/21 C | FRANCE outre-mer | |
| LYON | 6/21 N | CAYENNE | 24/28 P |
| MARSEILLE | 9/22 S | FORT-DE-FR. | 24/29 C |
| | | NOUMEA | 21/26 C |

| | | | | | | | |
|---------------|---------|-------------|---------|---------------|---------|--------------|---------|
| PAPEETE | 24/30 S | KIEV | 12/20 N | VENISE | 11/20 S | LE CAIRE | 18/28 S |
| POINTE-A-PIT. | 23/30 S | LISBONNE | 11/15 P | VIENNE | 11/15 P | NAIROBI | 17/28 S |
| ST-DENIS-RÉ. | 23/28 P | LIVERPOOL | 9/13 S | AMÉRIQUES | | PRETORIA | 13/25 S |
| EUROPE | | LONDRES | 10/15 P | BRASILIA | 18/28 S | RABAT | 13/20 S |
| AMSTERDAM | 8/19 N | LUXEMBOURG | 8/18 S | BUENOS AIR. | 15/24 S | TUNIS | 14/26 S |
| ATHENES | 14/20 S | MADRID | 10/19 N | CARACAS | 24/29 S | ASIE-Océanie | |
| BARCELONE | 12/19 S | MILAN | 9/24 S | CHICAGO | 2/11 S | BANGKOK | 26/30 P |
| BELFAST | 6/7 P | MOSCOU | 10/25 S | LIMA | 18/23 S | BEYROUTH | 17/21 S |
| BELGRADE | 12/17 P | MUNICH | 7/17 N | LOS ANGELES | 15/23 S | BOMBAY | 24/31 S |
| BERLIN | 10/16 P | NAPLES | 11/20 P | MEXICO | 14/27 S | DJAKARTA | 28/29 C |
| BERNE | 5/20 S | OSLO | 3/13 S | MONTREAL | 2/9 S | DUBAI | 26/38 S |
| BRUXELLES | 7/20 N | PALMA DE M. | 11/23 S | NEW YORK | 7/11 S | HANOI | 26/35 S |
| BUCAREST | 11/17 P | PRAGUE | 9/14 P | SAN FRANCISCO | 11/19 S | HONGKONG | 25/27 P |
| BUDAPEST | 13/22 S | ROME | 10/18 S | SANTIAGO/CHI | 8/19 S | JERUSALEM | 14/24 S |
| COPENHAGUE | 6/14 S | SEVILLE | 12/22 N | TORONTO | 4/10 S | NEW DEHLI | 24/42 S |
| DUBLIN | 6/8 P | SOPIA | 10/16 N | WASHINGTON | 7/12 P | PEKIN | 15/19 S |
| FRANCFORT | 9/20 S | ST-PETERSB. | 12/24 S | AFRIQUE | | SEOUL | 11/16 C |
| GENEVE | 8/19 S | STOCKHOLM | 5/13 P | ALGER | 11/28 S | SINGAPOUR | 25/29 C |
| HELSINKI | 8/22 N | TENERIFE | 11/18 C | DAKAR | 18/23 S | SYDNEY | 13/19 C |
| ISTANBUL | 14/23 N | VARSOVIE | 11/20 S | KINSHASA | 21/33 S | TOKYO | 11/21 S |



ASTRONOMIE

Ciel de mai

SEULS les acrobates de l'observation pourront suivre en mai les rendez-vous que les planètes se donnent, car, vues de la Terre, ces promeneuses astrales s'en iront camper aux alentours de l'aveuglant Soleil. Les plus persévérants noteront trois dates. Le 5, tout d'abord, au crépuscule, à quelques degrés au-dessus de l'horizon nord-ouest, un mince croissant de Lune accompagnera Mars avant que la planète rouge ne se couche. Celle-ci aura aussi rendez-vous, le 19, noyée dans les dernières lueurs du jour, avec la petite Mercure.

Le principal événement du mois aura lieu le 17 mai à l'aube, mais il faudra d'exceptionnelles condi-

tions pour y assister en France. Ce matin-là, à moins de 5 degrés au-dessus de l'horizon, la pastille éclatante de **Vénus** frôlera celle de **Jupiter** de si près qu'on pourra presque les croire confondues. En théorie, **Saturne** accompagnera ce tango langoureux, mais elle sera si basse dans le ciel que les rayons du Soleil sur le point de se lever devraient l'occulter. Il faudra attendre le 22 novembre 2065 pour que Vénus et Jupiter s'accoincent de nouveau à ce point (et même plus car, à cette date, la première passera devant la seconde). Pour ceux qui ne peuvent patienter jusque-là et veulent absolument contempler cette rare conjonction, la seule solution consiste à réserver un billet d'avion pour les Andes...

En l'absence des planètes, on pourra, conseille Guillaume Cannat dans son *Guide du ciel 2000-2001*, cette bible complète des astronomes amateurs qui vient de paraître chez Nathan (288 p., 139 F., 21,19 €), s'intéresser à l'essai météorologique des Eta Aquarides, dont le maximum d'activité est prévu pour le 5 mai. Les latinistes l'auront deviné : ces étoiles filantes semblent jaillir de la constellation de Verseau et, de ce

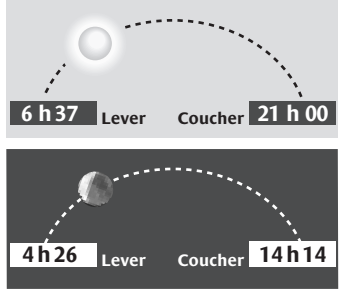
fait, ne sont visibles en Europe que peu de temps avant l'aube. « Ces dernières années, le niveau moyen d'étoiles filantes a toujours été supérieur à trente par heure durant la première semaine de mai, écrit Guillaume Cannat. Les traînées sont souvent longues et persistantes. Les poussières qui composent cet essaim ont été lâchées il y a plusieurs millénaires par la célèbre comète de Halley. »

Ultime curiosité d'un mois pauvre : comme tous les ans à pareille époque, le Soleil parisien se couchera le 10 mai entre les pattes de l'Arc de triomphe (lorsque, évidemment, on le regarde depuis la place de la Concorde). Au siècle dernier, Gérard de Nerval avait à sa manière décrit le phénomène. « Quand le Soleil du soir parcourt les Tuileries/ Et jette l'incendie aux vitres du château; / Je suis la Grande Allée et ses deux pièces d'eau/ Tout plongé dans mes rêveries! / Et de là, mes amis, c'est un coup d'œil fort beau/ De voir, lorsqu'à l'entour la nuit répand son voile,/ Le coucher du Soleil, riche et mouvant tableau,/ Encadré dans l'Arc de l'Etoile! »

Pierre Barthélémy

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE

• vendredi 28 avril 2000 (à Paris) •



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 099

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

| | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| I | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Un peu de repos avant la reprise. - II. A portée de la main pour vérifier. Sans domicile fixe. - III. Regroupement dans la pierre. Petit trou bien pratique. - IV. Bonne ou mauvaise, elle est toujours très fréquentée. Voyelles. - V. Déchet. Sauterelle. - VI. Mesure charme et amourette. - VII. Interjection. Cinéma privé. - VIII. Obtenue si le mélange est bon. Chef spirituel. - IX. Prépare vite au travail. Déborde-

ment d'autrefois. Quart de tour. - X. Heureusement qu'elle fut là pour les suivants. Hadron. - XI. Transformé pour être saisi. Fin d'août.

VERTICALEMENT

1. On peut trouver cela gonflant. - 2. Récompense les meilleurs. Dans les mauvais discours. - 3. Mis à nu. Dans l'ensemble. - 4. Personnel. Pris en arrivant. Cale. - 5. A avantageusement retourné la situation. Sans aucune restriction. - 6. Réservoir à

l'imprimerie du Monde. - 7. Protéger et durcir. Va jusqu'à la mer du Nord. - 8. Ne va pas plus loin que le Rhin. Doubles en lisière. Doubles aussi en lisière. - 9. Désagréables à entendre. - 10. Désagréable dès qu'elle est forte. Amateur de petits rats. - 11. Au su de tout le monde.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 098

HORIZONTALEMENT

I. Mémoires. - II. Oratorio. Aa. - III. Renouées. Tc. - IV. Tigre. Léser. - V. Anar. Il. Uri. - VI. Ut. Hameçons. - VII. Xérés. Remet. - VIII. Ré. Eco. Ni. - IX. Ase. Etat. Ai. - X. Météo. Inn. - XI. Sauterelles.

VERTICALEMENT

1. Mort-aux-rats. - 2. Ereintées. - 3. Manga. Emu. - 4. Otorrhée. Et. - 5. Roue. Ascète. - 6. Are. Im. Oter. - 7. Nieller. Aoe. - 8. Dose. Cent. - 9. Suomi. Il. - 10. Materné. Ane. - 11. Sacristains.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

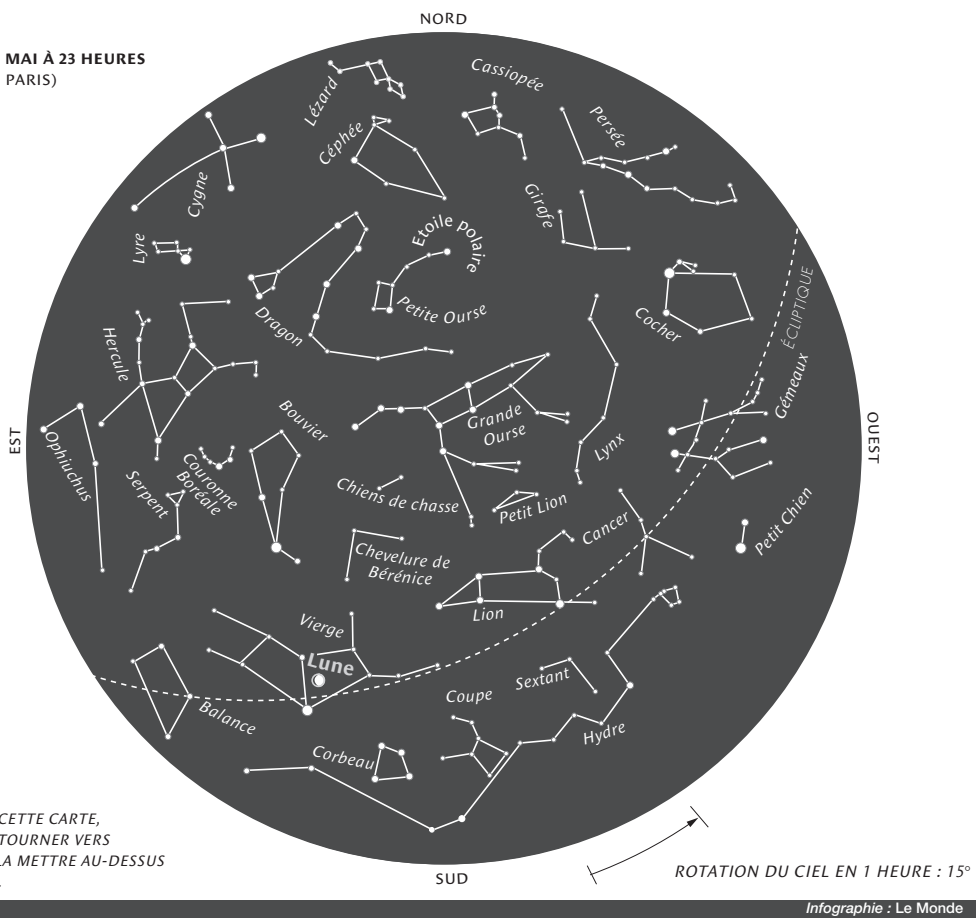
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Quand, au zénith, chasse la Grande Ourse

CIEL DU 15 MAI À 23 HEURES (HEURE DE PARIS)



POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

ROTATION DU CIEL EN 1 HEURE : 15°

Infographie : Le Monde

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 169

Les confettis qu'on fait ici

ICI, c'est une classe primaire, durant la dernière décennie du XX^e siècle.

L'instituteur donne à chacun des 34 élèves une feuille de papier. Il demande alors à certains élèves de découper leur feuille en dix morceaux. Certains des dixièmes de feuille sont encore, sur instruction de l'instituteur, divisés eux aussi en dix bouts de papier.

Tous les morceaux de papier, quelle que soit leur taille, sont alors rassemblés; on les compte : le nombre total est exactement le millésime de l'année en cours.

En quelle année la scène se déroula-t-elle ?

Elisabeth Busser
et Gilles Cohen
© POLE 2000

Solution dans *Le Monde* du 9 mai.

Solution du problème n° 168 paru dans *Le Monde* du 18 avril.

Les noms complets des enfants : Bérénice Xeres, Alexandre Yvon, Damien Zinox et Chloé Toudou.

Désignons par x, y, z et t le nombre d'œufs trouvés par les enfants, x pour l'enfant Xeres, y pour Yvon... (la lettre initiale du nom de famille).

Le nombre total d'œufs est 4x + 3y + 6z + 2t. Le total est impair puisqu'il se termine par 5, ce qui impose à y

d'être impair. Parmi les valeurs, 2, 4, 6, 5, le seul impair est 5; y = 5. x, y et t sont pairs.

En divisant par 2, il vient que 2x + 3z + t est multiple de 5, donc se termine par 0. Le minimum de cette expression, obtenu pour z = 2, x = 4 et t = 6 vaut 20 et convient.

Les autres dispositions donnent un résultat supérieur, le maximum, obtenu pour z = 6, x = 4 et t = 2, valant 28. La seule possibilité est donc : x = 4, y = 5, z = 2 et t = 6.

Le Monde
DES LIVRES DE POCHE

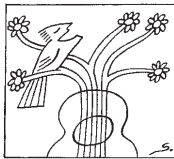
Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Paraîtra exceptionnellement dans *Le Monde* du jeudi 11 daté vendredi 12 mai 2000

Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corro
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTEMPS DE BOURGES (de nos envoyés spéciaux) L'édition 2000 du festival renoue avec l'envie d'échanges. Si le festival a souffert d'une image un peu militarisée par le passé (mauvais

temps, organisation béton, marathon de concerts), la nouvelle équipe de programmeurs a su créer de l'harmonie : les concerts sont pensés en fonction des passerelles possibles entre les goûts du



public. ● D'ALABAMA THUNDER PUSSY, cheveux longs, hurlements à décrocher les têtes aux Japonais fous Thee Michelle Gun Elephant, cette édition marque aussi le triomphe de la guitare

électrique. ● MAIS L'OBJET central de cet événement reste le plaisir : « L'essentiel c'est quand même que l'on soit contents de jouer », constate le Brésilien Lenine.

Un festival où, de nouveau, les artistes circulent en liberté

Depuis deux ans, le rendez-vous berruyer est redevenu, selon son directeur, Daniel Colling, un lieu où les acteurs de la filière musicale se rencontrent, se parlent, découvrent des courants inédits, de nouveaux comportements sociaux

BOURGES

de notre envoyée spéciale

Un jeune homme qui a perdu ses repères et qui escalade la scène pour y danser sans limites est renvoyé sans ménagement vers les coulisses par Sennen Reyes, dit Sen Dog, l'un des trois braqueurs verbaux de Cypress Hill. La foule siffle. Les mesures de rétorsion ne se font pas attendre, le trio californien se replie derrière les rideaux, et continue à scander ses histoires urbaines, nonchalamment appuyé sur la console de son, à l'aveugle, tandis que l'Igloo, chapiteau de 4 000 places, se met à bouillir.

Le malaise passe, la musique a eu comme une absence, les rappers hispano-italo-afro-américains renouent avec le cours de la vie en s'installant aux percussions : Carlos Santana et son orchestre entrent dans le champ de la culture de ces enfants de Southgate, périphérie de Los Angeles.

C'est un concert torride, une jeune fan est déçue par la radicalité du propos (« On dirait Montrouge qui débarque à Bourges »), tandis qu'un autre, déchaîné, salue le mariage du « rock metal qui déchire » avec ce rap « tout sauf hardcore », parfois déclamé en espagnol. Pendant ce temps, les trois pourfendeurs de la violence policière de Cypress Hill se font barboter leurs blousons, leurs dollars et leurs passeports laissés en coulisse. Rien n'est parfait, mais personne ne se fâche. Le rap, cette année, n'a pas généré de violence, tout juste de l'électricité, quand, par exemple, le groupe français La Brigade dénonce « le mec qui est tombé à Lille ».

A quelques centaines de mètres de l'Igloo, au Théâtre Jacques-Cœur, Anna Karina chante Serge Gainsbourg et Katherine, en sa compagnie. Le jeune chanteur nantais et l'actrice sont ensoleillés de cinéma nouvelle vague. A la Maison de la culture, le clarinetiste macédonien du Kocani Orkestar interprète une danse de Saint-Guy misonnée aux déhanchements indiens. Il est tsigane, il mélange tout, c'est viscéral. Le Printemps de Bourges n'a aucun préjugé en matière de musiques, elles sont toutes là, et le public qui va avec, comme l'ont pressenti Lionel Jospin, premier ministre, et Catherine Tasca, ministre



50 720 entrées ont été vendues lors de l'édition 2000 du Printemps de Bourges.

de la culture, venus annoncer le 19 avril quelques mesures professionnelles (notamment le rétablissement de la TVA à 5,5 % pour les lieux de concerts munis d'un bar, TVA que Bercy avait portée à 19,6 %), et dire leur intérêt pour les musiques de jeunes.

Depuis deux ans, le Printemps de Bourges est redevenu, selon son directeur, Daniel Colling, un lieu où les acteurs de la filière musicale se rencontrent, se parlent, découvrent des courants inédits, de nouveaux comportements sociaux. Les artistes y circulent à nouveau en liberté, ce qui n'était plus le cas en 1998 quand Bourges était devenu, à l'instar de bien d'autres festivals, une simple date dans une tournée.

L'édition 2000 du Printemps renoue avec l'envie d'échanges. L'hu-

moriste Jamel, juste avant son spectacle (complet), est au premier rang devant Cypress Hill dans le chapiteau d'à côté. En attendant de monter sur scène, pour le concert de clôture offert par Arno au profit d'Amnesty International, Miossec boit de la bière en expliquant qu'il veut revenir à la chanson ; le lendemain, toujours à la bière, il vante les mérites des musiciens anglais dans les coulisses où le vibraphoniste Roy Ayers rejoue la grande scène du funk afro-américain. Au Magic Mirrors, lieu d'après concerts, le trio La Tordue danse sur la musique des Berlinois 17 Hippiers, vrais hippies dans l'âme, orchestre presque familial - la violoncelliste n'arrête pas de sourire, la tromboniste prend les choros en exultant, le joueur de banjo se marre.

Car voilà bien l'objet central de tout cela : le plaisir. Lou Reed a beau être austère jusqu'au cœur des mots, quand il prend un solo de guitare avec l'esprit du défi, la joie demeure, lourde, profonde comme dans le plus désossé des blues. Les rappers du 113 ont beau avoir des mots durs sur la vie des quartiers, les très jeunes gens et jeunes filles multicolores qui sont là reprennent *Tonton du bled* dans un éclair de plaisir pur.

« CONTENTS DE JOUER »

Saïan Supa Crew, autre fleuron du jeune rap français, fait un show de music-hall à la française, drôlatique et mûr. Le Brésilien Lenine constate en coulisses que « l'essentiel c'est quand même que l'on soit content de jouer ». Le juif pied-noir

Lili Boniche termine son récital développé dans le drapeau algérien, déjà apporté aux pieds d'Idir le Kabyle, avant que Mami impérial, ne se laisse embrasser sur scène par des jeunes filles en fleurs et des jeunes gens munis du fameux drapeau, devenu un objet identitaire fétiche dans bien des concerts « métissés » (ceux du 113, par exemple).

Du plaisir donc, de la force, du fond : le Printemps de Bourges, édition 2000, réclame du solide. De l'émotion également : Arielle, qui subissait une sorte d'examen de passage en ouverture de Thomas Fersen, offre des fleurs coupées, des roses, au public, dans la grande salle d'une des premières maisons de la culture de France, où, en 1967, Barbara recevait des bouquets. Cer-

V. Mo.

TROIS QUESTIONS À...

ALAIN RAFESTHAIN

1 Vous avez pris, le 21 avril, la succession de Michel Sapin à la présidence (PS) de la région Centre. 70 % du public qui fréquente le Printemps de Bourges vient de cette région, élargie aux départements limitrophes. Quelle est l'implication du conseil régional dans ce festival ?

Je suis maire de Fussy (Cher), une petite commune de deux mille habitants proche de la ville de Bourges, et j'ai pu observer combien le Printemps était un événement remarquable qui méritait l'aide que lui apporte la région, c'est-à-dire 1,8 million de francs (275 000 euros) de subventions directes, auxquelles s'ajoutent cette année 150 000 francs destinés à résorber le déficit budgétaire. En plus, la région finance la mise à disposition d'une scène ouverte, des achats de billets, des opérations de communication ou encore des aides indirectes telles que les réductions SNCF offertes aux jeunes de la région âgés de moins de 25 ans [50 % sur le premier billet, gratuité en cas de second parcours].

Au total, nous évaluons notre aide à 2,5 millions de francs (environ 380 000 euros). Le Printemps de Bourges est l'événement culturel le plus aidé par la région. Nos contributions sont stables ou en hausse, alors que le budget global du festival a diminué.

2 Quel est le budget culturel de la région Centre ?

Ce budget s'élève à 105 millions

de francs (16 millions d'euros), contre 82 millions de francs (12,5 millions d'euros) en 1997, avant le changement de majorité. La culture est donc au centre de nos préoccupations. Nous avons fait un effort important en faveur du cinéma, notamment sous forme d'aide à la production (*La Vie rêvée des anges*, *Nos vies heureuses...*). Nous avons un projet d'orchestre régional qui devrait être en place pour la saison 2001-2002. Son budget, porté en annexe du contrat de plan Etat-région, sera abondé à raison de 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) pour l'Etat et 30 millions de francs pour la région.

3 Le Printemps de Bourges joue-t-il un rôle important dans la région ?

La région Centre est composée de six départements : trois sur la Loire, deux berrichons, plus l'Eure-et-Loir ; c'est assez disparate. Des manifestations comme le Printemps de Bourges aident à souder ces départements. La culture, qui doit être avant toute chose démocratisée, agit comme un vecteur identifiant. Les retombées du Printemps en termes d'économie et d'image sont évidentes pour la ville de Bourges, et pour la région. Le festival est une manifestation musicale importante et j'ai l'impression que sa nouvelle programmation fait venir des gens de plus loin depuis deux ans. Mais le Printemps de Bourges est aussi une fête où l'on vient flâner, une fête populaire à dimension culturelle.

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

Berlin-Bristol, axe des inventions les plus poussées

BOURGES

de notre envoyé spécial

Si les expériences de laboratoire attirent à Bourges moins de monde que les célébrations collectives, il y fermente des concotions sonores captivantes. Samedi 22 avril, La Soute offrait cet espace de liberté musicale à des artistes - Gonzales, Raz Ohara, Baby Namboos, Funkstörung - bien décidés à tordre, fondre et reconstruire les composantes du hip-hop et de la techno.

On sait, depuis l'électro-pop déterminante de Kraftwerk, que l'Allemagne sait dompter les machines. Au point de devenir un pôle d'attraction pour beaucoup de bricoleurs étrangers. Au sein de Funkstörung, l'Italien Chris de Luca collabore avec l'Allemand Michael Fakesch. Partisans d'une robotique aléatoire, ils passent les sons au broyeur et font grincer les danses. Leur art du remix a beau avoir convaincu Björk et le Wu-Tang Clan, l'apport d'un rappeur américain trop effacé ne suffit pas à transformer en spectacle les secousses électroniques d'un duo planqué derrière son ordinateur.

Dans l'Allemagne réunifiée, Berlin représente l'épicentre de ce cosmopolitisme techno. Tous deux signés par Kitty-Yo, un des labels locaux les mieux inspirés, Raz Ohara - alias Patrick Rasmussen - et Gonzales - sévissant aussi sous le nom de Chily Gonzo - sont nés respectivement au Danemark et au Canada. Leur excentricité radicale s'est épanouie au mieux dans

la nouvelle capitale allemande. « Le passé récent de cette ville a été marqué par trop d'horreurs pour qu'elle ne s'investisse pas totalement dans le futur », disait Gonzales après son concert.

Ce sens de la performance scénique, qui manque à tant de créateurs de musique électronique, est l'un des atouts de ce multi-instrumentiste canadien passé du rock à l'avant-garde iconoclaste (l'album *Gonzales Über Alles*). Avant d'être un alchimiste des mots et des sons, ce beatnik hip-hop est avant tout un personnage.

LES TICS DU RAP

Rouflaquettes, barbe de trois jours, veste de survêtement et grosse chaîne en or, il tourne en dérision les tics du rap mais s'approprie l'art du *freestyle* (basé sur l'improvisation) pour intégrer à sa musique les effets de surprise du hasard quotidien. En à peine plus de trente minutes, il a ébahi les festivaliers fureteurs, jonglant avec ses CD, s'essouffant dans un mélodica, tambourinant sur son sampler, passant dans ses rimes du scat aux scansion salaces, de la narration cybernétique à un timbre de crooner endormi. A ses côtés, pour une rencontre aussi fertile qu'éphémère, le DJ français Olaf Hund (et son chien) confirmait tout le bien que l'on pense de la finesse de ses scratches et de sa maîtrise des univers anticonformistes.

Secondé, lui, par une machiniste en robe de princesse, Raz Ohara a

captivé par l'intensité envoûtante d'un chant qui téléportait le rhythm'n'blues dans des galaxies jusqu'alors inexplorées. Ses *vocals* - entre le murmure, l'extase, le rire et la crise de nerf - perturbent les formes traditionnelles de la chanson. Les morceaux, souvent tirés de son premier album, *Realtime Voyeur*, invitent Prince à plonger dans les trous noirs. On repense à l'Irannienne Leila Arab, pareillement capable de visions soul futuristes. On se dit que, depuis Bristol, Tricky et sa surtension trip-hop ont pu servir de guide.

A La Soute, le chanteur anglais était d'ailleurs indirectement représenté par les Baby Namboos, groupe de son cousin et de son ex-garde du corps dont il a produit le premier album (*Ancoast To Zambia*). On retrouve ici des instruments traditionnels, mais la profondeur de la basse, la clarté rectiligne de la batterie, les ambiances pilotées par claviers ouvrent sur un monde mystérieux, entre étouffement et désolation. Sous des éclairages trop pauvres, le groupe paraît statique.

Trois voix s'agencent pourtant en une fascinante alchimie. Le rap sourd du massif Luo exprime la force butée de la rue ; les pleurs soul de Zoey se déchirent telles les incantations d'une Patti Smith noire ; la verve tropicale de Claude, toaster jamaïcain et maître de cérémonie (MC), dit la perfection de cette rencontre.

Stéphane Davet

Le festival en chiffres

● Créé en 1977, le Printemps de Bourges a accueilli pour sa 24^e édition (du 19 au 24 avril) 170 artistes et groupes, dont 38 Découvertes, répartis en 62 concerts donnés dans 12 salles, dont la capacité va de 300 à 4 000 places, auxquels s'ajoutent 92 artistes invités sur la scène ouverte de la région Centre.

● Le budget du festival a été de 21,15 millions de francs (3,22 millions d'euros) contre 20,09 millions de francs en 1999. 6 % ont été financés par les recettes commerciales (bar, restauration) et 15 % par les partenaires privés. Le festival a reçu 9,43 millions de francs (1,44 million d'euros) de subventions de ses partenaires publics (ville de Bourges, conseil général, région, ministères de la culture et de la jeunesse et sports) et 1,26 million (192 000 euros) des organismes professionnels (Sacem, Adami, Fonds de soutien, FCM...).

● Avec 50 720 entrées vendues et environ 10 000 invitations, le festival peut poursuivre le plan d'assainissement sur trois ans du déficit accumulé en 1998 (4 millions de francs). 7,6 millions de francs (1,16 millions d'euros) ont été consacrés au budget artistique, contre 7 millions en 1999.

● Près de 600 professionnels de la filière musicale, 480 journalistes ont été accueillis au festival, qui a reçu, notamment, la visite du premier ministre, Lionel Jospin, et de Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication.

Les images volées de Jean-Christian Bourcart, archéologue du temps présent

La Galerie du Jour-Agnès b. présente les derniers travaux de ce metteur en scène des interdits

Dans la série « Le plus beau jour de la vie », Jean-Christophe Bourcart, photographe de l'extrême, détourne son premier métier : à partir de photos

de mariage refusées qu'il fait revivre, il donne une vision pitoyable et comique du bonheur. Réalisée dans les boîtes sado-maso et les clubs

échangistes, la série « Forbidden City » est un travail sur le voyeurisme et le sexe né d'une commande pour Marie-Claire.

JEAN-CHRISTIAN BOURCART est transformé. Pas seulement à cause de son exposition à la galerie Agnès b. ou du petit livre, intitulé *Forbidden City*, qui l'accompagne. Mais aussi parce qu'il vit heureux à New York, qu'il vient d'avoir un bébé, que sa femme donne le sein, au milieu de la galerie, tout en pianotant sur son ordinateur portable. Bourcart est un photographe extrême, féru de reportage avant d'aller voir ailleurs. Un photographe et cinéaste de l'interdit, du voyeurisme, du vol et du détournement. « *J'ai un côté fouille-merde, reconnaît-il. Je me suis engagé dans des aventures suicidaires. J'étais mal. Je vais beaucoup mieux.* »

Les photos qui sont au mur montrent des gens qui ne savent pas qu'ils sont là : couples le jour de leur mariage, adeptes de clubs échangistes, prostituées de Francfort... Lui-même ne cesse de chercher sa place. Né à Colmar en 1960, il est élevé dans le Sud-Ouest et en garde un léger accent. Il s'oriente par défi vers un bac technique – « *exactement ce que je n'aurais pas dû faire.* » Il ajoute : « *En plus, il n'y avait pas de filles dans ma classe.* » Echec. « *Je voulais être photographe. Le plaisir du regard.* » A dix-sept ans, il gagne Paris et travaille comme photographe de mariage. Le métier, qui a l'avantage de ne lui prendre que le samedi, l'occupera sept ans. « *Je me suis acheté du temps libre.* » Il lorgne du côté des journaux, de *Libération*. La presse connaît un Bourcart qui a réalisé beaucoup de reportages en noir et blanc. Aucune trace chez Agnès b. « *Ce n'est pas un renoncement, mais il faut que ça repose. Tant que je ne sais pas pourquoi je montre une image, je ne peux sortir le boulot.* »

Il détourne son premier métier dans la série « Le plus beau jour de la vie » présentée chez agnès b. Un titre aussi ironique que les images : des photos de mariage, prises par des spécialistes, refusées par les mariés et que Bourcart fait revivre. « *Je voyais les photos sortir des machines. Quand l'une me tapait dans l'œil, je me disais qu'un jour je la collectionnerai. J'ai passé des journées entières à fouiller dans les bacs.* » Ces photos ont une quinzaine d'années. « *Elles vieillissent bien.* », dit Bourcart, qui se compare à « *l'archéologue* » d'une époque révolue (vêtements, coiffures, couleurs, poses, effets photographiques).

Ce sont aussi des images à lectures multiples, une vision pitoyable et comique du bonheur



Des images nappées d'un rouge sombre « *Forbidden City* », de Jean-Christian Bourcart.

auréolée d'accidents visuels qui renvoient à son approche du raptage : « *Je suis spécial avec la qualité. Je me suis mis à rater volontairement une image en Bosnie, en 1993-1994. Je côtoyais des photojournalistes sans avoir envie de faire comme eux. Je sais faire une image bien cadrée mais elle ne ne peut témoigner de ce qui se vit.* »

Bourcart est « *très déprimé* » quand il tourne, pendant cinq ans, une vidéo intitulée *(De) la fenêtre*. Il filme depuis son appartement de l'époque, à Paris, ce qu'il voit en bas de l'immeuble : des enfants jouent dans un terrain vague, de gros travaux donnent naissance à un joli jardin entouré de grilles, les enfants n'ont plus le droit d'entrer dans un lieu devenu désir. Cette vision accélérée du temps serait une recherche sur « *le temps de l'enfance, puis celui de la compréhension et de la douleur, et enfin le temps de l'acceptation.* »

FANTÔMES HUMAINS

Pour l'autre série présentée chez agnès b., *Forbidden City*, Bourcart a travaillé avec un appareil amateur. Avant de faire les tirages couleurs lui-même, il fait développer les films par un laborantin de quartier. Les images sont nappées d'un rouge sombre d'où surgissent des fantômes humains de boîtes sado-maso, de clubs échangistes, saisis par Bourcart qui se promène nu, l'appareil caché sous une veste tenue à la main. Ce travail sur le voyeurisme

et le sexe, né d'une commande pour Marie-Claire, a même donné un film en caméra cachée, tourné dans un *eros center* de Francfort. Beaucoup de couloirs, de chambres aperçues, de prostituées avec qui Bourcart dialogue jusqu'au moment où il est repéré et frappé par un souteneur... Est-il défendable de se cacher, de voler une image ? Bourcart hausse le ton : « *On est dans une société où l'on aime que les individus soient rangés dans des cases. Je veux sortir de ce système totalitaire, être une anomalie. J'aime que l'observateur ne modifie pas l'observation.* »

Il ajoute : « *Il y a du pathétique à croire qu'un peu de jouissance peut nous faire oublier notre destin.* » Bourcart aime montrer comment les gens ne peuvent échapper à leur destin. C'est le propos de son

film *Elvis* (1994), réalisé avec Alain Duplantier à Sarajevo, en pleine guerre. L'histoire d'un combattant blessé dans une ville assiégée, secouru par des gosses mais qui se fait rattraper par la guerre. Dans son rêve le plus courant, Bourcart « *erre dans une maison détruite* ». Quand il en parle, on sent que l'apaisement n'est pas loin.

Michel Guerrin

★ **Galerie du Jour-Agnès b., 44, rue Quincampoix, Paris 4^e.** M^o Les Halles. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Tél. : 01-44-54-55-90. Jusqu'au 29 avril. « *Forbidden City* », Photos de Jean-Christian Bourcart, texte de Régis Jauffret, entretien avec Brigitte Ollier, éd. Le Point du jour, 50 p., 128 F (19,51 €).

Tchekhov victime des stéréotypes de la décomposition branchée

ENTERRER LES MORTS/RÉPARER LES VIVANTS, d'après « Platonov », d'Anton Tchekhov. Mise en scène : Arnel Roussel. Avec Karim Barras, Yoann Blanc, Renaud Cagna, Eric Castex, Urteza Da Fonseca, Anne Delateour... THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, 41, avenue des Grésillons. Tél. : 01-41-32-26-26. M^o Gabriel-Péri. De 80 F (12,20 €) à 140 F (21,34 €). Durée : 2 h 30. Jusqu'à samedi 29 avril à 20 h 30.

Scène finale de *Platonov*. A Nicolas Triletski qui ferme les yeux du « *Platon miniature* », amoureux-ment « *suicidé* » par sa maîtresse, la compagnie demande : « *Que faire ?* » Le médecin répond : « *Enterrer les morts et réparer les vivants.* » Dans l'adaptation d'Arnel Roussel, la phrase est reprise par un disque rayé. Pour ceux qui auraient oublié Tchekhov, ou pour le faire oublier ? Sur un côté de la salle, le metteur en scène a disposé une décharge, régulièrement alimentée par les comédiens, d'où émergent une petite table de jardin et deux chaises pliantes. Sur la table, une photo de Tchekhov, comme une icône, devant laquelle brûle une bougie. Derrière, un tableau noir où a été inscrit en lettres capitales : « *Nicht, Nichts, Nichtig, A la niche, Nietzsche.* » (*Ne pas, Rien, Nul...*). Les plats du jour.

La scène est encadrée par quatre colonnes de moniteurs télévisés. Images de poissons rouges : nous sommes devant un bocal ou une boîte, une discothèque ou un plateau télévisé. Musique subaquatique, avant des rythmes plus heurtés. L'actu s'impose : Anna Petrovna est une drag-queen, chauve (avec queue-de-cheval) ; Ivan Glagoliev, militaire en tenue, agité d'un Parkinson (retour des bombardements sur le Kosovo), détaille ses décorations ; Sacha, nymphette en rollers, pose en petit chaperon rouge ; Nicolas Trilet-

ski, extrait du feuillet « Urgences », s'affaire à sa piquoise. Et Ossip, le voleur, est un hip-hoppeur dans un costard siglé trois bandes.

A la première occasion, tout ce monde s'aligne face aux spectateurs dans une *chorus line* impeccable. C'est Broadway vu par un Berlusconi trashy. Interpellation à la Pina Bausch de la salle, les mots en sus : « *On s'ennuie, hein ! Le spleen, l'oïveté, le cafard. Que faire ?* » Non, ils ne s'ennuient pas : ils se font « *chier comme des rats morts* ». Et pour l'oublier n'hésitent pas à monter à l'assaut des spectateurs en repentance exigeante : « *Gijfe-moi ! Crache-moi à la figure !* »

Devant ces stéréotypes de la décomposition branchée, mieux vaudrait oublier Tchekhov. Mais comment faire quand ses phrases résonnent : « *Platonov est l'expression de l'incertitude de notre époque, le héros d'un roman contemporain*... » « *La femme est le meilleur de l'homme* »... « *Pourquoi n'es-tu pas une mouche ? Une mouche avec ta tête serait la plus intelligente du monde* »... Le texte est réel, les comédiens sont réels, mais les personnages virtuels. Ils semblent ne plus manifester de sentiments réels et résister à tout. Modernes assurément, si tout concentré l'est.

Arnel Roussel dirige la jeune compagnie Utopia de Bruxelles. A Gennevilliers, il présentera ensuite *Roberto Zucco* puis *Les Européens* (Howard Barker). A l'appui de sa dérivation de *Platonov* dans l'univers vidéo, il cite curieusement Schopenhauer et Nietzsche. Stanislavski, metteur en scène et intime de l'auteur de *La Mouette*, écrivait : « *Tchekhov ne tenait pas compte des conventions du théâtre. Il créait des tableaux pris dans la vie, et non des pièces pour le théâtre.* » C'était il y a un siècle.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

PARIS

Serge Adam, Philippe Botta Intitulé « Haute Fréquence », le programme de concerts-rencontres confié à Serge Adam a permis d'entendre le trompettiste et directeur d'orchestre en duo avec Jean-Rémy Guédon, Daniel Casimir ou Philippe Foch. Cette fois, c'est le saxophoniste Philippe Botta qui est convié. Adam et Botta sont en partie des hommes du jazz, en partie des hommes des musiques contemporaines ou traditionnelles. Des univers qui se retrouveront dans leurs improvisations.

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 20^e. M^o Gambetta. Le 25, 20 h 30. Tél. : 01-40-33-30-60. Entrée libre.

NANTERRE

Forever Valley

Un opéra de Gérard Pesson ? De chambre, assurément ; subtil, raffiné à n'en point douter. Il a la manière, l'expérience (ce n'est pas son premier essai), le sens du texte, et, surtout, un univers fait de douces cruautés. Amateurs de vociférations, passez votre chemin, croqueurs de fragments de discours lyriques mais contenus, accourez ! Sur un texte de Marie Redonnet, avec Judith Henry (comédienne), Jody Pou, Salima de Coudenhove (sopranos), Sandra Raoult (mezzo), Pascal Sausy (ténor), Vincent Bouchot (baryton), Paul-Alexandre Dubois (baryton), Cyril Rovery (basse), Kristina Kuusisto (accordéon), Caroline

Delume (guitare), Pierre Lassailly (clarinette), Pierre-Stéphane Meugé, Jean-Michel Goury (saxophone), Fanny Paccoud (violon), Elena Andreyev (violoncelle), Frédéric Fisbach (mise en scène).

Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Neruda (92). RER Nanterre-Préfecture. Du 25 avril au 20 mai. Du mardi au samedi, 20 h 30. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 01-46-14-70-00. 140 F.

BÉTHUNE

L'Adulateur

Chaque année, au Théâtre du Peuple de Bussang, un important travail de formation de comédiens amateurs est mené par un metteur en scène professionnel. Ce travail aboutit durant l'été à une mise en scène réunissant comédiens et techniciens, amateurs et professionnels. *L'Adulateur* de Carlo Goldoni, mis en scène par Jean-Claude Berutti, a ainsi été joué à Bussang durant l'été 1999. La version présentée à La Comédie de Béthune, puis à l'Hippodrome de Douai et à Auchel, réunit la même équipe professionnelle, mais avec des comédiens amateurs de chaque région. *L'Adulateur* est un peu le pendant italien du *Tartuffe* de Molière : une comédie noire où les blessures du monde répondent à celles des êtres.

Le Palace, rue du 11-Novembre (62). Du 25 avril au 5 mai. Tél. : 03-21-63-29-00. De 50 F à 110 F. Le 9 mai à l'Hippodrome de Douai. Tél. : 03-27-99-66-66. Les 12, 13 et 14, au Ciné Théâtre d'Auchel. Tél. : 03-21-02-86-15.

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Anéantis de Sarah Kane, mise en scène de Louis Do de Lenquesaing.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. M^o Gambetta. Du 25 avril au 28 mai. Mardi, 19 heures et 21 heures ; du mercredi au samedi, 21 heures ; dimanche, 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. De 80 F à 160 F.

Le Conde d'amour de Oscar Panizza, mise en scène de Serge Sandor.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. M^o Château-de-Vincennes. Du 25 avril au 14 mai. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, 20 h 30 ; jeudi, 19 h 30 et 20 h 30 ; dimanche, 16 heures. Tél. : 01-43-28-36-36. 80 F et 110 F.

Ildebrando Biriho ou Un souffle à l'âme d'Emmanuel Vacca, mise en scène de l'auteur.

Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16^e. M^o Muette. Du 25 avril au 2 juillet. Du mardi au samedi, 21 heures ; dimanche, 17 heures. Tél. : 01-42-88-64-44. De 70 F à 150 F.

La Mouette d'Anton Tchekhov, mise en scène de Marc Betton.

Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. M^o Bobigny-Pablo-Picasso. Du 25 avril au 20 mai. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; dimanche, 15 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

Passage de Philippe Pelen Baldini, mise en scène de l'auteur assisté de Thierry Moucazambo, Danny Moleko et Marguerite Bertoni. *Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, 18^e. M^o Abbesses. Du 25 avril au 13 mai. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.*

Nacera Belaza *Le Sommeil rouge* (chorégraphie). Centre national de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 4^e. M^o Saint-Paul. Les 25, 26 et 27, 19 heures. Tél. : 01-42-74-06-44. 25 F.

Compagnie Nathalie Collantes (chorégraphie) *La Danse de D. Y. et A. A.* (chorégraphies).

Chaque mardi avec

Le Monde
DATÉ MERCREDI

retrouvez

LE MONDE INTERACTIF

CONCERTS

THEATRE 13

4 représentations exceptionnelles du 27 au 30 avril

piano pour quatre

Spectacle musical de Rachel Salik

Le Music-Hall saisi par le classique... On rit et on se délecte. On en redemande" LE FIGARO

LOC 01 45 88 62 22 et FNAC

musique
musée, concerts, centre d'information

Frans Brüggen
Orchestre de Paris
J.S. Bach

Suites, Cantate BWV 199

Lynne Dawson, direction
Michel Benet, hautbois
4 et 5 mai < 20h

concert pour les jeunes

6 mai 11h

Paavo Berglund
Chamber
Orchestra of Europe
Johannes Brahms
intégrale des Symphonies
19 et 10 mai < 20h

Porte de Pantin

Auditorium du Louvre

jeudi 27 avril à 12h30

Quatuor Auer

KODALY, J. HAYDN,

KURTAG

LOC : 01 40 20 84 00

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE
TELEVISION

LUNDI 24 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 15.10 Le Monde des idées.
Thème : L'actualité de De Gaulle.
Invités : Philippe Le Guillo, Stéphane Zagdanski. LCI Forum
- 21.10 Gay, gay, pacons-nous.
Forum
- 22.05 Einstein, l'univers en équation.
Forum
- 23.05 Que reste-t-il des années Franco ?
Forum

MAGAZINES

- 18.00 Les Oscars du football.
Canal +
- 20.50 Changez de vie ! Changez de vie pour un enfant.
France 3
- 21.00 Lundi soir.
Invités : Olivier Panis et Daniel Vaillant. Eurosport
- 21.05 Le Point. Les « Pokémoms ». L'alcoolisme au féminin. TV 5
- 21.10 et 0.10 LCA, La Culture Aussi.
Invités: Youssou N'Dour; Roger Hanin. LCI
- 21.30 L'Invité de PLS.
Invité: Tenzin Kunchap. LCI
- 22.50 Y a pas photo ! Les histoires étonnantes et drôles des « mannequins ». TF 1
- 23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Ce siècle avait mille ans [1/3]. France 3
- 0.15 Strip-tease. Je le veux, je le veux, je le fais. Lire et écrire. Mes copines et ma maman. Luxe à la carte. France 3
- 0.40 Musiques au cœur du printemps. Cecilia Bartoli et Bryn Terfel. France 2
- 0.45 Paris dernière. Paris Première

DOCUMENTAIRES

- 19.00 Nature. Le Vietnam sauvage. [2/2]. Arte
- 20.50 Légendes. Fran Drescher. Gloria Estefan. Téva
- 21.00 L'Inventaire des campagnes. [3 et 4/6]. Histoire
- 21.25 Itinéraires sauvages. Des marais en voie de disparition. Odyssee
- 22.35 Hanin, cet inconnu. France 2
- 22.40 Une histoire de pyrénéisme. Odyssee
- 23.40 Les Grandes Expositions. Collections de Louis XIV. Planète
- 23.45 Abraham Lincoln. [2/2]. Histoire
- 0.00 Le Clergé et le Génocide rwandais. Odyssee

MUSIQUE

- 20.25 Il Giardino Armonico. Par Il Giardino Armonico, dir. Giovanni Antonini. Muzzik
- 21.55 Debussy et Ravel par Karajan. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Mezzo
- 23.00 « Un Requiem allemand », de Brahms. Avec Edith Mathis, soprano ; Wolfgang Brendel, baryton. Par l'Orchestre et le Chœur de la Radio bavaroise, dir. Rafael Kubelik. Mezzo
- 0.30 Remembering Otis. Avec Otis Redding. Canal Jimmy
- 1.00 Euro Django. Trophées du jazz européen. Muzzik

THÉÂTRE

- 20.55 Reviens dormir à l'Elysée. Pièce de Georges Folgoas. Mise en scène de Michel Roux. TMC

TÉLÉFILMS

- 20.50 Trilogie marseillaise: César. Nicolas Ribowski. France 2
- 20.50 Projet Medusa. Larry Shawn [1 et 2/2]. M 6
- 22.55 L'Honneur de ma famille. Rachid Bouchareb. Arte
- 0.55 Mon enfant doit vivre. Diethard Klante. Arte

COURTS MÉTRAGES

- 22.50 et 0.20 Court-circuit. Sortie de bain. Florence Henrard. Trahison. Oliver Dommenget. Arte

SÉRIES

- 20.20 Les Arpents verts. Don't Call Us, We'll Call You. O. Série Club
- 20.35 Friends. The One Where Chandler Can't Cry (v.o.). O. Canal Jimmy
- 20.55 Un et un font six. Chassé-Croisé. TF 1
- 22.00 Stark Raving Mad. Engaged To Be Engaged (v.o.). O. Série Club
- 22.20 The PJ's, les Stubbs. Opération Gumbo Drop (v.o.). O. Série Club
- 23.35 New York District. L'instinct animal (v.o.). 13^{ème} RUE

FILMS



- 16.20 Les Dames de Rochefort ■■■■
Jacques Demy.
Avec Catherine Deneuve, Françoise Dorléac (France, 1967, 125 min). La Cinquième
- 16.20 Bird ■■■■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 160 min) O. Ciné Cinémas 2
- 16.25 En quatrième vitesse ■■■
Robert Aldrich (EU, 1955, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile
- 16.30 Le Voyeur ■■■
Michael Powell (Grande-Bretagne, 1960, 100 min) O. Cinéfaz
- 20.30 Une vraie blonde ■■■
Tom DiCillo (Etats-Unis, 1998, 105 min) O. Ciné Cinémas 2
- 21.00 Une affaire de femmes ■■■■
Claude Chabrol (France, 1988, 110 min) O. Cinéstar 2
- 21.40 Shadows ■■■
John Cassavetes (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 80 min) O. Cinétoile
- 22.00 La Légende du Saint-Buveur ■■■
Ermanno Olmi (France - Italie, 1988, 120 min) O. Cinéstar 1
- 23.40 Shock ■■■
Alfred Werker (EU, 1946, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics
- 0.05 Le Mirage de la vie ■■■■
Douglas Sirk (Etats-Unis, 1958, v.o., 130 min) O. Ciné Cinémas 1
- 0.15 Bix, une interprétation de la légende ■■■
Pupi Avati (Italie, 1991, 115 min) O. Cinétoile
- 2.10 Fenêtre sur cour ■■■
Alfred Hitchcock (EU, 1954, v.o., 110 min) O. Cinétoile
- 2.40 Driller Killer ■■■
Abel Ferrara (Etats-Unis, 1979, v.o., 95 min) O. Canal +
- 4.15 Vivre au paradis ■■■
Bourlem Guerdjou (France, 1999, 95 min) O. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 17.35 Sunset Beach.
18.25 Exclusif.
19.00 Etre heureux comme...
19.05 Le Bigdil. Spéciale Pâques.
19.55 Hyper Net.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.55 Un et un font six. Chassé-Croisé.
22.50 Y a pas photo ! Les histoires étonnantes et drôles des « mannequins ».
0.20 F 1 magazine.
0.55 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 15.35 Les Misérables
Film. Jean-Paul Le Chanois [1 et 2/2] O.
18.40 Un livre, des livres.
18.45 Friends.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Trilogie marseillaise : César. Téléfilm. Nicolas Ribowski.
22.35 Hanin, cet inconnu.
0.15 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour. Paris.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la Surprises.
20.35 Tout le sport.
20.50 Changez de vie ! Changez de vie pour un enfant.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Ce siècle avait mille ans [1/3] : Jérusalem, l'âge des religions.
0.15 Strip-tease.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.40
17.55 Flash infos.
18.00 Les Oscars du football.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Trafic d'influence. Film. Dominique Farrugia O.
22.10 Exodes. [20/30]. Manille.
22.15 Le P'tit Tony ■
Film. Alex Van Warmerdam (v.o.) O.
23.50 Surprises.
23.55 Boxe hebdo.
1.00 Football. Le championnat de Lundi.

ARTE

- 19.00 Nature. Le Vietnam sauvage. [2/2]. Des îlots au milieu des rizières.
19.45 Arte info, Météo.
20.15 Reportage. Urbi, orbi e soldo.
20.45 L'Innocent ■■■■
Film. Luchino Visconti (v.o.).
22.50 Court-circuit. Sortie de bain. Court métrage d'animation. Florence Henrard.
0.20 Berlin Is in Germany. Hannes Stöhr.
22.55 L'Honneur de ma famille. Téléfilm. Rachid Bouchareb.
0.55 Mon enfant doit vivre. Téléfilm. Diethard Klante.

M 6

- 18.30 Chérie, j'ai rétréci les gosses.
19.15 Cosby Show.
19.50 I-minute.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Notre belle famille.
20.40 Cinésix.
20.50 Projet Medusa. Téléfilm. Larry Shawn [1 et 2/2]. O.
0.15 Culture pub.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Décibels.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la Nuit.
0.00 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Concert.
Donné le 16 janvier, salle Olivier Messiaen, de la Maison de Radio France, à Paris. Œuvres de Debussy : Etudes (livre I) ; Sonate n° 1 pour violoncelle et piano ; Un blanc et noir ; Trois poèmes de Mallarmé, de Ravel ; Œuvres de Debussy.
22.30 Jazz, suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire.
0.00 Tapage nocturne. Arnaud Vincent.

RADIO CLASSIQUE

- 19.30 Classique affaires soir.
20.15 Les Soirées. Sonate pour clarinette et piano n° 2 op. 120. de Brahms. Œuvres de Berlioz, Fauré, Debussy, Scriabine, Stravinsky, Boston. 22.32 (suite). Œuvres de Mozart, Boston, Schubert, Beethoven.

TELEVISION

LA CINQUIÈME

- 16.20 Les Dames de Rochefort ■■■■
Les Parapluies de Cherbourg, le film de Jacques Demy (1967), était celui du bonheur impossible, de la mélancolie et de la nostalgie. Trois ans plus tard, Les Dames de Rochefort furent, sur une nouvelle intrigue mélodramatique dont les fils s'entrecroisaient avec malice, le film de l'euphorie totale. Demy faisait de la comédie musicale une nouvelle façon de voir le monde.

CANAL+

- 18.00 Les Oscars du football
Responsable du « Zapping » de Canal+, Patrick Menais a eu, au printemps dernier, l'idée d'utiliser des vidéos amateur afin de réaliser un documentaire sur la folie collective ayant accompagné les Bleus d' Aimé Jacquet à l'occasion de la finale de la Coupe du monde. Des extraits de trois cents cassettes forment un documentaire entre angoisse et plaisir, hurlements et larmes de bonheur.

FRANCE 3

- 23.20 Ce siècle avait mille ans
Vedette récurrente du documentaire, Jérusalem est le point de départ d'une exploration du millénaire écoulé, menée, en trois épisodes, par Pierre Miquel pour « Les dossiers de l'histoire ». « Ce siècle avait mille ans » étudie trois périodes : Jérusalem (les religions), Philadelphie (les nations, le 1^{er} mai) et Berlin (le monde unique, le 8 mai). Passionnant.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 La Crise de 1929. Forum
- 22.00 Cinéma, ton univers impitoyable... Forum
- 23.05 Tiers-monde, ouvriers ou esclaves ? Forum

MAGAZINES

- 14.30 La Cinquième rencontre... Justice, société : Justice de proximité. La Cinquième
- 15.35 L'Appartement. Canal +
- 16.05 Saga-Cités. Rap'arité. France 3
- 17.00 Les Lumières du music-hall. Catherine Sauvage. Hervé Villard. Paris Première
- 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : André Vuillermoz ; Isabelle Candelier ; Boss Hog ; Bernard Werber ; Karin Viard. Canal +
- 19.00 Archimède. Un bébé de 300 grammes. Le gène de la surdité. Des implants dans l'oreille interne. Arte
- 20.50 E = M 6 spécial. La nature comme vous ne l'avez jamais vue ! M 6
- 20.55 Questions pour un champion. Spéciale grandes écoles. France 3
- 21.00 Le Gal Savoir. Vous avez dit bizarre. Invités : Martin Monestier ; Olivier Marty ; Maryam Sachs ; Jean Cuisenier ; Nicolas Giudici ; Jean-François Colosimo. Paris Première
- 22.40 Stud. Invités : Pierre Carlier ; Pascal Sombardier. TMC
- 22.50 Alors, heureux ? Invité : Christophe André. France 2
- 23.10 Droit de savoir. Trafic de femmes : les nouvelles esclaves. TF 1
- 23.20 Questions d'identité. Grande bouffe, malbouffe, les enfants de la nouvelle cuisine : à la recherche de leurs racines. France 3
- 0.30 Zone interdite. Adoption : un enfant à tout prix. M 6

DOCUMENTAIRES

- 18.00 L'Actors Studio. Dennis Hopper. Paris Première
- 18.10 Le Clergé et le Génocide rwandais. Odyssee
- 18.15 L'Inventaire des campagnes. [1 et 2/6]. Histoire
- 18.30 Le Monde des animaux. Les Gibbons. La Cinquième
- 19.05 Sur les grandes avenues. Le Grand Canal de Venise. Odyssee
- 20.05 La Terre en question. Du sang, de la sueur et du business. Odyssee
- 20.15 Reportage. Mondialisation, mode d'emploi. Arte

SPORTS EN DIRECT

- 14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Barcelone. Eurosport
- 17.00 Haltérophilie. Championnats d'Europe: 56 kg messieurs. Eurosport
- 20.30 Basket-ball. Championnat Pro A (play-off, quart de finale retour). Pathé Sport
- 22.00 Boxe. Championnat de France. Poids mi-lourds : Kamel Amrane - Madjid Zaim. Eurosport

DANSE

- 17.30 Lonely Town, Lonely Street. Chorégraphie de Robert North. Musique de Bill Withers. Par le ballet Rambert. Mezzo
- 23.55 Satie et Suzanne. Chorégraphie de Debra Brown. Musique d'Erik Satie. Muzzik

MUSIQUE

- 17.55 Manuel de Falla. Fantaisie bétique. Avec Vanya Cohen, piano. Mezzo
- 18.00 Mozart. Sérénade n° 10. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. sir Colin Davis. Muzzik
- 19.30 Ton Koopman dirige... Jean-Sébastien Bach. Cantate Herz und Mund und Tat und Leben BWV 147. Par l'Amsterdam Baroque Orchestra et l'Amsterdam Baroque Choir. Mezzo
- 19.30 Les Voix de Joselito et Terremoto. Mont-de-Marsan, 1999. Muzzik

COURTS MÉTRAGES

- 0.15 La Récré. Philippe Toulmet. France 3
- 1.15 Le Corbeau. Manfred Uhlig. Arte

SÉRIES

- 17.25 Equalizer. Haute performance. 13^{ème} RUE
- 17.50 H. Une histoire d'humanitaire. O. TSR
- 18.15 Mannix. Meurtre sur bande magnétique. 13^{ème} RUE
- 18.30 Le Petit Malin. Tj marieur. Disney Channel
- 18.35 Deux flics à Miami. Les génies qui venaient du froid. RTL 9
- 20.20 Les Arpents verts. Party Begins at Home. O. Série Club
- 20.45 Le Caméléon. Trahison. O. Série Club
- 21.40 Ally McBeal. Out in the Cold (v.o.). Téva
- 21.40 Gabriel Bird. Je ne suis plus personne. 13^{ème} RUE
- 22.00 Friends. The One Where Chandler Can't Cry (v.o.). Canal Jimmy
- 22.30 Sex and the City. The... Buddy (v.o.). O. Téva
- 23.00 Once & Again. The Past is Prologue (v.o.). Téva
- 23.50 3^e planète après le Soleil. Dick in Law (v.o.). O. Série Club
- 1.00 Max la Menace. Opération Ridicule. Canal Jimmy

FILMS

- 13.10 Ragtime ■■■
Milos Forman (Etats-Unis, 1981, 150 min) O. Cinétoile
- 13.45 Affliction ■■■
Paul Schrader (Etats-Unis, 1999, 110 min) O. Canal +
- 14.20 Kika ■■■
Pedro Almodovar (France - Espagne, 1993, 110 min) O. Cinéfaz
- 15.40 Autour de minuit ■■■
Bertrand Tavernier (Fr. - EU, 1986, 130 min) O. Cinétoile
- 16.40 Jessie ■■■
Raoul Ruiz (GB, 1999, 100 min) O. Canal + Vert
- 17.05 Une affaire de femmes ■■■■
Claude Chabrol (France, 1988, 105 min) O. Cinéstar 1
- 17.20 Les Félins ■■■
René Clément (France, 1964, N., 100 min) O. Ciné Classics
- 17.50 Le Cuisinier, le Voleur, sa femme et son amant ■■■
Peter Greenaway (Fr. - GB, 1989, v.o., 125 min) O. Ciné Cinémas 1



- 20.30 Les Naufrageurs des mers du Sud ■■■
Cecil B. DeMille. Avec Ray Milland, John Wayne (Etats-Unis, 1941, v.o., 120 min) O. Ciné Cinémas 1
- 20.40 Enemy ■■■
Wolfgang Petersen (Etats-Unis, 1985, 110 min). RTL 9
- 21.25 Femmes au bord de la crise de nerfs ■■■
Pedro Almodovar (Espagne, 1988, 95 min) O. Cinéfaz
- 22.05 French Cancan ■■■
Jean Renoir (France, 1954, 105 min). Festival
- 22.10 Ascenseur pour l'échafaud ■■■
Louis Malle (France, 1958, N., 110 min) O. Cinétoile



- 22.30 Jeremiah Johnson ■■■
Sydney Pollack.
Avec Robert Redford, Will Geer (Etats-Unis, 1972, v.o., 105 min). Paris Première
- 23.00 Descente aux enfers ■■■
Francis Girod (France, 1986, 90 min) O. Cinéfaz
- 1.30 Un plan simple ■■■
Sam Raimi (Etats-Unis, 1998, 120 min) O. Canal +
- 2.10 Bird ■■■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 155 min) O. Ciné Cinémas 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.55 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.45 Magnum.
16.40 Pacific Blue.
17.35 Sunset Beach.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.55 Madame Doubtfire. Film. Chris Columbus.
23.10 Le Droit de savoir. Trafic de femmes : les nouvelles esclaves.
0.30 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.55 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 13.55 Inspecteur Morse.
15.45 Tiercé.
15.55 La Chance aux chansons.
16.55 Des chiffres et des lettres.
17.25 et 22.45 Un livre, des livres.
17.30 Nash Bridges.
18.20 Face caméra.
18.45 Friends.
19.15 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Sauvez Willy. Film. Simon Wincer O.
22.50 Alors, heureux ?
0.35 Journal, Météo.
1.00 P.I.N.K.

FRANCE 3

- 14.58 Questions au gouvernement.
16.05 Saga-Cités. Rap'arité.
16.35 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour. Paris.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la Surprises.
20.35 Tout le sport.
20.55 Questions pour un champion. Spéciale grandes écoles.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Questions d'identité. Grande bouffe, malbouffe, les enfants de la nouvelle cuisine : à la recherche de leurs racines.
0.15 Libre court.

CANAL +

- 13.45 Affliction ■■■
Film. Paul Schrader O.
15.35 L'Appartement.
16.30 Le Grand Galop. Film. Krzysztof Zanussi O.
► En clair jusqu'à 20.40
18.15 Flash infos.
18.20 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Excalibur, l'épée magique. Film d'animation. Frederik Du Chau.
22.00 Exodes.
22.05 La vie est belle. Film. Roberto Benigni (v.o.) O.
0.05 Je suis une légende ■■■
Film. S. Salkow et U. Ragona (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- Tous publics
○ Accord parental souhaitable
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte
○ Interdit aux moins de 16 ans
○ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

TELEVISION

ARTE

- 20.15 Mondialisation, mode d'emploi
Ce reportage de Patrice du Tertre montre François Guichard, PDG pragmatique d'une petite entreprise spécialisée dans la fabrication de composants électroniques. Au nom de l'efficacité et en raison « d'un système qui le dépasse », il a fermé une usine en France et dépece la seconde : l'internationalisation concerne les grandes entreprises mais aussi les PME.

ARTE

- 21.35 Egar Allan Poe
Trois téléfilms de la collection « Histoires extraordinaires », un documentaire et un court métrage composent une soirée « Thema » sur Arte, consacrée à l'écrivain américain. A la fois maître du fantastique et de la peur, Edgar Allan Poe, admiré par Baudelaire, Paul Valéry et par des cinéastes comme Griffith ou Fellini, fut aussi le « père » de la littérature de « genre ». Une passionnante soirée.

PARIS PREMIÈRE

- 22.30 Jeremiah Johnson ■■■
Vers 1850, un ancien soldat devient traappeur dans les montagnes Rocheuses. Le premier hiver, un chasseur solitaire lui apprend la montagne et la sagesse. Jeremiah Johnson (Robert Redford) a de bonnes relations avec les Indiens, recueille un garçon rescapé d'un massacre et épouse une Indienne. Son paradis va s'écrouler du jour au lendemain. Un très beau film de Sydney Pollack (1972). En v.o.

Le communiqué par Pierre Georges

IL Y A cette page publicitaire sur fond gris noir, gris deuil. Il y a ce titre « Assez » sans même la nécessité d'un point d'exclamation. Et il y a ce court communiqué, sobre, fort, sans excessive grandiloquence : « Mercredi la vie s'est arrêtée pour Laurence. Notre première pensée va vers elle, sa famille et ses amis. McDonald's, ce sont des hommes, des femmes, des enfants, des parents, des gens qui travaillent, des gens qui aiment la vie. Et pas simplement un symbole. A force de désigner McDonald's, le pire est arrivé. Ça suffit. »

Un modèle de communication, sans donner à ce mot-là la moindre connotation péjorative. Les dirigeants de McDonald's France ont su trouver les mots pour le dire. Et, en même temps, ils ont voulu briser l'enfermement de leur société dans un statut d'entreprise bouc émissaire de la mondialisation, de la malbouffe et de l'américanisation accélérée de la pensée.

McDonald's, ce sont « des gens qui aiment la vie », est-il écrit. Et pas seulement « un symbole ». Aiment-ils vraiment la vie, les pauvres types qui ont posé de la dynamite et dont la seule circonstance absolue serait que, en plus d'être stupides, ils sont nuls en manipulation de bombes ? Aiment-ils vraiment la vie au point de lui préférer leurs idées délirantes ? Au point de prendre le risque de tuer pour avoir raison ? Et de tuer vraiment pour avoir définitivement tort ?

On ne sait qui a posé la bombe de Quévert. Peut-être ce fameux groupuscule, évoqué par la police, de dynamiteros allumés qui s'est posé en Armée révolutionnaire bretonne ? Mais, si tel est le cas, alors ils l'ont perdu en Bretagne, leur révolution bretonne, par la seule revanche que pouvait

prendre leur victime : celle du souvenir et de l'émotion. Puisance de l'image. Outre la page du communiqué McDonald's, tous les journaux ont publié des photos de la victime, Laurence Turbec. Des photos confiées, choisies sans doute par la famille, d'une jeune femme, bretonne, au sourire formidablement chaleureux, plein de vitalité. Des photos, au final, terriblement accusatrices, comme pour dire : « Voyez, moi, j'aimais la vie. »

Il y a de l'abus à écrire cela ? De la démagogie à faire sourire et, ici, parler une morte ? Peut-être, mais on met au défi quiconque a vu ces photos de n'avoir pu penser ainsi un instant. Comme l'on met au défi chacun de ne s'être pas interrogé sur le processus ayant conduit à l'attentat mortel contre un anonyme McDo de Bretagne.

Le communiqué le dit : « A force de désigner McDonald's, le pire est arrivé. Ça suffit. » L'accusation est transparente. Elle consiste à désigner, derrière le ou les terroristes, le véritable architecte malgré lui de cette escalade. Si des terroristes, bretonnants ou non, ont pu tuer un McDonald's, c'est que quelqu'un aurait montré le chemin des McDo. Si des crétins ont tué, ce serait la faute à José Bové, en somme.

L'argument est tentant, facile et injuste. José Bové a effectivement « ciblé » McDonald's comme une illustration et un symbole de sa lutte contre la malbouffe et la mondialisation alimentaire. Mais cet homme-là, manifestement, ne méprise pas la vie. Pas plus qu'il ne joue avec. Il se bat pour elle, à visage découvert. Avec tout l'humanisme d'un homme aujourd'hui aussi affligé que nous tous par les barbares anonymes.

Les plages de La Baule et de Pornichet de nouveau souillées par le fioul de l'« Erika »

Les professionnels du tourisme annoncent une baisse de 30 % des réservations pour la saison 2000

PLUS DE quatre mois après le naufrage de l'Erika au large de la Bretagne, le littoral atlantique n'en a pas fini avec la marée noire venue des cuves du pétrolier maltais. Les plages de La Baule et de Pornichet (Loire-Atlantique), qui avaient rouvert le 31 mars, ont dû être fermées de nouveau à la fin de la semaine dernière. Depuis le mercredi 19 avril, de multiples arrivées de billes de fioul lourd se sont produites dans les deux stations balnéaires. La préfecture de Loire-Atlantique évoque « quelques échouages » dus aux vents forts et à d'importants coefficients de marée, qui ont détaché le pétrole toujours accroché aux rochers et l'ont transporté sur les plages. Celles-ci, au moins en surface, étaient redevenues propres dans les deux stations.

A La Baule, des barrières ont été placées devant les entrées des plages et l'arrêté municipal d'interdiction a été affiché en plusieurs endroits. Chars à voiles, vélos, promeneurs et cerfs-volants ont néanmoins profité de la plage dimanche. Cet arrêté est « plus un arrêté dissuasif et d'information qu'un arrêté pour empêcher physiquement d'aller sur la plage », a indiqué le maire de La Baule, Yves Métaireau (UDF), en précisant avoir demandé au PC Polmar installé à la mairie que « des équipes de nettoyage renforcées » soient opérationnelles dès lundi matin. Sur France-Info, lundi, M. Métaireau s'est plaint du manque d'aide de TotalFinalF.

Mardi, les communes proches du Croisic, l'un des sites les plus touchés, avaient déjà reçu un nouvel afflux de boulettes de fioul. « Ça peut être la dernière alerte comme ça peut continuer à revenir

comme ça, en mai ou en juin. Personnellement, je ne sais pas », affirmait vendredi le maire RPR, Christophe Priou, en ajoutant, à propos du nettoyage de la Côte sauvage, toujours effectué par les militaires : « C'est une course contre la montre pour préparer la saison estivale. Mais je crois qu'il faut dire la vérité aux gens : c'est largement nettoyé mais pas encore complètement propre partout. Il vaut mieux perdre quelques vacanciers sur une saison plutôt que de les perdre pour cinq ou dix ans. »

Interrogé lundi sur RTL, Jean-Yves Bannet, président de la communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (Morbihan), a indiqué que des boulettes de pétrole continuent d'arriver à Belle-Ile, « surtout en fond de crique ». « C'est un peu démoralisant dans la mesure où il faut toujours recommencer, toujours recommen-

cer... Mais nous ne baisserons pas les bras », a-t-il ajouté en affirmant que, pour sa part, « les équipes de Total fonctionnent ».

Par ailleurs, selon un sondage IFOP (réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 1 054 personnes les 13 et 14 avril) publié dimanche par Ouest-France, 7 % des Français ont, paradoxalement, choisi de passer leurs vacances cet été sur le littoral, du Finistère à la Vendée, à cause de la « marée noire ». Ces personnes anticipent une moindre affluence sur les plages, ou agissent par solidarité, analyse l'IFOP. Au total, 29 % des personnes interrogées ont l'intention de prendre des vacances cet été sur le littoral souillé par la marée noire. Le pourcentage monte à 56 %, pour les habitants des régions Bretagne et Pays de la Loire. 70 % de l'échantillon affichent leur

intention de ne pas se rendre en vacances sur ce littoral (42 % pour les habitants des deux régions) 7 % seulement avancent « la pollution » pour justifier leur choix négatif. Le même pourcentage déclare que « cela n'a pas de rapport avec la marée noire », 43 % évoquent « le choix d'une autre destination ».

Le comité régional du tourisme des Pays de la Loire a établi un bilan provisoire des réservations pour la saison 2000 sur le littoral : les professionnels annoncent une baisse de 30 %. En 1997, selon les chiffres officiels, le littoral des trois régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes avait accueilli 32 % des touristes français. Le pompage du fioul restant dans l'épave de l'Erika doit commencer en juin, pour s'achever début octobre.

Afficheur citoyen recherche Aurore, Cécile... désespérément

ANGÉLIQUE, Aurore, Cécile, Elizabeth, Jérôme, Joffrey, Marion, Tatiana, Yanniss. Les visages souriants de ces neuf enfants et adolescents, qui ont pour point commun d'avoir disparu du jour au lendemain, s'afficheront à partir du 2 mai sur près de 10 000 panneaux publicitaires dans l'ensemble du territoire français.

Les photos géantes seront surmontées d'un « Avis de recherche » en caractères gras. Elles seront accompagnées des prénom, âge, date et lieu de disparition, du numéro de téléphone du service de police ou de gendarmerie chargé de l'enquête, et de ce slogan : « Si cette affiche est partout, c'est que cet enfant peut être n'importe où ». Durant une semaine, l'afficheur Dauphin offrira 15 % de son réseau de panneaux à l'association Aide aux parents d'enfants victimes (APEV).

Créée en 1991 par Alain Boulay après le meurtre de sa fille Delphine, l'APEV regroupe quatre-vingts familles d'enfants assassinés ou disparus. Le choix des photos destinées à être affichées a été entièrement laissé à la discrétion de l'association. Les enfants de trois à dix-sept ans retenus pour cette campagne ont disparu « de façon inquiétante, comme disent les enquêteurs », précise Alain Boulay. Ils figurent tous au fichier des personnes recherchées dans l'espace Schengen et font toujours l'objet d'une enquête. Selon le ministère de l'intérieur, 40 000 disparitions d'enfants sont signalées chaque

année, dont une grande majorité concerne des fugueurs, parfois récidivistes.

Pour Dauphin, racheté en juin 1999 par le groupe américain Clear Channel, il s'agit d'une campagne « citoyenne » et non, se défend-on, d'une stratégie d'image dans un pays où l'affichage est souvent décrié pour la pollution visuelle qu'il occasionne. « Il y a, chez les afficheurs, une vraie tradition de don d'espace aux causes humanitaires. Car il est du rôle des médias de participer à la vie de la cité », affirme Claude Duval, le directeur général, qui souhaite « contribuer au soutien de cette cause dramatique mais insuffisamment prise en compte que sont les disparitions d'enfants ».

Accessoirement, cette campagne, qui, pour être efficace, doit toucher le public le plus large possible, « montrera la puissance de Dauphin, qui a récemment absorbé Marignan et Thomas », ne peut s'empêcher d'ajouter Claude Duval. « Il a toujours été clair que les gens de Dauphin voulaient faire une opération de promotion de leur réseau. Mais si l'on retrouve un enfant, les parents se moqueront bien que l'on dise que c'est grâce à Dauphin ! Or, en touchant autant de gens, avec cette campagne évaluée à 5 millions de francs, on a de réelles chances de retrouver des indices », espère Alain Boulay. Aucun des parents auxquels l'affichage a été proposé n'a refusé.

Pascale Krémer

Un député (PS) de la Somme agressé par des chasseurs

JETANT des pierres et des œufs sur les élus et les gendarmes, un groupe de chasseurs a violemment perturbé l'inauguration officielle d'une déchetterie à Ault (Somme), samedi 22 avril en fin de matinée. La violence s'est focalisée sur le député (PS) du département, Vincent Peillon, auquel les triblions reprochent d'avoir voté le projet de loi adopté début avril par l'Assemblée nationale, qui restreint les dates de la chasse au gibier d'eau. Le parlementaire a dû être évacué à bord d'un hélicoptère, également visé par des jets de galets au moment où il décollait. Cinq gendarmes ont été légèrement blessés lors des affrontements avec des chasseurs qui, selon le préfet de région Daniel Cadoux, se sont montrés « extrêmement violents ».

« On a frôlé le drame », nous a indiqué M. Peillon, lundi matin. Les manifestants les plus excités – une trentaine sur un groupe de 200 chasseurs – ont menacé de lyncher le député. « Laissez-le nous, on va lui exploser la tête », ont-ils crié à l'adresse des gendarmes. Le parlementaire a pu se réfugier dans l'usine, dont les chasseurs ont entrepris de démonter les portes. Il n'a dû son salut qu'à l'arrivée de l'hélicoptère de la gendarmerie.

SÉRIE D'EXACTIONS

Tentant de s'opposer à la violence, le maire (UDF) d'une commune voisine a été molesté par des chasseurs, qui ont cassé ses lunettes. M. Peillon réclame aujourd'hui des « poursuites pénales contre une trentaine de chasseurs, qu'il ne faut pas confondre avec les 30 000 chasseurs de la région ». Il avait déjà porté plainte contre quelques « voyous de la chasse » qui avaient dévasté sa permanence électorale en mai 1998, obtenant leur condamnation

pénale. Surtout, le député s'en prend à des responsables « hypocrites » de la chasse qui « prétendent ne pas pouvoir contrôler leurs troupes ».

Dans cette région où la chasse au gibier d'eau excite les passions, la mobilisation des chasseurs contre le projet de loi gouvernemental – qui doit être examiné en mai par le Sénat – s'est traduite, ces derniers jours, par une série d'exactions. Tout au long du mois, les protestataires ont mis en place des barrages filtrants sur les routes qui conduisent à la baie de Somme. Pour avoir refusé d'approuver leur action, des automobilistes ont eu droit à des jets d'œufs sur leur véhicule, indiquent-on à la préfecture, en évoquant aussi des clous placés sur la chaussée pour crever les pneus des voitures.

Le 5 avril, l'Association picarde des chasseurs de gibier d'eau avait appelé « tous les sauvagins de la

Somme à manifester leur mécontentement auprès des députés socialistes Peillon, Hammel et Fleury, lors de chacune de leur apparition en public ».

Le président de l'association, Jean-Louis Soufflet, présent lors des incidents d'Ault, a cependant déclaré que le mouvement du 22 avril n'était « pas une manifestation. C'était spontané. Toutes les exactions physiques sont condamnables, mais la colère des chasseurs, je la comprends ». Un tract anonyme, saisi le 19 avril par les gendarmes aux environs d'Ault, a par ailleurs recommandé aux chasseurs d'exercer leur pression « sur le terrain, même s'il faut se faire entendre par des actions musclées ». C'est dans la Somme que le mouvement Chasse pêche nature et traditions (CPNT) a réalisé son meilleur score (27 %) aux élections européennes.

Erich Inciyan

Lionel Jospin rend hommage aux « valeurs » de Léo Lagrange

IL NE DEVAIT leur adresser qu'un message préenregistré. Lionel Jospin a finalement jugé que le XX^e congrès de la Fédération nationale Léo-Lagrange, réuni du 22 au 24 avril à Paris, valait bien un déplacement. Dans son discours de clôture, prononcé lundi, le premier ministre a rendu hommage aux « valeurs » de « liberté, dignité, tolérance et ouverture » de ce mouvement « né d'un élan de jeunesse » il y a cinquante ans et à son fondateur, Pierre Mauroy. « Votre mouvement est jeune par les idées qu'il défend : ce sont les idées d'aujourd'hui, a indiqué M. Jospin. Le premier ministre a également saisi cette occasion pour rendre un hommage appuyé à la vie associative, qui « occupe entre l'Etat et les citoyens cet espace médian où se crée le lien social ».

Il a rappelé qu'il a chargé Bernard Derosier, député (PS) du Nord et ancien président de la Fédération Léo-Lagrange, d'une mission parlementaire sur le fonctionnement des associations, afin de préparer le centenaire de la loi de 1901 (Le Monde du 22 février).

NRJ 1^{ERE} RADIO DE FRANCE SUR LES -20 ANS

842 000 AUDITEURS DE 11-14 ANS CHAQUE JOUR
1 265 000 AUDITEURS DE 15-19 ANS CHAQUE JOUR

Source : Médiamétrie 7500+, Jan-mars 2000, AC, LV, 5h-24h.

NRJ

NRJ